

LIVRE BLANC
des études françaises sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans
Groupement d'intérêt scientifique du CNRS
(septembre 2014)



Moyen-Orient et
Mondes Musulmans
Groupement d'Intérêt Scientifique

Image de la couverture :

Photo de **Jean-Pierre Dalbéra**

Les arts de l'islam (Musée des Arts Décoratifs, Paris), Carreau de frise aux fleurons rumi, Turquie, « Iznik », 1575-1580, céramique engobée, décor peint sous glaçure, Legs veuve Léonce Mahoû, 1929, Inv 26684

Creative commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 Generic (CC BY-NC-SA 2.0)

LIVRE BLANC
des études françaises sur le Moyen-Orient
et les mondes musulmans
Groupement d'intérêt scientifique du CNRS
(septembre 2014)

Le paysage scientifique français des études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, héritier d'une longue et prestigieuse tradition, se caractérise par son exceptionnelle richesse, en général par sa qualité et souvent par son dynamisme. Malgré de vrais motifs de satisfaction, ces études fragiles sont en crise, une crise d'une inégale gravité qui va d'un affaiblissement passager à la menace d'une disparition programmée de certains champs – sans que, pour autant, les domaines les plus originaux ou plus novateurs soient nécessairement privilégiés dans un contexte où l'on tend à sauver l'existant. Dans une concurrence internationale scientifique croissante, la France n'occupe plus tout à fait sa place alors qu'on attend souvent des chercheurs français une voix singulière.

Le *Livre blanc* du GIS « Moyen-Orient et mondes musulmans » a été constitué principalement à l'aide de rapports d'équipes ou de chercheurs sollicités sur leur champ d'étude, leur discipline, leur région ou leur institution. Une attention particulière a été portée aux angles morts de la recherche et aux secteurs en crise, ainsi qu'à la question clé qui commande tout le reste : la politique française de formation sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans. La question cruciale de la documentation, notamment des bibliothèques spécialisées, est également au centre des préoccupations de ce *Livre blanc*.

Ce Livre blanc a pour ambition de donner une vision générale de notre champ de recherche et de signaler ainsi des études dont la singularité n'apparaît pas toujours clairement, de manière à permettre une politique informée (postes au CNRS et à l'Université, politiques de recrutement, politique de formation, moyens à donner à différents projets).

L'introduction pose quelques constats généraux : essentiellement l'insuffisance quasi-générale de la formation en langues orientales, avec des conséquences scientifiques considérables ; mais aussi la difficulté de l'accès aux sources et au terrain, particulièrement au Moyen-Orient ; la question cruciale du passage à l'anglais comme du nécessaire maintien du français ; la pénurie de champs entiers, parfois quasi absents ou peu représentés au regard de la concurrence internationale ; un décalage grandissant entre l'essor des études sur ces régions et ces questions, au niveau mondial, et le seul maintien, parfois le recul, des études françaises, malgré beaucoup d'efforts ; le sous-encadrement de la recherche ; le fort tropisme parisien.

La formation des étudiants sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans est cruciale (1^{re} partie) : le déficit philologique et linguistique quasi général (insuffisante formation en langues orientales) a des conséquences considérables, par exemple pour l'islamologie. Par ailleurs, le paysage universitaire, encore trop strictement coupé du CNRS, est fragmenté et fragilisé.

La recherche française dans ses grandes tendances (2^e partie) bénéficie d'héritages prestigieux, mais elle est soumise à un contexte changeant selon les régions et les thèmes. On peut énumérer quelques points forts ou études en plein essor (études turques, droit musulman, histoire médiévale...) et des lacunes ou faiblesses alarmantes par rapport à la concurrence mondiale

(islamologie et domaines de l'érudition, sciences sociales de l'Iran, histoire du Maghreb à partir de sources arabes, littérature classique en général, toutes langues orientales confondues, enfin histoire de l'art contemporain en pays d'islam).

Ce bilan de la recherche actuelle doit aussi être repris (3^e partie) par régions principales du Moyen-Orient et des mondes musulmans, de façon à situer les équipes et les Instituts français de recherche à l'étranger (Maghreb, Proche-Orient arabe et Israël, péninsule Arabique, Mondes turcs, balkaniques et ottomans, monde iranien et irano-indien, Asie du Sud musulmane, Asie du Sud-Est,) et à montrer le rôle important que jouent et pourraient jouer ces centres français.

Présenter la documentation (4^e partie) revient à dresser un tableau alarmant de l'état des bibliothèques, plus encourageant des revues françaises sur le champ considéré, avec un bref aperçu des politiques de numérisation, de traduction (nettement insuffisante) et de l'édition française sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans – incontestablement mal en point.

Les conclusions proposent avant tout une politique de formation et de recherche à mener, qui ne peut être que volontariste : création de postes d'enseignants-chercheurs à l'Université, en fonction du vivier, mais aussi en élargissant le recrutement à l'Europe ; la réduction de la fracture CNRS-Université, particulièrement dommageable à ces études, et la création de davantage de contrats doctoraux et post-doctoraux, avec un soutien résolu aux jeunes chercheurs, tout en tentant de pallier la pénurie de cadres. Le passage à l'anglais doit être accompagné, avec le maintien d'une production en langue française.

La réflexion doit porter à la fois :

- sur le rôle de l'enseignement secondaire (pour l'arabe au moins) et supérieur (dès le niveau licence) dans l'apprentissage des langues orientales, systématiquement couplé à un apprentissage disciplinaire en sciences humaines et sociales ;**
- et sur le rôle que peuvent jouer les institutions d'ores et déjà existantes : le soutien public en postes et en moyens aux bibliothèques orientalistes doit être une priorité. Une meilleure concertation et communication doit prévaloir en ce qui concerne les UMIFRE (Unités mixtes des Instituts français de recherche à l'étranger).**

INTRODUCTION : QUELQUES CONSTATS

L'état contrasté de la recherche française sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans dépend de plusieurs facteurs :

– de la présence ou non de ces études – et jusqu'à quel point – dans le paysage institutionnel français et notamment à l'Université ;

– de la dichotomie persistante entre formation délivrée à l'Université, d'une part, et recherche sur les aires culturelles ou sur l'islam, surtout concentrée au CNRS, à l'EPHE ou à l'EHESS, d'autre part.

L'extrême rareté des postes de professeurs d'université traitant véritablement de notre champ est dommageable à l'ensemble ;

– de l'état économique et politique du pays ou de la région étudiée ;

– et, enfin, de l'éparpillement d'enseignants et de chercheurs dont beaucoup – probablement la majorité – n'appartiennent pas à des équipes directement spécialisées sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, mais sont affectés dans des équipes à vocation disciplinaire. Cette pluridisciplinarité ainsi renforcée a des effets positifs : mais la fragmentation du champ en est accentuée.

On constate une **remarquable convergence des constats** autour des problèmes communs de la recherche, fondamentalement liés à ceux de la formation :

1. **Insuffisance de la formation et du niveau en langues orientales, à peu près générale, aux causes diverses** (difficulté à faire coïncider formation disciplinaire, bases théoriques et méthodologiques et apprentissage des langues orientales ; déclin, d'une manière générale, de la philologie classique – latin et grec – qui nourrissait la philologie en langues orientales ; brièveté de la thèse en trois ans) et **aux conséquences scientifiques considérables** (déclin de l'islamologie classique, de la philosophie, de l'histoire des textes, de l'étude des littératures dans leurs aspects les plus difficiles, rareté des linguistes ; pénurie d'archéologues ; problèmes d'érudition au niveau le plus élémentaire : translittération, maîtrise des corpus, compréhension des références implicites d'un texte). La politique de recrutement a sans doute contribué à cet effacement de champs jadis prestigieux, ceux associés au temps long, aujourd'hui sous-représentés en France au regard de ce qui se fait à l'étranger. Un chercheur écrit même : « Le recrutement continu de chercheurs en histoire et anthropologie, sociologie et politologie, s'est fait au détriment de la philologie, de l'islamologie, de la littérature et de la linguistique. » Cette formulation, reprise dans le brouillon du *Livre blanc* à partir d'un rapport, est contestée par un historien qui signale que « ce sont les politiques de formation et de recrutement des institutions qui sont effectivement à remettre en cause, mais pas le recrutement dans les disciplines porteuses », tandis qu'un autre (littéraire) trouve au contraire que « ce Livre blanc

n'insiste pas [encore] assez sur les ravages causés par la domination de la science politique, depuis 20 ans, sur le reste des disciplines, en particulier sur les plus traditionnelles (islamologie, philologie, linguistique, études littéraires), dont les chercheurs ont de plus en plus de mal à être recrutés dans une UMIFRE » (UMIFRE = Unités Mixtes des Instituts Français de Recherche à l'Étranger).

L'examen, au niveau national, du nombre de thèses inscrites en histoire médiévale et contemporaine, en littérature classique, en islamologie par rapport au nombre de thèses inscrites en politologie, en sociologie du monde arabe, en relations internationales (le ratio est à peu près de 1 pour 20) montre qu'il s'agit en tout cas d'un problème au moins quantitatif. On comprend qu'en période de pénurie, les arbitrages ont été faits pour parer au plus pressé et répondre aux effectifs étudiants les plus nombreux, tout en espérant leur assurer des débouchés plus assurés et plus variés (*think tank*, expertises du monde contemporain) que ceux des disciplines les plus traditionnelles. Toujours est-il que des domaines entiers de recherche sont aujourd'hui menacés, y compris parmi ceux dans lesquels de nombreux postes sont proposés à l'étranger (mais pas en France) : par exemple, papyrologie, islamologie, philosophie islamique, étude de l'Asie centrale, littérature persane ancienne... Deux conséquences : première conséquence, les thèses de politologie ou relations internationales ayant trait au Moyen-Orient ayant trop souvent une visée pratique sur un sujet très délimité, les jeunes docteurs ont du mal à enchaîner ensuite sur de nouveaux sujets exigeant une culture, une ampleur de vue et une profondeur de champ plus étendues ; deuxième conséquence : les chercheurs français sont complètement absents du projet « *Zukunftsphilologie* » (philologie de l'avenir) qui, sur une initiative allemande (Berlin), regroupe Allemands, Italiens, Néerlandais... dans divers colloques où, à partir des textes dans les langues moyen-orientales (surtout l'arabe), on débat d'auteurs, de sujets et de périodes dans une approche pluridisciplinaire. Plus exactement : un seul Français participe au projet, pour le bengali, mais il est en poste à Chicago... Disons-le clairement : nos collègues européens et américains ont pris l'habitude de ne plus recourir aux Français dans le domaine philologique (étude et histoire des textes).

Plus grave encore (c'est lié à ce qui précède) : **l'islamologie française, c'est-à-dire l'étude de l'islam comme religion et système de pensée, est menacée de disparaître**, quand elle prospère partout ailleurs dans le monde. L'islamologie n'est pas une discipline : la conception la plus classique et la plus textuelle (étude des sources scripturaires de l'islam, Coran, Sunna, Vies du Prophète, sources juridiques et religieuses des premiers siècles de l'islam) a pu connaître un certain discrédit en France depuis trois décennies, à la suite du livre d'Edward Saïd sur l'orientalisme (1978) et dans le désir légitime de ne pas réduire les sociétés musulmanes et les différents courants de l'islam à l'islam normatif des sources – et encore, de certaines sources. L'étude approfondie et véritablement scientifique des textes reste toutefois une nécessité à l'heure où tant de courants islamistes invoquent justement ces sources des origines, à l'heure où les ventes de livres en arabe sont massivement, partout

dans le monde, France comprise, des livres religieux de l'islam pré-moderne. S'est développée une conception rénovée de l'islamologie comme étude de l'islam à partir des textes, certes, mais désormais en dialogue avec l'archéologie, les études de terrain, l'histoire sociale, dans les régions différentes du monde musulman : cette mise en contexte historicisée et non essentialiste va jusqu'à l'époque contemporaine. Ainsi l'islamologie est-elle finalement de l'histoire religieuse, entrant aussi dans le champ de l'histoire sociale du religieux, qu'il s'agisse des enjeux sociaux des différends doctrinaux, les traductions sociales de l'ascétisme et de la contemplation, des constructions politiques de l'autorité, des rituels, etc. Cette étude demande du temps, une approche profonde et érudite des textes, un éclairage méthodologique raffiné dans une historiographie en plein bouleversement. Très peu de chercheurs en France travaillent aujourd'hui réellement à partir de sources primaires sur ces questions dont presque tout le monde, pourtant, est prêt à parler. Les cours donnés directement sur textes islamiques (quelle que soit la langue et quelle que soit l'époque), en ces matières, se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. **Ainsi les sources scripturaires de l'islam (Coran, hadith – l'islamologie « dure », si l'on veut) sont-elles fort peu étudiées dans un cadre universitaire et dans une vraie approche scientifique**, tandis que l'étude proprement historique de l'islam comme religion (l'histoire de l'islam comme on étudie l'histoire du christianisme, avec ses inflexions doctrinales, ses courants, ses implantations, sa périodisation) n'est guère plus avancée, et généralement noyée dans de l'histoire sociale. En France, les spécialistes universitaires du hadith se comptent sur les doigts d'une main. Ceux du Coran, un peu plus nombreux, comme les spécialistes français du soufisme, jouissent d'une réputation internationale, mais les jeunes doivent tous, sans exception, s'expatrier. En 2014, une spécialiste internationalement reconnue des études coraniques a été refusée même à la première sélection pour la section 21 du CNRS (histoire médiévale) qui a sans doute considéré que cette thèse ne relevait pas de l'histoire. On comprend le caractère alarmant de la situation.

2. **Autre problème : en général, difficulté de l'accès aux sources et au terrain** dans certains pays (Afghanistan, Pakistan, Iran, Irak, désormais Syrie, et même Égypte), bibliothèques et archives de régions qui connaissent souvent de graves problèmes de conservation, d'identification et de catalogage des fonds : cf. la Bibliothèque de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth, qui ne s'est pas vraiment relevée de la guerre civile libanaise ; ou le serpent de mer des manuscrits de Tombouctou, dispersés lors de la guerre au Mali ; ou les 40 000 manuscrits de la bibliothèque d'al-Azhar, seulement sur catalogues papier. Les aléas politiques de la région et le risque croissant de ne plus pouvoir accéder aux sources sont des problèmes majeurs : cependant, l'explosion de l'édition (non critique) de textes comme la numérisation de nombreux manuscrits et ouvrages imprimés arabes, de la presse, ainsi que le rôle moteur joué désormais par les pays de la péninsule Arabique dans cette politique de conservation et

de diffusion devraient permettre le maintien d'études même sur des terrains aujourd'hui inaccessibles.

Dans ces difficultés, exception doit être faite de la Turquie, désormais un paradis pour le chercheur en ce qui concerne les manuscrits comme les fonds d'archives, repérés, catalogués, numérisés, accessibles en ligne. Parfois, des fonds d'archives bien classés et accessibles, comme ceux du Maroc, attendent le chercheur français, dont le niveau d'arabe et surtout de paléographie ne lui permet souvent pas de les exploiter. D'autres restent parfois difficiles d'accès (récent durcissement des conditions pour accéder aux archives en Algérie et en Égypte).

3. **La question devenue cruciale de l'anglais pour la visibilité de nos recherches dans le paysage international, alors même qu'il faut également maintenir une production en français**, ne serait-ce que pour former nos étudiants et faire connaître nos recherches au grand public (et pour commencer : aux collègues). Différentes équipes et revues expriment le besoin d'un traducteur de langue maternelle anglaise qui pourrait aider les membres de l'équipe à la traduction et à l'*editing* des articles et ouvrages en anglais. Les travaux en français ne sont plus lus à l'étranger, sauf par les spécialistes de l'Empire ottoman ou de l'islamologie classique – et encore. Quand ils sont lus par nos collègues étrangers, ils ne sont pratiquement pas cités dans les articles de revues en anglais, pour des raisons de repérage et de classement internationaux. Des efforts sont donc à entreprendre pour faire connaître et traduire la recherche française à l'étranger, comme le fait *European Journal of Turkish Studies*. L'un des meilleurs moyens de diffuser la recherche française serait de permettre à des doctorants et post-doctorants étrangers de venir en France : leur accueil (« mobilité entrante ») est aujourd'hui des plus restreints, voire inexistant, en sciences humaines et sociales – alors qu'un effort important est fait pour les scientifiques (sciences dures, informatique) du Maghreb.
4. **En matière disciplinaire, outre l'effacement de l'islamologie signalé plus haut, les révolutions arabes ont révélé la pénurie de champs entiers et la nécessité de renouveler les grilles de lecture et instruments d'analyse**. Plusieurs rapports soulignent notamment la faiblesse de l'économie, de l'économie politique, de l'histoire économique comme de l'histoire politique dans son sens le plus classique. Il existe un quasi-consensus sur l'idée que les soulèvements arabes résultent largement d'une détérioration des conditions socio-économiques. Certains n'hésitent pas à faire du printemps arabe le premier acte d'une réaction globale des sociétés civiles à la crise de 2008. Peu de travaux pourtant ont réellement tenté de développer cette idée : prise sans nuances, elle peut conduire à un déterminisme économique qui contredit toutes les recherches de sociologie des mobilisations et des révolutions. Il faut donc affiner ces intuitions. Doctorants et chercheurs doivent être encouragés à prendre en compte les apports de disciplines et de méthodologies en plein renouvellement comme l'anthropologie économique, la sociologie économique, l'ethnographie économique,

l'économie politique et l'histoire économique – quitte à nuancer ce déterminisme économique étroit déjà dénoncé. Des exemples : on pourrait encourager l'étude des syndicats et associations professionnelles, d'autant que ces organisations ont parfois joué des rôles clés dans les mobilisations (Égypte, Tunisie, Bahreïn, Oman). Des études menées dans les années 2000 à l'IRD (Institut de recherche pour le Développement) et à l'IREMAM (Institut de recherche et d'étude du monde arabe et musulman), avant même les révolutions, sont allées dans ce sens, elles doivent être prolongées. De même, il est essentiel de lancer des travaux sur les réformes économiques, notamment dans la perspective de comparer les anciens et nouveaux régimes – où le consensus néo-libéral semble s'imposer à tous, y compris aux islamistes qui ne sont plus porteurs d'une vision alternative de l'économie.

Dans le même ordre d'idée, et plus généralement, un **tableau de l'état des sciences humaines et sociales dans les pays concernés** qui sont nos objets d'études serait utile : il permettrait de mieux situer les recherches en cours et celles qu'il est nécessaire de stimuler. Il est difficile d'imaginer qu'un chercheur français travaille sur son domaine, *a fortiori* sur son terrain, sans interaction et sans échanges avec des collègues locaux. Cette dimension coopérative paraît devoir être de plus en plus importante. Son efficacité dépend toutefois de la situation universitaire et du degré de liberté académique dans le pays, de l'accueil que celui-ci réserve aux chercheurs étrangers en sciences humaines et sociales, et finalement de la situation économique politique et sécuritaire du pays concerné. Cette situation qui finit malheureusement par affecter le niveau académique de nos partenaires conditionne en partie le travail des chercheurs français. Ici encore, le niveau des chercheurs français en langues orientales et le peu de temps consacré au terrain par les chercheurs en poste en métropole – *a fortiori* par des enseignants-chercheurs ne bénéficiant presque jamais de semestres sabbatiques qui permettraient ces séjours sur le terrain – ne permettent pas toujours la prise en compte de ce panorama.

En termes à la fois de formation et de recherche, les études sur le Moyen-Orient et le monde musulman ne se sont pas développées en France à l'image, au rythme et à l'unisson de celles qui, à l'échelle mondiale, ont connu un prodigieux développement (nombre de doctorats, de contrats post-doctoraux, de chaires créées). **Dans la concurrence internationale, la France n'arrive plus à prendre la place que son héritage scientifique et le nombre de ses citoyens musulmans ou d'origine musulmane devraient lui réserver.** Pas davantage n'a-t-on sérieusement tenu compte jusqu'ici de la présence de musulmans français dont un nombre croissant, accédant à l'Université, cherchent des cours spécialisés ou sont susceptibles, une fois formés, d'en donner – et finissent par les chercher ou les donner éventuellement dans d'autres cadres que ceux dont les chercheurs français ont l'habitude. Nos viviers d'étudiants et de chercheurs potentiels sont largement et constamment sous-estimés. Signalons toutefois, d'une part, depuis plusieurs années, **la politique volontariste du CNRS pour recruter des spécialistes d'aires culturelles** : la création même de ce Groupement d'intérêt

scientifique est une autre preuve de ce soutien délibéré. Signalons d'autre part les **efforts déterminés de l'Institut universitaire de France d'autre part pour nommer presque chaque année des spécialistes du monde musulman** parmi les membres junior (maîtres de conférences) et les membres senior (professeurs des universités).

5. Malgré ces efforts, on note un affaïssement de la place de la France dans nos études face à la concurrence internationale.

Un décalage grandissant existe :

– *entre, d'une part, la recherche et l'offre de formation française sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, recherche encore perçue comme marginale (des objets exotiques, sollicités à la marge à titre d'exemples comparatifs) dans le paysage scientifique français, à l'exception des études médiévales et des sciences politiques ; et, d'autre part, la vitalité de la recherche, au niveau mondial, sur ces sujets, dans un contexte d'intense concurrence internationale,*

– *entre le niveau généralement élevé des études menées par des chercheurs français, d'ailleurs bien insérés dans la recherche internationale (mais très rarement traduits), et la **rareté de contrats doctoraux ou post-doctoraux en France** (sauf certains domaines comme l'histoire médiévale) qui puissent attirer des étudiants étrangers et maintenir en France les meilleurs étudiants français, sans parler de leur difficulté croissante à publier pour peu qu'ils travaillent sur des sujets qui ne correspondent pas à la demande médiatique la plus immédiate ou la plus compréhensible. Bien sûr, et c'est là un soutien fondamental sans lequel la recherche française sur les mondes musulmans n'existerait pas, chercheurs et pensionnaires des UMIFRE ou Écoles françaises disposent de contrats post-doctoraux alliés au dispositif d'aides à la mobilité ou de contrats doctoraux fléchés sur les Écoles françaises à l'étranger : mais là encore, certaines disciplines sont absentes presque constamment de ces dispositifs (littérature, philosophie, islamologie), car jugées non « utiles » ou ne correspondant pas à la demande sociale ou encore aux priorités du Ministère des Affaires étrangères et des programmes des UMIFRE.*

6. Le sous-encadrement de la recherche

Ces décalages importants sont accentués par celui qui existe entre le nombre de doctorants potentiels et le nombre de professeurs ou directeurs de recherches aptes à diriger des thèses, diriger des équipes, orchestrer des programmes. ***Nos études rencontrent un problème d'encadrement majeur.*** Dans plusieurs disciplines ou spécialités, un nombre important de départs à la retraite récents ou à venir qui ne sont pas remplacés (islamologie, littérature classique, archéologie, Maghreb, sciences sociales de l'Iran, et même histoire du Proche-Orient arabe contemporain) révèle un véritable **déficit en HDR (habilitations à diriger des recherches)** : sur l'histoire du monde arabe contemporain, on ne compte plus que six ou sept professeurs des universités en France aujourd'hui, d'un rayonnement inégal, dont un professeur au Collège de France. Sur ces six ou sept professeurs des universités (dont

la moitié seulement utilisent des sources en arabe), on compte seulement deux spécialistes du Maghreb – l'un partant à la retraite incessamment, sans être remplacé : **il n'y aura donc l'année prochaine (2015-2016) plus qu'un seul professeur d'histoire du Maghreb exerçant dans une université française (en l'occurrence Paris-I)**. Les trois ou quatre professeurs compétents sont partis à la retraite sans être remplacés. Un autre professeur ayant compétence sur le Maghreb a choisi de s'afficher davantage comme spécialiste d'histoire militaire ou d'histoire coloniale, et n'encadre plus de recherches sur la région depuis des années (c'est le cas à Paris-Sorbonne, ex-Paris-IV). À vrai dire, dans tous les cas, aucun professeur d'histoire du Maghreb ne lit l'arabe, ce qui limite singulièrement les sources et les approches. On peine à trouver un maître de conférences HDR ou même un ATER ou un chargé de cours pour donner des cours d'histoire du Maghreb. Même pénurie du côté des médiévistes : toute une génération de maîtres de conférences préparent leur habilitation, mais, en attendant, la somme de travail pesant sur les épaules des rares professeurs des universités est considérable. On compte heureusement bien davantage de directeurs de recherches au CNRS et bientôt de chargés de recherche habilités à diriger des recherches, mais le fait qu'ils n'interviennent, au mieux, qu'à partir du niveau master dans la formation, ne permet pas d'assurer l'encadrement en licence, donc les problèmes de formation à la base, d'où les déficits dans l'éveil de vocations et la faiblesse philologique initiale.

Paradoxalement, la situation semble moins dramatique pour l'histoire de la Turquie contemporaine (six HDR en France, dont un professeur d'université) ou de l'Asie centrale : cinq HDR, bientôt sept, dans des domaines très variés ; aucun professeur d'université pour l'Asie centrale, puisqu'il n'existe aucun poste sur ce sujet qui a pourtant entraîné la création d'une chaire dédiée au Collège de France – portant sur l'Asie centrale préislamique.

Quant à l'histoire de l'Iran, la chose est simple : **il n'y a aujourd'hui en France AUCUN spécialiste habilité à diriger des recherches sur l'histoire moderne et contemporaine ou sur la géographie de l'Iran**, les deux seuls professeurs ayant enseigné ces disciplines sont désormais émérités. Toutes disciplines confondues, il y a quatre HDR seulement dans l'équipe Mondes iranien et indien (histoire de l'Iran ancien, histoire de l'Iran timouride, linguistique, littérature persane classique). Ajoutons une MCF HDR, à Aix-en-Provence, en linguistique persane. Mentionnons aussi – appartenant à d'autres équipes – un sociologue (directeur d'études à l'EHESS), proche de la retraite ; une autre sociologue, professeur à Paris-VII, dont le poste n'implique pas directement d'enseignement de sociologie de l'Iran. Et c'est tout pour les sciences sociales de l'Iran contemporain, au niveau national.

D'une façon générale, dans leurs rapports, les politologues, les anthropologues et les historiens notent le « retard à l'HDR » de chargés de recherches ou maîtres de conférences qui attendent la cinquantaine ou davantage pour la soutenir. Ce retard est dû au caractère lui-même de plus en plus tardif des recrutements comme chargés de recherche ou maître de conférences, puisque l'impétrant attend parfois d'être quadragénaire avant d'obtenir une situation stable. Accablés de cours, d'examens,

de tâches administratives que les réformes successives – et notamment la réforme LMD – ont multipliées (à l'Université, menacée ainsi de « secondarisation ») ou au contraire soumis à l'injonction de la recherche, de la publication, du travail collectif et de l'allégeance au laboratoire (au CNRS) et parfois épuisés après un long parcours du combattant, les CR et MCF tardent donc à passer leur habilitation, quand même ils sont motivés pour le faire (et ce n'est pas toujours le cas). Du coup, les rares enseignants-chercheurs HDR – et surtout s'ils sont professeurs d'université, donc déjà affairés par les copies de licence, l'encadrement des masters et des doctorats, les lettres de recommandation et des tâches incessantes d'administration et d'évaluation – sont sur-sollicités. L'absence du calme nécessaire à la recherche de fond et la pénurie de HDR conduisent les professeurs d'université et directeurs de recherches à encadrer des thèses y compris sur des champs, des questions ou même des régions dont ils ne sont pas réellement spécialistes. Des codirections de thèses avec des maîtres de conférences ou des chargés de recherche plus directement spécialistes, ou encore des cotutelles avec l'étranger, sont couramment pratiquées, afin de remédier aux limites inévitables de la compétence du directeur de thèse. Mais on trouve aussi en France des doctorants travaillant sur le Moyen-Orient et inscrits, pour des raisons stratégiques, avec des directeurs de recherches ou des professeurs d'université tout à fait étrangers à l'étude du Moyen-Orient, en général des spécialistes d'histoire économique ou d'histoire coloniale.

7. **Un fort tropisme parisien**, sans doute inévitable, s'est renforcé depuis une dizaine d'années dans de nombreuses disciplines : il n'est guère relayé que par Aix-en-Provence et Lyon, à titre secondaire Strasbourg, avec un recul ou une disparition de centres provinciaux autrefois spécialisés (Toulouse, Nice, Bordeaux). Ce poids de Paris est accentué par le TGV (des collègues provinciaux viennent donner leurs séminaires à Paris pour être sûrs d'avoir un public et des étudiants), et par **l'existence, en elle-même positive, de l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM). L'IISMM, fondé en 1999 au sein de l'EHESS**, dispose de locaux boulevard Raspail, d'une équipe de direction de deux ou trois membres, assistés de trois personnels administratifs. Certaines des missions de l'IISMM (comme la diffusion de l'information scientifique) sont communes à celles du GIS, d'autres en sont plus éloignées au prime abord : formation continue – un domaine qui pourrait être développé à plus grande échelle, vue la demande –, conférences grand public, édition, mais elles devraient bénéficier de la réflexion collective mise en œuvre par le GIS.

On peut se féliciter du dynamisme des UMR existant consacrées en tout ou partie à l'aire culturelle Moyen-Orient (IREMAM à Aix, Monde indien et iranien, CETOBAC, CASE, CEIAS, axe « islam médiéval » de l'UMR Orient et Méditerranée, le GREMMO à Lyon devenu depuis peu une UMR). On peut néanmoins souligner l'absence de moyens humains et financiers des autres laboratoires, simples Équipes d'accueil aux moyens limités et au personnel inexistant (exemple du CERMOM basé à l'INALCO), et la disparition en peu d'années d'équipes spécialisées sur le monde

arabe : voici une douzaine d'années, il y avait encore le CHIC – Centre d'histoire de l'islam contemporain – à Paris-Sorbonne, une importante équipe de géographes spécialisés dans le monde arabe URBAMA à Tours, enfin la chaire Moyen-Orient de Sciences Po Paris. Autant d'équipes ou de pôles qui ont disparu ou n'ont laissé que des bribes. De très nombreux chercheurs et enseignants sont ainsi intégrés dans des unités de recherche couvrant des domaines plus larges ou à dominante disciplinaire (CEIFR, GSRL, CIHAM, CERI, LESC, IDEMEC, LEM), avec une double conséquence :

– La première est positive, elle implique synergies et rencontres intéressantes avec des spécialistes d'autres aires culturelles ou d'autres aspects de l'aire culturelle, ou encore d'autres périodes chronologiques. Ainsi dans plusieurs établissements, des masters et enseignements consacrés au Moyen-Orient ont été remplacés par des programmes plus vastes et parfois comparatifs, ce qui permet de désenclaver davantage l'étude de la « région » – à condition que le choix de l'universalisme laisse leur place aux spécificités culturelles et aux apprentissages linguistiques nécessaires. C'est en fait rarement le cas.

– La deuxième conséquence est plus problématique : les chercheurs travaillant sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans sont peu visibles aux autres, et parfois peu visibles à eux-mêmes : la section arabe de l'IRHT (Institut de recherche en histoire des textes), par exemple, n'est qu'une parmi d'autres sections, généralement mieux dotées (section de grec par exemple), et reste méconnue des chercheurs travaillant sur le monde arabe eux-mêmes. Un sous-axe de l'équipe de philosophes « Triangle » à Lyon est consacré à « Islam et politique ». La dispersion en équipes généralistes oblige à dépenser beaucoup d'énergie pour regrouper des forces émietées – voire ignorées.

C'est l'un des objectifs du Groupement d'intérêt scientifique Moyen-Orient et mondes musulmans, d'une manière générale, comme de ce *Livre blanc*, en particulier, que de donner à la fois une vision d'ensemble et une meilleure visibilité à ces éléments dispersés.

I. FORMATION DES ETUDIANTS SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS

A. LE DEFICIT PHILOLOGIQUE ET LINGUISTIQUE

La formation est le problème essentiel, généralement à la base des autres problèmes que connaît la recherche française sur les mondes musulmans, et signalé comme tel par la quasi-totalité des contributions à ce Livre blanc.

Un point positif toutefois : par rapport à ce qu'était la recherche française voici plusieurs décennies, soulignons le rôle considérable des instituts et centres de recherche à l'étranger dans la formation en langue : pour l'arabe, le DEAC – Département d'études d'arabe du Caire fondé en 1983, devenu (par un rétrécissement significatif) Département d'études de l'arabe contemporain du Caire ; stages de l'IFPO – Institut français du Proche-Orient –, formations pour les concours de recrutement d'arabe à Tunis ; pour le persan : naguère l'IFRI en lien avec l'Institut Dehkhoda à Téhéran. Le séjour au Proche-Orient ou au Maghreb permet l'apprentissage de dialectes jadis négligés et la découverte des réalités de terrain : mais les bourses trop courtes (moins d'un an) et pas nécessairement renouvelables ne suffisent pas pour un vrai enracinement dans le pays et dans la langue. Des échanges réciproques, longtemps fructueux (partenariat INALCO/université de Damas), sont aujourd'hui mis à mal, tandis que d'autres (INALCO/DEAC au Caire et INALCO/IFPO à Damas, désormais à Beyrouth ; ou Paris-Sorbonne/Université Saint-Joseph de Beyrouth/ou encore IFPO) permettent l'envoi d'étudiants arabisants en formation. Les récents événements ont suspendu un temps l'envoi de boursiers au Caire (2013-2014), tandis que les dernières évolutions libanaises peuvent faire craindre le pire à tout moment.

Malgré ces aléas, le rôle de nos centres à l'étranger se poursuit et se développe dans la formation doctorale (bourses doctorales, généralement trop courtes) et l'animation de programmes de recherche transversaux ; les UMIFRE permettent enfin à des chercheurs en poste ou de jeunes MCF de renouer avec le travail de terrain pendant plusieurs années. On ne saurait trop souligner le rôle fondamental des UMIFRE dans le séjour sur le terrain, mais ce dispositif ne fonctionne pas toujours très bien : des étudiants de plus en plus nombreux, précisément parmi les plus motivés et les plus originaux, choisissent des formations en langue parallèles (écoles privées au Caire ou à Rabat) ou font du terrain par eux-mêmes, plus ou moins à leurs frais, sans passer par les circuits des UMIFRE – non par rejet, mais faute d'une information suffisante. La prolifération de mails et d'informations, les aléas administratifs et politiques ont nui à la lisibilité des bourses proposées, souvent d'une durée trop courte. Les UMIFRE ne sont pas toujours assez au contact des équipes et universités en France qui pourraient y envoyer boursiers et étudiants.

L'absence de cursus intégrés regroupant formation à l'aire culturelle, à la discipline (histoire, anthropologie, sciences politiques, philosophie) et à la langue (ou aux langues) est un problème général, signalé par tous. Il a toujours existé : il était moins grave quand les étudiants avaient un meilleur niveau de grammaire générale, à l'entrée à l'Université ; quand ils avaient fait au moins du latin, sinon du grec, préparation utile à l'apprentissage de langues orientales ; quand ils avaient appris l'allemand (donc avaient un niveau de grammaire élevé). La méconnaissance commune de l'aspect technique de la version, et en général le faible niveau de grammaire de l'étudiant français moyen rendent plus difficile qu'autrefois cet apprentissage des langues.

D'autre part, davantage de temps était accordé à l'étudiant pour se former : aujourd'hui, le temps nécessaire à la formation d'un « orientaliste » n'est pas pris en compte dans le cursus LMD où la thèse ne dure que trois ans en principe (dans la réalité davantage). La plupart des étudiants « orientalistes » devraient bénéficier d'une sorte de sas, soit à l'entrée en master d'une part, soit entre le Master 2 et la thèse, d'autre part, pour une mise à niveau linguistique ou l'acquisition de disciplines « auxiliaires » nécessaires, ou encore l'approfondissement du travail de terrain.

Enfin, l'inscription disciplinaire et en sciences sociales était moins importante, alors qu'elle est aujourd'hui tout à fait décisive – ce qui est en soi une bonne chose et de toute façon une nécessité. Il faut reconnaître aussi que les étudiants les plus faibles ne suivent pas toujours les cursus intégrés, souvent exigeants, qu'on leur propose : à l'Université d'Aix-Marseille, un parcours en licence d'arabe est intitulé « Langues orientales et Sciences humaines et sociales », mais très peu d'étudiants de LLCE (Langue, littérature et civilisation) choisissent ce parcours par crainte d'échouer aux unités d'enseignement d'histoire, d'anthropologie et de sociologie, réputées plus difficiles à cause du niveau de culture générale et de rédaction en français qu'elles exigent. À l'INALCO où on s'efforce de donner une formation solide en sciences humaines et sociales avec des unités d'enseignement obligatoires à chaque niveau de licence, la répugnance de la majorité des étudiants de langue, en L1 du moins, pour ces cours de « civi » (= civilisation), est manifeste, là aussi par peur de l'échec. À l'université Paris-Sorbonne, une bilicence histoire-arabe ouverte en septembre 2012 semble rencontrer un certain succès – malgré un fort taux d'échec en L1, comme dans les autres formations. Elle a permis en tout cas d'attirer de bons étudiants. Inversement, l'étudiant mieux formé en histoire ou en sociologie peine en langue, car il n'y consacre tout simplement pas le temps nécessaire.

Deux cas de figure, donc :

– **Premier cas : l'étudiant est d'abord formé en langues et « civilisations »** (concept discutable, mais encore à l'œuvre dans de nombreux cours sans ancrage disciplinaire bien défini), et ensuite seulement s'initie un peu maladroitement et insuffisamment aux sciences sociales : « bricolage », écrit un rapport. Si cet étudiant commence ses études à l'INALCO, par exemple, il lui restera encore à se former en sciences sociales – même si l'établissement s'efforce depuis plusieurs années d'offrir les cursus les plus complets possibles. Certains étudiants peuvent avoir un excellent niveau en langue,

notamment s'ils viennent des pays étudiés (encore que ce ne soit pas une garantie suffisante), mais peuvent aussi peiner à commenter un texte de façon critique et construite – comme le prouvent les copies d'histoire aux concours de l'agrégation et du CAPES d'arabe. Un rapport le souligne plus généralement : de nombreux candidats à l'inscription en thèse ne sont pas capables de construire leur objet de recherche de façon problématisée. Ceci s'explique en partie par une vision de la recherche qui privilégie la collecte de données et le récit par rapport à leur inscription dans des débats théoriques et méthodologiques. Quant aux candidats qui ont les moyens de cette inscription théorique et méthodologique, ils n'ont pas forcément ceux de la collecte de données (qu'ils puisent alors chez d'autres ou dans des traductions) ni même du récit, faute d'un niveau suffisant en langue. Ce qui nous amène au second cas de figure.

- **Second cas : l'étudiant dispose d'une bonne formation en sciences sociales ou dans une discipline particulière, mais peine à apprendre une langue orientale**, commencée tardivement et en marge des efforts consentis pour la recherche. Il attend parfois la fin de la thèse pour s'y mettre réellement : c'est trop tard. Le temps passé à l'apprentissage philologique est insuffisant. Il est censé se faire « sur le tas » durant le master et la thèse, et si possible sur le terrain qui privilégie en général l'apprentissage de la langue parlée (dialectes, niveau de langue le plus courant), non de la langue écrite, généralement plus difficile (arabe littéraire, persan écrit) ou de formes de langue anciennes (tchagatay, turc ottoman, hébreu ancien, syriaque). À l'EPHE, à l'EHESS ou même à l'Université pour certaines formations spécialisées, ce n'est qu'au niveau du master que l'on propose à l'étudiant de se consacrer à l'étude d'une aire culturelle. Encore cette formation spécialisée n'inclut-elle pas l'apprentissage de la langue (par exemple, pour les études indiennes, l'ourdou, le dakhni, le persan, le pashto, l'arabe) que l'on délègue en général à l'INALCO ou à des départements de langues, ou dont on considère tacitement, comme à l'EHESS, qu'il est acquis (ce qui n'est pas le cas) ou encore dont on feint de croire que le doctorant, bon an mal an, finira bien par l'acquérir durant sa thèse : encourager l'étudiant à cet apprentissage tardif, peu encadré, sans lien avec la formation reçue par ailleurs en master, est difficile. Exemple : les étudiants turquisans et ottomanistes. Ils arrivent au niveau du M1, avec des profils divers : les uns sont des étrangers, les autres des Français formés pour la plupart en histoire, avec un très haut niveau, et parfois (de plus en plus souvent) en sciences politiques. La principale difficulté vient souvent de ce qu'ils sont amenés à s'initier en même temps à la recherche en histoire ottomane et à la langue turque, à l'ottoman et à sa paléographie. Le turc ottoman n'est d'ailleurs enseigné qu'à l'INALCO et à l'EPHE-IV^e section.

Prenons des exemples par disciplines : anthropologie, histoire, géographie.

En anthropologie, il n'existe pas de formation doctorale spécifiquement dédiée à l'aire culturelle « Moyen-Orient et mondes musulmans ». Conséquence positive : les doctorants bénéficient pleinement, tout au long de leur parcours universitaire, de la dimension comparative intrinsèque à la discipline anthropologique. Ce qui pourrait apparaître comme un inconvénient

(absence de spécialisation régionale) est aussi bien un avantage puisque cette dimension généraliste est un gage d'ouverture nécessaire à la méthodologie de l'anthropologie. D'ailleurs, comme l'anthropologie n'est pas enseignée dans le secondaire, il est nécessaire que les étudiants accèdent à une bonne connaissance de la méthodologie, de l'histoire de la discipline et de ses grands champs théoriques avant d'acquérir une spécialisation régionale. Cependant, soulignent les collègues anthropologues, cela donne lieu à un certain manque de visibilité en termes de cursus de formation. Il est souvent nécessaire de passer du temps sur Internet pour repérer les cours d'anthropologie du monde arabe et musulman. Il avait été question, voici des années, d'une équipe d'anthropologie du monde musulman sous l'égide de Pierre Bonte, récemment décédé, mais le directeur SHS CNRS s'y était alors opposé, malgré le soutien de la 38^e section. Les principales formations dans lesquelles on trouve un enseignement d'ethnologie ou d'anthropologie spécialisé sur le Moyen-Orient sont à Aix-en-Provence, à Lyon (un professeur), à Montpellier, à Nanterre, enfin à l'EHESS – où le domaine est pourtant sous-représenté. Il existe un professeur et un MCF à Paris-VIII, ainsi qu'un MCF à Paris-V, spécialisés en ethnologie du monde musulman. L'absence d'heures de formation en langues dans le cursus est un vrai problème : dans le meilleur des cas, un apprentissage approximatif de l'arabe ou du turc, suivi en marge du cursus principal, sera complété par un apprentissage de la langue locale pendant le terrain de thèse. Pour le reste (et la limitation des thèses à trois ans en est en grande partie responsable), les étudiants partent sans base linguistique et choisissent des sujets qui leur permettent de travailler en français au Maghreb, en anglais au Machrek ou ailleurs. Un tel « choix » par défaut a pour conséquence inévitable de limiter les thématiques de recherches, les types de sources mobilisables, et les perspectives ultérieures en post-doctorat – sans parler des problèmes liés à l'apparat critique (translittération déficiente, voire absente).

En histoire, le passage des concours de recrutement (CAPES, agrégation) reste une école très formatrice et qui permet aussi de dialoguer avec toute la discipline jusqu'à un haut niveau. Mais l'énergie mise à passer les concours se fait trop souvent au détriment de l'apprentissage des langues dont les étudiants espèrent souvent, à tort, pouvoir ensuite accélérer le rythme pour arriver rapidement à un niveau utilitaire. Trop de jeunes historiens s'inscrivent en thèse avant d'avoir le niveau réellement requis pour lire couramment les sources. Signalons **l'étonnant maintien, voire l'essor d'une histoire coloniale devenue post-coloniale ou impériale qui étudie ces régions (Maghreb, Moyen-Orient ou mondes musulmans) à partir de sources exclusivement en langues occidentales**. Ce n'est pas, en soi, à déplorer, vu la richesse et l'intérêt des sources en question : mais l'essor de l'histoire impériale, pour le Moyen-Orient et les études islamiques, s'est fait à l'évidence au détriment d'une vraie « histoire à parts égales », pour reprendre l'expression de Romain Bertrand. C'est particulièrement le cas pour le Maghreb contemporain (XIX^e-XXI^e siècles), massivement abordé à partir de sources en langue française. Le Maghreb à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècles) n'est pas enseigné. Le seul historien français qui enseignait l'histoire moderne et contemporaine du Maghreb (donc sur une longue durée, XVII^e-XXI^e siècles) à partir de sources arabes, maître de conférences à l'INALCO, vient

précisément d'être recruté, à la rentrée 2013, comme professeur associé à Princeton. Signe que la pénurie de spécialistes du Maghreb arabisants, à la vérité, est mondiale.

En géographie, l'esquisse d'un bilan de la situation des études de géographie sur le monde arabes montre la difficulté à articuler aire et discipline. À cette difficulté s'ajoute un problème conceptuel plus large : la validité d'une approche de la géographie en termes d'aires culturelles, autrement dit pour employer l'idiome disciplinaire, en termes de « géographie régionale ». Aujourd'hui en effet, la plupart des géographes ne se définissent moins comme des spécialistes d'aires culturelles, que comme spécialistes de thèmes, tels que la géographie urbaine, la géographie du développement, la géographie politique, la géographie des migrations ou plus largement, la géographie culturelle. Inscrites dans le comparatisme, ces spécialités se nourrissent structurellement de débats et d'analyses géographiquement croisées voire multi-situées. De même que la recherche, l'enseignement de la géographie tend à évoluer vers une structuration thématique, accentuée par l'orientation professionnelle d'une partie croissante des formations de masters. L'identification des contours mêmes de la discipline géographique n'est pas non plus évidente. Rappelons que le Conseil national des universités distingue la section 23 (géographie) de la section 24 (aménagement et urbanisme), alors que pour le CNRS ces disciplines universitaires sont incluses dans la section 39 (Milieux espaces sociétés), à l'exception de la géographie physique, qui appartient à la section 31. Ainsi, sont pris en compte dans ce bilan les travaux de spécialistes ne se définissant pas nécessairement comme géographes mais relevant des études urbaines (urbanisme, architecture, sociologie urbaine).

La principale équipe française de géographes travaillant sur le monde arabe, **l'Équipe Monde Arabe Méditerranée (EMAM)**, est l'héritière du laboratoire **URBAMA de Tours**, fondé par Jean-François Troin puis dirigé par Pierre Signoles, et restructuré au début des années 2000. EMAM est désormais intégrée au sein du laboratoire CNRS d'études urbaines et territoriales CITERES, où elle bénéficie toutefois d'un affichage et de moyens spécifiques. Cette équipe est la seule à offrir, en France, au sein d'un master de géographie, un enseignement spécialisé affiché Monde arabe (M2). De même, la seule revue française/francophone de géographie spécialisée sur le Monde arabe est *Les Cahiers d'EMAM*, qui ont pris la suite des Cahiers d'URBAMA, mais qui se présentent plutôt comme une publication du laboratoire. EMAM compte 7 enseignants-chercheurs (1 à 2 HDR) et chercheurs géographes ou assimilés, plusieurs ITA dont une cartographe spécialisée et deux ingénieurs de recherche. Elle compte également plusieurs universitaires relevant d'autres disciplines (histoire, économie). Si URBAMA s'était historiquement structuré à partir des villes du Maghreb pour s'étendre progressivement vers le Machrek, les chercheurs d'EMAM couvrent les deux domaines, et un recrutement récent ajoute la Turquie à leur aire d'étude. En revanche, le Golfe et la péninsule Arabique ne sont pas couverts par des chercheurs statutaires, dont les travaux actuels tendent à des croisements entre le Sud et le Nord de la Méditerranée, ainsi qu'avec les « Suds » (Amérique latine en particulier). Rapprochements intéressants et pertinents, mais qui peuvent aussi servir d'illustration patente des implications scientifiques qu'entraîne la fréquente méconnaissance (ou insuffisante

connaissance) de l'arabe : les choix linguistiques (l'espagnol et le portugais étant plus faciles à apprendre qu'une deuxième langue orientale) conditionnent en réalité les ouvertures et comparaisons.

À Lyon, la géographie du monde arabe, héritière des recherches de Georges Mutin et d'une tradition pluridisciplinaire l'associant à l'anthropologie, la sociologie et l'histoire, existe principalement au sein du **GREMMO – devenue récemment une UMR** –, avec trois géographes actifs (tous trois HDR). Leurs travaux couvrent le Proche-Orient, le Golfe arabo-persique, le Soudan ainsi que le Maroc. Des enseignements de géographie du monde arabe sont proposés à l'Université Lyon-II ainsi qu'à l'IEP de Lyon (dont un master professionnel spécialisé sur le Monde arabe). Plusieurs autres chercheurs lyonnais travaillent, à titre principal ou secondaire, sur le monde arabe au sein du laboratoire Environnement Ville Société, où plusieurs thèses de géographie ou urbanisme consacrées à des pays arabes sont en cours ou ont été récemment soutenues.

À Paris, il n'existe pas d'équipes de recherche spécialisées en géographie du Monde arabe mais seulement des chercheurs isolés sur cette région insérés dans des équipes thématiques, et pour lesquels les pays du monde arabe constituent parfois des terrains de recherche secondaires. C'est le cas à Paris-VIII (géopolitique), à Paris-Sorbonne, à **Paris-VII : l'équipe GREMAMO** (Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient) au sein du SEDET, récemment devenu le CESSMA par fusion avec une petite équipe HSTM de l'INALCO et par arrivée de nombreux chercheurs de l'IRD. C'est aussi le cas dans les laboratoires Parisgéo et IEDES – développement et société (Paris-I), à l'INALCO. Les instituts et formations en urbanisme ont historiquement joué un rôle important dans la formation de jeunes chercheurs sur cette aire régionale. Ces institutions comptent donc également plusieurs géographes et urbanistes travaillant sur le monde arabe, notamment l'Université Paris-Est Marne la Vallée, ainsi que Paris Ouest-Nanterre. Notons que la Sorbonne Abu Dhabi offre un master Aménagement, dirigée jusque récemment par une géographe. **L'Institut de recherche pour le Développement (IRD)** compte quelques géographes urbanistes dispersés dans des laboratoires parisiens. Plusieurs universités de province comptent des géographes spécialisés sur le monde arabe, ou les mondes musulmans (Aix-Marseille, à Rennes-II Poitiers où des recherches originales sur la géographie des migrations sont menées au sein du Laboratoire Migrinter, Toulouse, Montpellier). Pour achever ce tableau des principaux lieux de recherches en géographie sur le Monde arabe, il faut mentionner les UMIFRE, en particulier, le Réseau des observatoires urbains (Istanbul, Beyrouth, Le Caire, autrefois Téhéran) auxquels s'ajoutent régulièrement des géographes en poste au CJB (Rabat) ou à l'IRMC (Tunis). Certains pays sont sous-représentés dans les recherches des géographes français : les pays du Golfe (malgré le rôle du CEFAS de Sanaa, désormais à Djedda), le Soudan et autres pays de la Corne de l'Afrique, l'Irak (malgré la relance très récente de recherches au Kurdistan irakien), et à un degré moindre, Libye, Mauritanie et, plus étonnamment peut-être, Algérie. Dans le sillage de l'actuel directeur de l'IFEA, géographe, de jeunes géographes français qui s'intéressent à la Turquie commencent à être recrutés au CNRS ou dans les universités. L'Iran en revanche peine à connaître une relève, après la retraite de Bernard Hourcade, resté très actif avec Irancarto.

La recherche géographique sur le Moyen-Orient (surtout monde arabe) est donc renouvelée par l'arrivée d'une génération de jeunes chercheurs qui placent leurs travaux dans une dimension comparative avec d'autres pays du Sud. Ce décloisonnement explique que le déclin (en moyens) des deux laboratoires leaders en géographie sur le champ des études arabes ne soit pas forcément perçu comme un problème majeur. Une vision plus chagrine pourrait ajouter que ce décloisonnement comparatif est dû à des raisons linguistiques (niveau souvent insuffisant en langues) et à la difficulté croissante de l'accès au terrain.

Après l'examen rapide de l'anthropologie, de l'histoire et de la géographie, on peut donc conclure, comme les collègues indianistes du CEIAS dans le rapport envoyé au GIS, que **« l'inexistence d'un cursus intégré regroupant formation à l'aire culturelle, à la discipline et à la langue est extrêmement dommageable pour les étudiants », mais aussi, finalement, pour la recherche.** Il semble n'exister que très peu de séminaires de master et de doctorats consacrés à la lecture des textes en langue originale (arabe, turc, persan...), excepté en littérature ou à l'IRHT ou encore à l'EPHE. Très peu de bi-licences ou de doubles cursus sont actuellement proposés, au moment où les bi-licences histoire-allemand, histoire-anglais, histoire-russe, anthropologie-anglais, etc. se multiplient dans certaines universités françaises. Des universités offrent certes aux étudiants une initiation à l'arabe dès le L1 dans le cadre de l'enseignement obligatoire de langues vivantes, mais cette initiation reste très insuffisante.

Des projets vont dans le sens de la création de cursus intégrés : saluons la **création récente d'un master « islamologie » à l'EPHE, ainsi que d'un master spécialisé à l'Université Paris-Sorbonne (= jusque récemment Paris-IV).** Ce master Mondes arabes et musulmans est une spécialité portée par plusieurs disciplines : l'histoire (pour le gros des effectifs), langue et littérature arabes, géographie, avec quelques enseignements d'islamologie, de droit, d'ethnomusicologie et d'histoire de l'art. Le succès immédiat de ces formations illustre, *a contrario*, la pénurie actuelle. A Paris-Sorbonne, l'étude de la langue arabe, adaptée au niveau des étudiants, ne permet toutefois pas aux débutants d'accéder à un niveau correct (seulement 8 heures hebdomadaires). Il faut compter que la création à Paris-Sorbonne d'une bilicence avec de « l'arabe pour historiens » en L3, à partir de la rentrée 2014, améliorera le niveau en langues des étudiants.

À Paris-I, les études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans sont réparties entre plusieurs formations : Islam médiéval rattaché à l'IRBIMMA, histoire contemporaine rattachée à l'IMAF, relations internationales rattachées à l'IRICE... Ce rattachement à des laboratoires travaillant sur plusieurs aires régionales ne favorise pas la visibilité des études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, même s'il est justifié par une cohérence scientifique et s'il n'empêche pas la mise en commun de plusieurs enseignements. Les études contemporaines sont majoritairement regroupées autour du master « histoire de l'Afrique », qui accueille chaque année une trentaine d'étudiants autour de cours et séminaires communs, distincts de séminaires de spécialité

propre à l'aire étudiée. La moitié travaille sur le monde arabe, mi-Maghreb, mi-Moyen-Orient, quelques étudiants s'orientant vers des sujets sur l'Iran ou la Turquie. À la rentrée 2014, ces étudiants peuvent choisir en M2 entre une filière recherche et une filière professionnalisante (orientée vers les métiers de la coopération internationale), qui gardent toutes les deux une forte composante historique et permettent, nous l'espérons, de donner plus de visibilité à l'utilité d'une formation en sciences humaines sur la région. **Le problème principal des étudiants tient à la connaissance des langues, malgré un véritable engagement de leur part, un soutien aux terrains en M2 et un enseignement solide proposé à Paris-I ou à l'INALCO : l'arabe n'est vraiment maîtrisé qu'au début du doctorat, le berbère n'est quasiment pas pratiqué ce qui entraîne un déficit grave de la recherche française.** La prise de conscience de l'importance de cet apprentissage dans la formation est tardive, et une place suffisante, avec les séjours linguistiques indispensables, ne lui est ménagée que trop tard (niveau master).

Les Écoles normales supérieures proposent des cours de langues à leurs élèves, formés par ailleurs, et par définition, en sciences humaines et sociales : notons l'importante présence de l'arabe à l'ENS-LSH à Lyon. **À l'ENS-Ulm, les études sur les mondes musulmans sont essentiellement liées au département des Langues (ECLA).** L'arabe y est de loin la langue orientale la plus étudiée et bénéficie d'une solide formation, suivie par de gros effectifs dans les premières années, qui s'amenuisent à partir de la troisième année pour fournir une dizaine de bons arabisants chaque année en fin de scolarité. Cette formation n'est toutefois pas sanctionnée par des examens ou des diplômes. L'ENS bénéficie d'accords passés avec l'IFPO et le DEAC pour envoyer chaque année plusieurs étudiants en stage long (un an), ainsi que les étudiants de 2^e et 3^e année (qui sont en général au niveau master 1 ou master 2) pour des stages mensuels au Caire et à Beyrouth. Si beaucoup d'étudiants apprenant l'arabe, le turc, l'hébreu ou le persan poursuivent ensuite des études les éloignant des mondes musulmans, une dizaine s'oriente chaque année vers la recherche en sciences humaines et sociales d'une part, et les métiers de la diplomatie et de l'administration d'autre part, en poursuivant leur formation sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans à l'ENS et au sein des autres institutions françaises (surtout EHESS et Paris-I). Ces étudiants sont inscrits dans la mineure « Études arabes » mise en place depuis quatre ans pour coordonner les enseignements et séminaires portant sur les mondes musulmans (langues, philosophie, histoire médiévale et contemporaine, géographie), ou dans le parcours « Diplomatie » préparant aux concours et dans lequel les enseignements mentionnés sont très valorisés.

Il faut noter enfin que le seul cas de vrai cursus intégré existant depuis la licence, celui de **Sciences Po Menton (un « campus en région » dépendant de Sciences Po Paris), délivre un enseignement trilingue (français, arabe, anglais) de niveau licence** : les étudiants, dont un tiers viennent du monde arabe, un tiers sont des Européens, un tiers des Français sont peu nombreux à se spécialiser ensuite en master sur le monde arabe. Étant donné qu'il n'existe plus de master Moyen-Orient à Sciences Po, beaucoup préparent ensuite un master de relations internationales, ou alors un

master professionnalisant sans rapport avec la région. Gâchis considérable. **L'IEP d'Aix, de son côté, vient de recréer un cursus intégré arabe-sciences sociales, dès le niveau licence.**

Enfin les **profils souvent atypiques** et l'hétérogénéité de niveaux et de formations de nombreux étudiants se consacrant à l'étude du Moyen-Orient et des mondes musulmans devraient amener plus de flexibilité et d'imagination dans les processus de formation. Par exemple, nombre d'étudiants rattachés au CEIAS sont d'origine sud-asiatique : la quasi-impossibilité actuelle de soutenir à l'EHESS un master ou une thèse de doctorat en anglais est pénalisante pour eux, et nuit à l'attractivité internationale du centre. Des dérogations sont possibles à l'EHESS, souligne toutefois le CASE, tandis qu'un autre rapport signale que les cotutelles rendent possible la rédaction de thèses en anglais. L'arrivée d'étudiants étrangers (Turcs attirés par la forte attractivité de la France en études turques et ottomanes, Roumains, Russes, nombreux Italiens avec un excellent niveau de formation) pourrait être une chance pour la recherche française : malgré un investissement remarquable et souvent réussi pour écrire en français, beaucoup repartent vers le monde anglo-saxon, une fois leur thèse soutenue, faute de post-doctorat en France, tandis que d'autres (venus par exemple dans le cadre de l'accord France-Pakistan) n'ont pas un niveau suffisant à l'entrée en doctorat, justifiant alors d'un encadrement particulier.

B. LES CONSEQUENCES SCIENTIFIQUES DU DEFICIT PHILOLOGIQUE ET LINGUISTIQUE

Cette absence de cursus intégrés ou de formation spécifique en langue qui accompagnerait ou suivrait de façon solide la formation initiale dans une discipline donnée (ou plusieurs) a des conséquences scientifiques considérables et durables.

Signalons-en quatre :

– **Première conséquence : On peut déplorer une coupure et un manque de communication entre spécialistes de langue et littérature arabe ou persane, d'une part, et historiens, géographes, sociologues, politologues ou plus généralement spécialistes des sciences sociales, d'autre part** (trop souvent appelés « civilisationnistes » par les premiers). Des formations entièrement ségréguées, l'héritage d'approches historiographiques d'une autre époque, la méconnaissance, de part et d'autre, de bibliographies devenues il est vrai pléthoriques expliquent en partie cette césure. Du coup, les approches de la littérature arabe médiévale ignorent souvent les renouvellements de l'historiographie médiéviste, de même que les études sur la littérature arabe contemporaine négligent l'historiographie du monde arabe contemporain – il y a d'heureuses exceptions ! La réciproque est souvent vraie, les médiévistes laissant de côté des pans entiers de la tradition littéraire de langue arabe (surtout dans ses aspects proprement religieux), tandis que les modernistes ou contemporanéistes négligent, par exemple, la poésie présente partout dans les œuvres – mode d'expression majeure dans les langues du Moyen-Orient, et auquel commencent à s'intéresser les historiens d'autres pays européens. Ainsi se

multiplient des angles morts de la recherche, affaiblissant ou amputant le niveau des publications, quelle que soit leur qualité intrinsèque. Un exemple type : les formes culturelles et linguistiques nouvelles prises par les révolutions arabes et en général par l'expression de la jeunesse ont montré le déficit de recherche croisée novatrice dans ces domaines dans les sciences sociales et humaines en France.

– **Deuxième conséquence : on a déjà signalé un décrochage du niveau philologique de la France par rapport à ses voisins européens** (Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne) ou même par rapport au niveau exigé d'un doctorant américain à l'entrée en thèse. Un déficit croissant s'instaure dans des champs d'érudition traditionnelle délaissés (éditions de textes, traductions, pensée classique, littérature classique) à un moment où la plupart des bibliothèques françaises n'achètent quasiment plus de livres en langues orientales, faute de moyens, d'organisation et de vraie politique d'achat, et alors même que la compétence pointue en certaines disciplines liées à l'étude technique des documents est de plus en plus demandée au niveau international (codicologie, numismatique, papyrologie, épigraphie). Signalons que la papyrologie arabe, en plein essor au niveau mondial, ne fait actuellement l'objet d'aucun enseignement en France ; c'est pourtant l'élargissement des ressources documentaires (papyrus, actes de waqfs, actes de tribunaux et plus généralement actes de la pratique juridique, fonds nouveaux de manuscrits) qui caractérise la recherche actuelle aussi bien en histoire médiévale qu'en histoire moderne et même contemporaine (notamment pour le XIX^e siècle). Ainsi le projet européen (ERC) récemment porté par l'IRHT : « Islamic Law Materialized ».

Malgré ces signes encourageants, si la France a fait partie des pionniers dans le domaine de l'étude d'archives arabes et ottomanes (waqfs, actes de tribunaux, inventaires après décès, épigraphie) et dans l'étude de manuscrits arabes médiévaux, seuls quelques chercheurs maintiennent cette science, ou contribuent à la renouveler, et presque personne ne l'enseigne à partir des textes eux-mêmes : il n'est pas sûr que notre pays puisse maintenir ce niveau encore longtemps en l'absence d'une politique volontariste déterminée de formation, avec des stages systématiques d'étude des sources.

Supposons d'ailleurs un étudiant de bon niveau, une fois formé en langue, dans telle discipline, en méthodologie et en théorie disciplinaire. Une fois passé le niveau licence de langue (souvent insuffisant pour lire des textes de façon cursive si l'enseignement ne s'accompagne pas d'un séjour prolongé dans le pays en question), il n'existe plus d'ateliers de formation supérieure en langue. Un étudiant avancé et même un chercheur confirmé ont pourtant toujours besoin de se perfectionner dans ces langues difficiles, ou d'en découvrir de nouveaux types de textes. Seuls les ottomanistes parisiens se retrouvent tous les mois pour partager la lecture et le commentaire libre de documents en turc ottoman sur un thème commun (« Les Ottomans par eux-mêmes »). De façon encourageante, il semble que certains doctorants, devant s'inscrire dans une compétition internationale plus aiguë, ont pris conscience de ce déficit et favorisent davantage l'apprentissage des langues, voire s'initient là où ils le peuvent à la paléographie (ENS-Ulm, IRHT, Aix pour les modernistes, EPHE).

Signalons que la paléographie ne devrait pas être un luxe réservé aux médiévistes ou aux ottomanistes pour l'étude de régions où les manuscrits ont dominé pratiquement jusqu'à la Première Guerre mondiale, et où la lecture d'une écriture manuscrite cursive ou d'archives est utile même au contemporain, au politologue ou au sociologue. Le fait que la Section arabe de l'IRHT (créée en 1937 par Georges Vajda) soit ainsi cantonnée au domaine médiéval (jusqu'au XV^e siècle) sur un modèle européen lui-même calé sur Gutenberg n'a pas de sens : l'imprimerie ne se diffuse largement au Moyen-Orient que dans les années 1860. Près de quatre siècles de manuscrits échappent ainsi à la recherche française sur textes, sans parler de l'histoire des lithographies et imprimés anciens (XIX^e siècle et première moitié du XX^e siècle) domaine de recherche dynamique d'où la France est tout à fait absente. Le CNRS devrait envisager de renforcer ainsi les moyens et les locaux mis à disposition de la Section arabe de l'IRHT. **Des ateliers estivaux de philologie et paléographie** arabe, persane et ottomane devraient être organisés systématiquement, comme cela se fait dans d'autres pays européens, non seulement pour compléter la formation des étudiants mais aussi pour améliorer celle des chercheurs en poste, et favoriser la découverte de types de textes différents et de niveaux de langue variés.

– **troisième conséquence : la menace qui pèse sur l'islamologie, l'histoire de la pensée classique et des sciences, la présence de spécialistes des langues du Moyen-Orient en linguistique.** Ces disciplines sont actuellement à peine enseignées et transmises en France : les départements d'histoire délaissent l'enseignement de l'islamologie, censé être confié aux départements d'études arabes qui ne le maintiennent généralement pas (soit incompétence, soit peur de contestations islamistes), et le renvoient prudemment aux historiens, ou bien le maintiennent à la marge, avec répugnance, sous la houlette d'un chargé de cours pas nécessairement compétent (les titulaires se débarrassant ainsi du problème)... Résultat : plus il y a d'étudiants musulmans ou intéressés par l'islam dans les universités françaises, moins on y enseigne directement l'islamologie. À Paris-III, à Paris-I, à Paris-Sorbonne, ce sont des historiens médiévistes qui donnent dans leurs cours, au passage, des bases d'islamologie : l'avantage est que la matière est historicisée par de vrais historiens ; l'inconvénient est que la dimension proprement textuelle et la complexité la plus technique disparaissent.

Pratiquement aucun des islamologues français partis à la retraite ces dernières années n'a été remplacé, ou ne l'a été que par un enseignant non islamologue. Signalons une seule création de poste de professeur d'islamologie, ces dernières années, à l'INALCO : c'est aussi le seul établissement d'enseignement où islamologie et histoire de l'islam médiéval sont simultanément enseignés en L2, sans supposer que le deuxième enseignement puisse remplacer le premier. Les quelques enseignants spécialisés de l'EPHE-V^e section et l'IRHT – de notoriété internationale – sont donc censés assurer l'essentiel de la recherche en ces domaines (islamologie et histoire des textes), ainsi que de la formation grâce au master « islamologie » de l'EPHE – unique en France. Mais le petit nombre et la précarité de la plupart des chercheurs comme l'âge moyen des enseignants titulaires s'approchant de la

retraite (à l'EPHE) ne rassurent pas sur l'avenir. Il faut souligner le caractère alarmant de cette évolution à une époque où l'islamologie est en plein essor au niveau mondial (enseignement, publications, revues spécialisées) et surtout où la recherche des Français – notamment musulmans – dans ce domaine risque de se faire hors cadre universitaire : c'est déjà en partie le cas.

Il ne s'agit pas que de l'islamologie classique. De façon significative et corollaire, **l'anthropologie religieuse de l'islam** (l'islam vécu ou l'islam ordinaire) n'est que très peu enseignée comme telle : il existe seulement deux cours en France, tous deux optionnels, à l'Institut catholique de Paris et à l'INALCO ; pas de direction de recherche *ad hoc*. L'ouverture d'un séminaire (2013-2014) à l'IISMM qui confronte textes et pratiques autour des rituels de l'islam est une grande première. Là aussi, le contraste entre la pauvreté (en nombre) de ces enseignements et le faible nombre d'enseignants capables de délivrer cet enseignement, d'une part, et l'importance prise par l'islam dans la société française et ses débats, d'autre part, est simplement ridicule. Depuis quelques décennies, l'obstinée méconnaissance du fait religieux et de l'histoire religieuse à proprement parler dans le champ des études portant sur le Moyen-Orient, la volonté de n'en traiter que de loin, en le noyant dans le comparatisme, de marginaliser systématiquement un sujet qui, finalement, gêne ont mené paradoxalement – par un effet boomerang – à une surévaluation de l'importance des discours les plus radicaux, à une téléologie expliquant, voire justifiant l'islamisme. À moins qu'on ne réduise le fait religieux à une rassurante et rationnelle histoire sociale. À part quelques exceptions remarquables, on a ainsi laissé aux politologues l'étude de l'islam radical, aux musulmans dévots celle du soufisme, aux anthropologues l'étude des rites, etc. ***En France, l'étude de l'islam comme religion est perçue comme marginale, voire non pertinente*** : la chose se retrouve à la BULAC où certains chargés de collection refusent parfois l'achat de livres portant sur l'islam, au motif qu'ils se trouvent dans des bibliothèques générales ou d'histoire des religions (ce qui n'est pas le cas) : ainsi l'achat récent d'un biographie de Muhammad, un petit manuel universitaire. Notons, pour nuancer ce tableau, que les indianistes (islam indien et pakistanais) sont, dans ce domaine, beaucoup plus innovants que les arabisants ou turquisants ; que les spécialistes du chiisme sont actuellement plus mobilisés que ceux du sunnisme ; que le boom des études coraniques au niveau international – notamment avec le Corpus coranicum berlinois – a des retombées positives sur la France.

– ***quatrième conséquence***, un **cloisonnement persistant entre les chercheurs, selon leur domaine linguistique arabe, persan et turc, sans parler du berbère – un isolat dont le caractère singulier ne favorise pas l'essor des études sur le Maghreb**. Cloisonnement aussi entre les spécialistes du Proche-Orient arabe (généralement arabisants) et spécialistes du Maghreb (généralement non arabisants, sauf pour la période médiévale). Tous tendent à reproduire, souvent malgré eux, les divisions introduites par les nationalismes du XX^e siècle. Les ottomanistes français ne savent que très rarement lire l'arabe, les arabisants n'apprennent guère le turc ottoman ou le persan (des signes encourageants apparaissent toutefois chez certains doctorants), les spécialistes du soufisme arabe ne

lisent pas le persan (et vice-versa), etc. Si peu de chercheurs français apprennent réellement une langue orientale, on l'a dit et répété, encore moins en apprennent deux. Ceci a de vraies et problématiques conséquences scientifiques, par exemple dans l'étude de l'Empire ottoman, pourtant éminemment plurilingue (grec, serbe, arménien, arabe, kurde, etc.), dans l'étude de l'islamologie qui reste, en France, presque exclusivement et étroitement arabisante (quasiment pas de spécialiste d'islam en milieu pashto ou en langue urdu), ou dans l'étude de périodes comme les débuts de l'islam (grec, copte, syriaque, arabe...), ou encore dans le domaine des études de l'islam en Afrique noire, où la plupart des chercheurs ignorent l'arabe, et ne connaissent pas davantage de langues africaines : actuellement, un seul africaniste en France – et il est Italien – manie à la fois l'arabe et une langue africaine (le bambara). Dans le domaine de l'islam politique enfin, chaque chercheur tire inévitablement les analyses vers sa zone géographique et linguistique de référence, avant de généraliser. L'apprentissage dans certains cursus (Aix-Marseille-Université, INALCO) d'une deuxième langue orientale obligatoire dans la licence d'arabe, les cours de langues orientales dispensés à l'École normale supérieure (Ulm) de Paris, enfin la récente ou prochaine création de bilicences (arabe-hébreu à l'INALCO, arabe-turc) tentent de pallier cette déficience du monolinguisme, devenue aujourd'hui une singularité française, essentiellement un héritage d'époque coloniale.

Seul point fort des Français, et notamment de l'INALCO, dans cette diversification linguistique : la place importante accordée aux dialectes, notamment aux dialectes maghrébins, et l'étude de l'arabe « moyen » (à mi-chemin entre arabe littéraire et arabe dialectal), dans le sillage des travaux pionniers de Jérôme Lentin.

C. FORMATION :

UN PAYSAGE UNIVERSITAIRE FRANÇAIS FRAGMENTÉ ET FRAGILISÉ.

La situation des études sur le monde musulman est liée à leur place au sein de l'Université.

La relative abondance de chercheurs ou directeurs de recherches au CNRS, la présence de directeurs d'études à l'EPHE ou à l'EHESS ou de professeurs dans les IEP dissimulent trop souvent le paysage général de l'Université française – dont les champs d'intérêt et de recrutement restent massivement liés à la préparation aux concours de recrutement des enseignants du secondaire, et donc à des préoccupations franco-centriques ou, au mieux, européo-centriques. Or les recrutements et l'éveil des vocations dans nos domaines continue à se faire pour l'essentiel soit dans les classes préparatoires (d'où l'importance des questions mises au concours des grandes écoles, y compris à HEC), soit à l'Université dès la licence (y compris les programmes Erasmus ou les stages à l'étranger proposés dès ce niveau), soit enfin lors de questions mises au concours du CAPES et de l'agrégation (d'où, là aussi, l'importance des questions de concours). Exemples : le partenariat Erasmus entre Paris-Sorbonne et l'Université de Galatasaray, en L3 ou en master, permet d'attirer vers le turc des étudiants inscrits dans différentes disciplines. L'envoi en L3 à l'étranger de tous les étudiants de Sciences Po a pu nourrir des

vocations. Au niveau national, la question de médiévale mise au programme du CAPES et de l'agrégation d'histoire 2014-2015 porte sur « Gouverner en islam entre le X^e et le XV^e siècle » : production de manuels, mobilisation des enseignants, visibilité des cours et d'une historiographie ont été aussitôt dynamisés par ce projet – qui risque hélas de rester sans équivalent pour l'histoire contemporaine du Moyen-Orient ou de l'islam, faute de manuels en français, faute d'enseignants, faute de cours.

Un motif de satisfaction est, comme le montre cette question de CAPES, **la bonne santé de l'histoire médiévale des pays d'islam** : celle-ci est de fait intégrée dans le cursus de licence à Paris-I Panthéon-Sorbonne, Paris-Sorbonne, Paris-Ouest-Nanterre, Lyon-II, Nantes, Grenoble, Aix-Marseille, Montpellier, Bordeaux, – à quoi s'ajoutent de grands établissements (EPHE, EHESS, INALCO). L'histoire médiévale des pays d'islam est reconnue à part entière comme l'une des spécialités de l'histoire médiévale, notamment par la présence de représentants à la section 21 du CNU et à la section 32 du Comité national de la recherche scientifique ; par l'existence de pages consacrées sur le site Ménéstrel, réseau documentaire des « études médiévales » ; et enfin par sa prise en compte périodique dans les questions mises au programme des concours de recrutement (CAPES et agrégation). L'avenir de l'histoire médiévale des pays d'islam en France semble assuré : les rencontres de Dîwân, l'association des doctorants en histoire des mondes musulmans médiévaux, sont organisées chaque année depuis 1998 : elles ont contribué à resserrer les liens entre les universités, les enseignants et les jeunes chercheurs et à élargir le champ des recrutements. Le site de Dîwân est par ailleurs largement consulté. L'association Dîwân, où les historiens de l'art et d'archéologie sont désormais nombreux, ne regroupe cependant guère les rares étudiants spécialistes de littérature médiévale et classique, ni les doctorants en islamologie – toujours cette césure entre histoire sociale utilisant les textes comme sources, privilégiant le commentaire et la synthèse, et histoire à base plus philologique, partant de l'étude et de l'édition de textes. La création en juin 2013 de l'association SAMAH (Sorbonne Association Monde arabe et hébraïque, regroupant les étudiants et anciens étudiants de l'université Paris-Sorbonne) est sans doute destinée à combler cette lacune.

La vitalité des études françaises en archéologie islamique est confirmée par leur présence dans plusieurs universités et unités du CNRS, ainsi que dans les Écoles françaises à l'étranger et les UMIFRE. Le Ministère des Affaires étrangères français, via la Commission des fouilles, finance en partie certaines missions archéologiques. Celles qui se déroulent à l'étranger s'effectuent dans le cadre de partenariats avec les institutions locales. Exemples : à Paris-Sorbonne, une chaire d'histoire de l'art et d'archéologie est pourvue par un professeur qui dirige au Maroc la fouille d'Igiliz, lieu de naissance de l'empire almohade. Cette fouille est soutenue par la Casa de Velazquez et le MAE, en partenariat avec le Ministère de la Culture du Royaume du Maroc. À Paris-I, une chaire d'archéologie est pourvue par un professeur qui a dirigé la fouille de Samarra, en Irak, une des capitales des califes abbassides, au nord de Bagdad. Actuellement, ses travaux, arrêtés à cause des événements, se développent dans

des publications post-fouilles. Ces deux professeurs sont enseignants-chercheurs dans l'équipe Islam médiéval de l'UMR Orient Méditerranée qui comptent aussi des chercheurs et un post-doctorant archéologues. Ils ont développé des fouilles au Pakistan, dirigées par Monik Kervran, directrice de recherches retraitée et toujours active, fouillant en Oman et aux Émirats arabes unis. Des trois archéologues spécialistes du golfe Arabo-Persique et de l'océan Indien, une seule est encore en activité aujourd'hui. À Lyon, au Ciham (UMR 5648) et à la Maison de l'Orient méditerranéen (MOM), trois archéologues s'investissent dans le champ de l'archéologie islamique, l'un a dirigé la mission archéologique franco-tunisienne de Sabra al-Mansuriyya, la seconde capitale de la dynastie fatimide (travaux soutenus par la Casa de Velazquez et l'École française de Rome), un autre dirige actuellement les fouilles de la ville médiévale d'Albalat (Espagne) et travaille dans le sud algérien et la troisième fouille sur plusieurs terrains proche-orientaux, en partenariat avec l'IFPO. Évidemment, les terrains syriens comme les terrains irakiens sont devenus inaccessibles. Basé à Aix-en-Provence, le La3m (Laboratoire d'archéologie médiévale et moderne en Méditerranée) participe activement, depuis l'origine, à une fouille importante de l'IFAO en Égypte (1984-2003) et aux actuels travaux post-fouilles : Fustât (ville fondée par les musulmans lors de la conquête de l'Égypte) dont le directeur de fouilles part bientôt à la retraite sans être remplacé. L'IFAO du Caire a aussi des fouilles dans le secteur de la muraille médiévale du Caire (époques fatimide et ayyoubide) : ces fouilles sont dirigées par un chercheur français qui, ayant postulé plusieurs fois sans succès au CNRS, est désormais professeur dans une université britannique (l'Aga Khan University).

L'archéologie islamique française est un champ qui a une longue tradition d'excellence. Il convient d'être attentif au fait que les départs à la retraite soient remplacés, sauf à voir ce champ s'effondrer brutalement. Ce remplacement est possible car le vivier des archéologues titulaires d'un doctorat, bien formés mais sans statut, est fourni. Sans postes, ces jeunes collègues pourraient partir à l'étranger, comme c'est déjà parfois le cas.

Par rapport à la bonne santé des études médiévales, **l'avenir des études à l'Université semble beaucoup moins fermement assuré pour l'histoire du Moyen-Orient moderne et contemporain** (essentiellement enseigné à Paris-I, à Paris-Sorbonne – ex-Paris-IV – à l'INALCO, à Aix-Marseille Université, à Sciences Po et dans certains Instituts d'Études Politiques de province), et *a fortiori* du Maghreb. Une élection au Collège de France, un accident de santé, des départs à la retraite sans remplacement sur le domaine lui-même (tous les maghrébisants) et un départ prématuré à la retraite auront suffi à massacrer les cadres universitaires du domaine – cadres peu nombreux de toute façon et que peinent à remplacer les six professeurs des universités françaises actuellement en exercice à Paris-I, Paris-VII, l'INALCO, Lyon, Nice et Aix-Marseille Université : leur disponibilité est d'ailleurs affectée par leur mobilité, car l'un est en poste à l'IFAO, l'autre en délégation à l'IUF, le troisième nommé pour deux ans à Galatasaray. Il faudrait bien sûr ajouter des directeurs de recherches au CNRS ou directeurs d'études à l'EHESS, ainsi que deux professeurs à Sciences Po Paris (un en sciences

politiques ; l'autre au Centre d'histoire), mais nous nous contentons ici du paysage de l'Université où reste l'essentiel du vivier d'étudiants. Il existe un seul professeur d'histoire de la Turquie et de l'Empire ottoman, qui vient d'être élu à Paris-VII : c'est une première en France. L'histoire moderne et contemporaine du Moyen-Orient a des représentants à la section 33 du Comité national du CNRS, dont il faut souligner les efforts de recrutement du côté des aires culturelles. Mais l'histoire a perdu du terrain en trente ans au profit de la politologie et de la sociologie, jugées plus attractives et permettant des thèses plus courtes, adaptées au profil LMD, avec un moindre recours à des sources primaires d'accès ardu. L'arbitrage s'est fait aussi, on l'a dit, au profit du maintien, et même de l'essor d'une histoire coloniale ou impériale : il n'y a, par exemple, pas de question spécialisée mise aux concours de recrutement des enseignants du secondaire, en histoire, autrement que sur le mode d'une histoire des Empires et des sociétés coloniales.

La formation sur le Moyen-Orient contemporain, en histoire contemporaine, est donc actuellement nettement déficitaire : on manque cruellement d'enseignants et de chercheurs de haut niveau. Des lycées internationaux proposant des cours d'histoire et de géographie en langue arabe, dans le cadre de cursus renforcés, ne trouvent pas de professeurs. Une certaine prolifération d'experts dans les médias ne doit pas rassurer – tandis qu'on peine à trouver des ATER ou même des chargés de cours pour les enseignements les plus généraux (estimés à tort connus de l'étudiant ou du doctorant travaillant sur la zone). La recherche sur programmes, saucissonnant le savoir à l'infini, tend à accentuer ce phénomène.

Bien pire, l'histoire de l'Iran, de l'Inde musulmane, de l'Asie centrale, de l'Indonésie est radicalement absente de l'Université française – toutes époques confondues (d'ailleurs à peu près comme l'histoire de la Chine ou du Japon, toutefois présente à Paris-VII). Cette histoire est enseignée (et encore, essentiellement par des chargés de cours) uniquement dans de grands établissements : l'INALCO et Sciences Po Paris ou dans des séminaires de l'EHESS ou de l'EPHE (une directrice de recherche à la IV^e section sur l'Inde médiévale et moghole). Il faut espérer que les récentes chaires créées au Collège de France (Frantz Grenet sur l'Asie centrale pré-islamique, Sanjay Subrahmanyam sur l'océan Indien) et la vogue de l'histoire connectée susciteront une crédibilité croissante de ces études, devenues nécessaires – en principe – à tous les historiens à l'heure de la *global history*. Les médiévistes signalent d'ailleurs des « fronts pionniers » (Asie Centrale, péninsule Arabique), représentés par quelques spécialistes isolés, mais dont l'essor participe d'une ouverture plus large à des régions de l'islam que la France avait longtemps négligées (importantes investigations archéologiques en Asie Centrale, Oman, Sind) ; des séminaires sur l'océan Indien, le programme ANR MeDIan ont permis d'entamer un décloisonnement chronologique et disciplinaire, qui reste toutefois à poursuivre par une collaboration plus grande avec les africanistes ou les spécialistes du monde indo-persan ; ce mouvement s'inscrit lui-même dans l'affirmation forte et récente de l'histoire-monde dans le champ des études médiévales (*cf.* le livre *Histoire du monde au XV^e siècle*, chez Fayard, où les pays

d'Islam ont occupé une place importante). De façon significative, *L'Histoire du monde au XIX^e siècle*, en préparation, ne compte pas, parmi ses concepteurs, de spécialistes du monde musulman et assume un projet dont toute la première partie s'affiche comme essentiellement eurocentrique : l'association au projet de nombreux collègues spécialistes du champ ne permettra de pallier que partiellement les orientations d'ensemble.

Un motif d'espoir pour l'histoire moderne et contemporaine : **une association de doctorants travaillant sur les mondes musulmans à l'époque moderne et contemporaine, Halqa, vient d'être créée (juin 2013), quinze ans après Dîwân**. Il s'agit d'une association pluridisciplinaire (sciences humaines et sociales) de doctorants travaillant sur les mondes musulmans. Lors des premières journées de cette association, tenues à Paris début juin 2013, comme des secondes journées tenues à Aix en juin 2014, on a pu constater, par exemple, la vitalité de la jeune recherche sur le Maghreb, gage de renouvellement pour l'avenir. L'Association, bien qu'aidée notamment par l'IISMM et l'IREMAM, ne bénéficie toutefois pas du soutien institutionnel dont a bénéficié Dîwân, fruit des efforts de la composante « Islam médiéval » de l'UMR de Paris-I Panthéon-Sorbonne et Paris-Sorbonne. On retrouve cette **lacune d'une grande équipe parisienne sur le monde arabe**, alors que la majorité des doctorants de Halqa sont parisiens et travaillent précisément sur le monde arabe.

Ce bilan peu encourageant doit être nuancé. Au-delà des universités et des parcours de licence, les établissements du supérieur qui forment du master à la thèse (EHESS, EPHE, formation doctorale des IEP), et les séminaires des directeurs de recherche au CNRS, voire certains séminaires de l'IISMM peuvent susciter des vocations plus tardives et aussi plus mûries et mieux motivées – souvent d'étudiants ayant déjà eu un parcours d'études ou un parcours professionnel qui ne leur a permis de découvrir qu'incidemment le monde musulman. **Il faut souligner le rôle de l'IISMM, pour Paris**, grâce à une quinzaine de séminaires variés (niveau master et doctorat, hebdomadaires et mensuels), mettant en valeur des domaines de recherche de pointe, comme des séminaires d'ordre plus général : tout enseignant-chercheur, seul ou avec d'autres, peut proposer un thème, ce qui constitue un espace de collaboration et d'exploration intéressant, hors cadrage institutionnel ou administratif trop lourd, souvent renforcé par les PRES, désormais les Comue. Notons également la présence à l'IISMM d'une douzaine de chercheurs étrangers ou en poste à l'étranger, invités sur une chaire sécable : grâce au GIS, ils pourraient bénéficier d'un réseau plus large pour donner les quatre communications auxquelles ils sont tenus, durant leur mois de séjour. Un cycle de conférences grand public est enfin organisé chaque année par l'IISMM autour d'un thème d'intérêt général, dans un amphithéâtre de l'EHESS.

Ailleurs, s'ouvrent ou se renforcent, de plus en plus, des enseignements de langue et des cours généraux sur nos aires culturelles ou encore sur l'islam : à HEC, de longue date dans les ENS, mais aussi dans les IEP de province et dans les Instituts catholiques (Université catholique de Lyon, Institut catholique de Paris). L'étude du Moyen-Orient et des mondes musulmans qui correspond d'ailleurs à

une forte demande de la part des étudiants s'en trouve heureusement diversifiée et un public plus large y est sensibilisé. Cette ouverture a des limites : à l'Institut d'études politiques de Toulouse, par exemple, les étudiants peuvent étudier l'arabe jusqu'à un niveau licence, mais ne trouvent pas en master de directeurs de recherche compétents sur place.

Prenons l'exemple intéressant des vicissitudes de l'**Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence** qui a longtemps fait des études sur le monde arabe sa marque de fabrique, en s'appuyant à la fois sur son personnel enseignant statutaire, spécialiste de la région, et sur les chercheurs et enseignants-chercheurs de l'IREMAM. Deux formations de niveau master veillaient à dynamiser les études sur le champ : le master « Cultures, religions et sociétés », lancé en son temps par Bruno Etienne ; et le master « Politique comparée », parcours « monde arabe » qui a formé plusieurs générations de chercheurs, journalistes, experts en sciences sociales sur la région grâce à des cours d'arabe et des séjours de terrain, grâce également à la proximité de l'IREMAM : la réalisation d'un manuel de science politique sur le monde arabe, le premier du genre en français, dirigé par Elisabeth Picard et publié en 2006, a signalé cette réussite – aujourd'hui à reconstruire. Après plusieurs départs à la retraite, la raréfaction des recrutements universitaires a conduit à la marginalisation des chercheurs sur les « aires culturelles », tandis que l'affichage « aires culturelles » s'évanouissait, l'arabe devenant optionnel. Depuis deux ou trois ans, l'IEP d'Aix essaie de reprendre position dans le champ des études sur le monde arabe et musulman contemporain, grâce au recrutement d'un professeur de sociologie, puis d'un maître de conférences en science politique, sur des profils Moyen-Orient. À la rentrée 2013-2014, le master « Politique comparée » a pris le nom d'« Expertise politique et internationale (Monde arabe, Amérique latine, Europe) », et les étudiants pourront à nouveau apprendre l'arabe dès la première année de licence, grâce au recrutement d'un PRAG. Au niveau du master, des partenariats ont été montés avec des universités arabes (Le Caire et Amman). En doctorat, le nombre des doctorants cherchant à s'inscrire ne peut être encadré par le faible nombre d'habilités à diriger des recherches ou Professeurs d'université disponibles. Le rapport *ad hoc* conclut que la question de l'insertion professionnelle des étudiants formés reste posée, avec des oscillations constantes entre mise en avant d'un savoir spécialisé sur la zone et revendication de la détention d'un savoir disciplinaire en science politique.

Vicissitudes similaires à Sciences Po Paris (l'Institut d'études politiques de Paris) ; c'est Rémy Leveau qui donna aux études sur ce champ à Sciences Po le souffle qui les a portées pendant un quart de siècle, jusqu'à leur suppression en 2010. En 1985, il créa une filière spécifique au sein du DEA de Science Politique d'alors, « Analyse du monde arabe contemporain », qui rassemblait enseignement et recherche, avec une triple exigence : connaissance de la langue du champ étudié permettant l'accès direct aux sources primaires, expérience longue du terrain et maîtrise des sciences sociales. La filière, dans le DEA puis le mastère et l'école doctorale, a connu diverses appellations. Après le départ à la retraite de Rémy Leveau, Gilles Kepel, d'abord directeur de Recherches au CERI-CNRS puis professeur des Universités en 2001, fonda en 2003 une chaire Moyen-Orient Méditerranée

(MOM), servant notamment à financer les thèses, le Forum EuroGolfe en 2004 (permettant à Sciences Po une percée dans la péninsule Arabique et le Golfe) et le Premier Cycle Moyen-Orient Méditerranée (= Sciences Po Menton) en 2005, financé en partie par Total durant ses premières années, formant aussi bien futures élites de la région Moyen-Orient, jeunes Européens, et candidats français, le cursus étant trilingue (arabe, français, anglais). De 1985 à 2010, la filière diplôme 274 étudiants en DEA puis M2, devenus aujourd'hui diplomates, analystes, cadres des ONG, journalistes, etc. La filière décerna également 68 thèses et HDR – dont une partie ont été publiées dans la collection « Proche-Orient » aux PUF, fondée en 2003 (vingt titres parus). L'étiollement de la formation recherche, d'une façon générale, à Sciences Po à partir de 2009 (pour des raisons de politique interne) entraîna la fermeture du M2 en 2010, puis la **fermeture de la chaire Moyen-Orient Méditerranée en décembre 2010** : Sciences Po Menton existe toujours, mais ses diplômés poursuivent ensuite à Paris en master d'affaires publiques ou en relations internationales (International Affairs), sans formation véritable sur l'aire elle-même.

Signalons un autre facteur d'évolution de nos études, jusqu'ici peu pris en compte : même si la grande majorité des étudiants français d'origine arabe n'ont aucun niveau de langue écrite arabe, voire – et de plus en plus – aucune connaissance d'un dialecte arabe, on voit aussi et de façon croissante à l'Université l'arrivée d'étudiants français ayant parfois acquis, dès le lycée, un bon niveau d'arabe. Quelques bons doctorants français, soit nés et formés en France, soit nés en France et formés ensuite à al-Azhar, ou bien encore nés au Maghreb et venant faire leurs études en France après le baccalauréat, ont soutenu récemment de bonnes thèses en islamologie à l'EPHE ou à Aix-en-Provence : il est regrettable qu'elles passent inaperçues dans la communauté scientifique française travaillant sur le monde musulman, et que leurs auteurs, souvent plus mûrs et chargés de famille, travaillent dans la finance islamique ou se consacrent à des activités d'imams ou d'aumôniers, sans guère d'espoir d'être jamais recrutés dans un système français d'enseignement et de recherche où ils ne sont pas insérés et ne présentent pas les profils classiques et normatifs en termes d'âge, de type de sujet ou de formation (agrégation d'histoire par exemple). Ils sont, au mieux, lecteurs d'arabe, tentent parfois l'agrégation d'arabe. On l'a dit : faute de postes, faute même de cours *ad hoc*, leurs chances d'enseigner l'islamologie sont faibles...

II. RECHERCHE :

HERITAGES, CONTEXTE, POINTS FORTS, LACUNES

En matière de recherche, on peut souligner les évolutions majeures des dernières décennies : héritages, éléments de contexte, points forts et lacunes.

A. QUELQUES HERITAGES

Les études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans ont en France une longue histoire. **La Société asiatique**, vouée à l'orientalisme, existe depuis 1822 : liée à l'Institut et au Collège de France, elle assure des réunions mensuelles et publie le *Journal asiatique*, refuge d'une tradition orientaliste (étude des textes, éditions de sources, traductions, érudition classique, dialogue avec orientalistes spécialistes d'autres zones) qui a été décriée, mais pas réellement remplacée. C'est sous son égide qu'a été rédigé, par la sinologue Caroline Gyss-Vermande, en 1993, un *Livre Blanc de l'Orientalisme français*, qui regroupait les matériaux d'un colloque organisé le 10 janvier 1992 avec le soutien de la Société asiatique. « Il s'inscrivait dans un contexte de crise. L'université, qui comptait alors 410 enseignants-chercheurs dans le domaine, venait d'assister à la suppression répétée de chaires orientales. En février 1991, le CNRS avait procédé à des réformes visant à décroquer les disciplines en introduisant un nouveau mode de découpage de la recherche par thèmes, ce qui avait notamment débouché sur la disparition de sa commission « Langues et civilisations orientales » au sein du comité national. Quant aux 200 chercheurs et 50 documentalistes spécialisés que comptait alors le CNRS dans le domaine – sur un total à l'époque de 11250 –, ils s'étaient retrouvés dispersés et placés en situation de minorité dans des équipes majoritairement composées de spécialistes du monde occidental. (...) » Après trente années d'essor inégalé des études orientales en France depuis les années 1950, « la critique saïdienne [Edward Saïd, *Orientalism*, 1978], qui avait associé l'orientalisme à une idéologie soumise aux seuls intérêts de la politique coloniale de l'Occident, avait également contribué à assombrir le tableau à un moment où commençaient déjà à se poser les problèmes liés à la diminution des moyens accordés à la recherche de terrain, à l'exiguïté des locaux et des personnels administratifs et techniques, aux insuffisances des acquisitions documentaires, à la relève des spécialistes face au vieillissement préoccupant des chercheurs, au recrutement face aux déséquilibres de la pyramide des âges, ainsi qu'à la réduction des cursus de formation – pourtant naturellement longs pour des chercheurs amenés à travailler de façon pluridisciplinaire dans des domaines linguistiques complexes, devant acquérir une grande expérience dans le maniement des textes et confrontés aux exigences de la recherche comparative sur des terrains de très grande envergure » (Nous citons ici le résumé de Virginie Symaniec, « Le Livre blanc de l'orientalisme », *Carnet RESAP-Livre blanc des recherches sur l'Asie et le Pacifique*, 18 juillet 2012, en ligne <http://resap.hypotheses.org/52/print>). Les collègues

de l'époque préconisaient des mesures dont certaines ont, à l'évidence, été suivies : regroupement des fonds documentaires, développement des outils informatiques. La préconisation d'un rééquilibrage entre Paris et province – aujourd'hui de plus en plus absent – a entraîné **la constitution ou le renforcement de pôles cohérents réunissant sur un même site centres de recherche, d'enseignements et bibliothèques spécialisées**. Ces regroupements ont eu lieu dans trois cas : la **Maison de l'Orient Méditerranée (MOM)** fondée en 1975 par Jean Pouilloux à Lyon et à laquelle appartient le GREMMO. La MOM est devenue récemment membre fondateur de l'Institut d'Études Avancées (IEA) en Sciences Humaines et Sociales de Lyon récemment créé dans le cadre des Réseaux Thématiques de Recherche Avancée (RTRA) nationaux. Deuxième cas : la **Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH)** fondée en 1996 par Robert Ilbert à Aix-en-Provence. Et enfin, après une longue gestation durant deux ou trois décennies, le **Pôle des Langues et Civilisations (regroupant INALCO et BULAC), inauguré en septembre 2011**, est une réussite incontestable.

Depuis le bilan de 1993, on peut dire que les études les plus dynamiques, celles de quelques grandes équipes, ont été elles-mêmes animées par de grands noms. On a déjà cité l'action d'André Raymond à Aix-en-Provence, avec la création de l'IREMAM et de l'AFEMAM, le rôle important de Rémy Leveau à Sciences Po dans la création d'un DEA (Diplôme d'études approfondies) spécifique, ou encore le groupe « islam périphérique » à l'EHESS, extrêmement fécond et ayant assuré un temps la notoriété des études françaises sur l'islam, à l'étranger.

Une dernière préconisation du *Livre blanc* de 1993 **appelait à « une meilleure coordination entre les ministères de l'Éducation nationale, des Affaires étrangères et de la recherche**, comme condition indispensable de survie de leur discipline ainsi qu'à une meilleure représentation des langues orientales dans l'enseignement secondaire ». Vingt ans après, le premier de ces deux points peut être repris, aujourd'hui, tel quel.

B. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

La situation de nos études est directement liée d'une part à ***l'état économique et politique du pays étudié*** (misères et révolutions du monde arabe, guerres, prospérité de la Turquie et de ses nombreuses universités – qui recrutent, aussi, des Français –, fermeture de l'Iran, tensions au Pakistan, éclatement des Républiques d'Asie centrale) – un état auquel on ne peut sans doute pas grand chose, mais dont il faut être conscient et dont les effets scientifiques ne peuvent être résolus par la seule interdiction (parfois abusive) des missions CNRS dans les pays considérés ou par la politique restrictive des visas pour nos partenaires (notamment maghrébins) invités à des colloques ou des conférences.

La situation de nos études est liée d'autre part ***au poids d'une demande sociale et politique sur l'islam*** – bien compréhensible, mais qui contribue paradoxalement à altérer l'attractivité des formations recherche, au profit de formations dites professionnalisantes, censées répondre à cette demande. En réalité, le caractère souvent étroit des sujets comme l'imprédictibilité de ce qui sera la

demande de demain favorisent le développement grégaire des études sur certains sujets, et l'abandon de questions de fond ou de thèmes novateurs qui ne paraissent pas solliciter l'intérêt des médias ou de la société. La demande sociale est du coup trop souvent ce qu'en font des coups médiatiques alors que, une fois passé l'urgence de l'actualité, tel sujet retombe dans l'oubli.

À la demande sociale et à la demande d'expertise, s'ajoutent le contexte de crise économique et la nécessité d'assurer des débouchés aux étudiants. Comme pour d'autres aires culturelles, la crainte de pénaliser les étudiants dans leur parcours professionnel ultérieur ou de les faire fuir en affichant cette spécialisation a guidé la refonte des maquettes d'enseignement, en grande partie pour des raisons de recrutement et d'ouverture professionnelle, et par peur de la marginalisation... On l'a vu pour l'IEP d'Aix-en-Provence ou Sciences Po, ou encore pour la géographie où les différents parcours par aires culturelles ont été marginalisés dans les maquettes d'enseignement, de façon à faire ressortir la composante disciplinaire de la formation. Le constat que les débouchés des étudiants dépendaient surtout de leur affichage disciplinaire et que la spécialisation « monde arabe » ou « islam » pouvait leur nuire a conduit à « euphémiser » la place des enseignements de spécialité, et à rendre optionnelle ou insuffisante l'étude de l'arabe.

Parmi ces éléments de contexte intérieur, il faudrait aussi pouvoir décrire les bouleversements très rapides du paysage de la recherche française depuis vingt ou trente ans, avec l'apparition des appels à projets, des modes de financement, le changement des modes d'évaluation, un tourbillon de projets collectifs incessants et de sollicitations de toute sorte, finalement la multiplication abusive de colloques et journées d'études. Un rapport – ensuite appuyé par d'autres rapports – signale **incohérences et lourdeurs administratives des institutions** ces dernières années : complexité de l'usage des budgets alloués pour des projets de recherche collectifs financés (contrainte des marchés non seulement pour le transport et le logement, mais aussi pour l'achat de livres), impossibilités des reports de crédits d'une année sur l'autre ; obligation d'engager les dépenses de façon régulière au cours de l'année, etc. Il se plaint également de la **formation souvent inadaptée de techniciens et administratifs de certains laboratoires, ce qui interdit le développement de projets ambitieux**. Enfin, pour les plus jeunes chercheurs (souvent jusqu'à la quarantaine en réalité), la recherche va de CDD en post-doctorat d'un an, de dossier de candidature en mercenariat – un véritable parcours du combattant. Le calme et le temps nécessaires à la recherche fondamentale et aux projets de fond sont rarement acquis au chercheur soumis à des injonctions de plus en plus pressantes. Le nombre excessif d'ouvrages collectifs ou même de numéros thématiques de revues contraste avec la relative pénurie d'essais d'envergure ou d'ouvrages de synthèse de longue haleine. Trop de chercheurs renoncent, une fois la thèse soutenue, à écrire des monographies.

C. POINTS FORTS : L'HISTOIRE MEDIEVALE, LA MONTEE DES ETUDES TURQUES, L'ISLAM « PERIPHERIQUE », DROIT MUSULMAN, GENRE

Dans ce contexte difficile, il y a de vrais motifs de satisfaction. Les sciences sociales se sont imposées progressivement comme cadre méthodologique de référence pour les études orientalistes classiques, malgré la persistance d'approches essentialistes de certaines questions (par exemple le politique en islam ou les relations culturelles entre islam et monde latin). Les médiévistes signalent la rupture progressive avec une histoire dominée par un traitement historico-critique des seules sources narratives arabes, notamment grâce à l'essor de l'archéologie islamique ou au croisement entre textes narratifs et littéraires (eux-mêmes lus aujourd'hui d'une tout autre façon), documents de la pratique (papyrus et ostraca), vestiges matériels. Ceci a permis, à l'échelle internationale, le renouvellement de larges pans de l'histoire de l'islam, notamment pour **l'histoire médiévale dont on a déjà évoqué le dynamisme particulier** : débuts de l'islam, espaces ruraux, mondes longtemps dits périphériques comme l'Asie centrale, ou la mer Rouge et l'océan Indien. Une approche nouvelle du pouvoir, au carrefour de l'histoire de l'État, de l'histoire sociale et culturelle, de l'anthropologie historique et de la littérature alimente l'ERC « Imperial government and authority in Western Islam ».

Les spécialistes de **la Turquie** contemporaine soulignent également que les travaux menés en France sur leur champ, novateurs et originaux, reprennent désormais les interrogations plus générales des sciences sociales. Les spécialistes soulignent l'autonomisation relativement récente des études sur la Turquie contemporaine par rapport aux « aires culturelles », grâce à une inscription croissante dans les sciences humaines et sociales. C'est pourtant grâce à une structuration régionale, notamment une forte UMR du CNRS sur les Études turques et ottomanes (aujourd'hui le CETOBAC), le soutien de l'IFEA et enfin une chaire au Collège de France, que les études turques et ottomanes ont aujourd'hui le vent en poupe. L'ouverture, depuis une vingtaine d'années, de l'IFEA aux recherches sur le contemporain permet l'accueil et l'orientation de jeunes chercheurs. L'existence d'une vraie communauté de chercheurs (ANR Trans-TUR et Trans-FAIRE, European Journal of Turkish Studies...) crée une dynamique collective et interdisciplinaire portée par une jeune génération, comme par l'attractivité de la Turquie, la qualité scientifique des chercheurs turcs et le charme d'Istanbul.

L'ouverture à l'islam dit, jadis, « périphérique » (c'est-à-dire ailleurs qu'au Moyen-Orient), notamment en Asie et en Afrique subsaharienne, est une autre tendance nouvelle. Les recherches sur l'Asie centrale, illustrées par quelques brillants chercheurs, se sont affirmées dans le paysage scientifique, mais restent encore marquées par la slavistique (le russe restant certes une sorte de *lingua franca* de l'espace post-soviétique qui ne devrait pas dispenser de l'apprentissage des langues locales : ouzbek, ouïgour, tadjik, persan, mongol, turc tchagatay pour les périodes plus anciennes). Il faut espérer que l'IFEAC à Tachkent qui a longtemps joué ce rôle de formation et dont la fermeture a lourdement obéré le champ puisse le jouer à nouveau grâce à sa réouverture à

Bichkek. **Pour l'Afrique subsaharienne**, l'organisation croissante du champ (création de l'Institut des Mondes Africains en janvier 2014) et le décollage encore modeste des études françaises sur le Soudan (un recrutement de maître de conférences en histoire contemporaine à Aix-Marseille-Université au printemps 2014) ne doivent pas dissimuler le retard pris, là encore, dans la connaissance des langues de l'islam africain (dont l'arabe), comme les problèmes inévitablement posés par les conflits et le terrorisme au Sahara. **En ce qui concerne l'islam africain, la nette coupure entre études arabes et études africaines, accentuée par la position généralement militante des intéressantes études berbères, est, là aussi, une spécificité française difficile à résorber.** Les quelques chercheurs français de renom spécialisés dans l'islam au Soudan et la corne de l'Afrique, aujourd'hui retraités, n'ont pas été réellement remplacés. À une heure où la France intervient au Mali ou au Sahara, la pénurie de chercheurs se fait criante. Notons au passage que le champ est, ailleurs dans le monde, en plein développement : notamment aux États-Unis (le centre ISITA, spécialisé dans l'islam africain, à Northwestern University à Chicago) comme à l'Université de Bergen en Norvège, spécialisée dans l'islam africain et notamment soudanais.

Des domaines quasiment ou absolument absents du paysage français voici trente ou quarante ans se sont développés :

– *Le droit et les études juridiques sont promis à un bel avenir*, même s'ils reposent encore sur très peu de gens en poste (enseignement à l'IISMM-EHESS et à l'EPHE-V^e section ; programme de recherches à l'IRHT ; enseignement dans des facultés de droit). Deux ERC (Nantes ; l'IRHT) dirigées par un Américain et un Allemand acclimatés en France, ont beaucoup fait, ces dernières années, pour améliorer la visibilité de ces études, également grâce à la découverte ou mise en évidence de fonds documentaires et d'archives médiévales et ottomanes. L'héritage de Baber Johansen à l'EHESS, le rôle de Mohammed Hocine Benkheira à l'EPHE, l'action de Christian Müller à l'IRHT, enfin les enseignements de Jean-Philippe Bras et Nathalie Bernard-Maugiron (IISMM) commencent à fructifier, avec des cours dédiés à l'EPHE et à l'IRHT, ainsi qu'un séminaire tenu, depuis plusieurs années, à l'IISMM-EHESS. Des thèses d'histoire du droit et même une HDR récemment soutenue sur les pratiques judiciaires à l'époque médiévale montrent l'essor d'un domaine jusqu'ici marginal. Tout un public est intéressé, notamment à cause des conséquences actuelles dans la société française (droit familial, casuistique du *halal*). Ce sont toutefois des juristes français, pas nécessairement liés aux spécialistes du monde arabe et pas toujours arabisants, qui occupent actuellement une fonction de relais dans le développement de partenariats en plein développement : par exemple à Rabat pour une faculté de gouvernance. Signalons la création actuelle d'une antenne de l'Institut des Hautes études juridiques de Paris, destinée aux juristes francophones du monde arabe (Tunisie surtout). Signalons également le rôle de l'IRD au Caire.

– **La finance islamique** : elle est étudiée dans des départements de gestion (à Dauphine par exemple) en réponse à la demande sociale et aux possibilités d'emplois. Dans ce domaine, le souci d'efficacité pratique domine largement la recherche scientifique.

– **Les études de genre, actuellement amplifiées grâce au GIS Institut du Genre, fondé en 2012.** C'est l'un des domaines où le décloisonnement a manifestement profité à nos travaux sur les mondes musulmans. Des enseignements spécialisés ont été créés tout récemment (EHSS, Paris-VII).

– Les études contemporaines, d'ailleurs tout comme les études médiévales, ont parfois bénéficié d'un mouvement d'ouverture hors de l'aire culturelle *stricto sensu* (sauf en ce qui concerne l'Iran). Soulignons toutefois que **la pluridisciplinarité, souvent invoquée, n'est que rarement pratiquée**, essentiellement pour des raisons de formation, mais aussi parce que la perspective des sections CNU ou des commissions du CNRS fait craindre un ancrage disciplinaire trop diversifié lors de l'inscription des thèses. En conséquence, la tendance à parler de « terrain » sans vraie pratique (*a fortiori* sans vraie théorie) anthropologique ou à partir de séjours très réduits (quinze jours, un mois) est renforcée par la difficulté actuelle à séjourner longtemps dans la plupart des pays du Moyen-Orient. En même temps, « l'histoire » est pour trop de chercheurs un vague synonyme de « passé » (pour les sociologues et politologues) ou de « contexte » (pour les littéraires), sans prise en compte de la méthode historique constitutive de la discipline. De leur côté, les historiens empruntent volontiers des concepts venus d'autres sciences sociales, mais sans trop les approfondir. **La multidisciplinarité des études contemporaines, sur le monde arabe comme sur la Turquie, est en réalité réduite à trois ou quatre disciplines considérées comme majeures (histoire, anthropologie, sociologie, science politique), sans jamais inclure philosophie, littérature, linguistique** – ingénument oubliées par une écrasante majorité de collègues dès que l'on dresse un tableau disciplinaire. L'ethnolinguistique ou la sociolinguistique semblent s'en sortir un peu mieux.

D. LACUNES ET FAIBLESSE : ISLAMOLOGIE, SCIENCES SOCIALES DE L'IRAN,
HISTOIRE DU MAGHREB A PARTIR DE SOURCES ARABES,
LITTERATURE CLASSIQUE (TOUTES LANGUES ET REGIONS CONFONDUES)

On a déjà signalé, dès l'introduction et à plusieurs reprises, la pénurie actuelle de bons spécialistes de l'islamologie, moins faute de doctorants de bon niveau, que faute de postes et de visibilité dans le paysage scientifique français. C'est vrai plus généralement de toute étude sur la pensée classique et la philosophie : quasi absence de visibilité en dépit d'un axe de recherche à l'IREMAM (mais qui ne compte aucun habilité, sauf des retraités) et d'une sous-équipe du LEM (« Canons et hétérodoxies ; Islam, doctrines et pensées ») ; on pourrait y ajouter, dans une conception extensive, quelques chercheurs se trouvant dans des équipes transversales (GSRL, CEIFR, un sous-axe de l'UMR Triangle en philosophie politique) ou à base géographique (CETOBAC, Mondes iranien et indien), ainsi qu'au Labex RESMED « Religions et sociétés dans le monde méditerranéen », où un post-doctorant islamologue vient d'être recruté.

L'essentiel des islamologues se trouvent donc à l'EPHE, avec quelques grandes figures de notoriété internationale, proches de l'âge de la retraite. Au LEM, on étudie les sources scripturaires de l'islam, leur élaboration et leur interprétation dans les différentes traditions intellectuelles de l'islam ; ainsi que l'islam chiite et ses sources antéislamiques (philosophie et gnose). Des philosophes, des philologues éditeurs et traducteurs de textes arabes classiques, ainsi que des spécialistes de la théologie et de la mystique musulmane d'autre part, chiites et sunnites. Les membres de l'équipe sont parfaitement intégrés dans des réseaux de recherche internationaux et participent étroitement à des projets financés par des institutions scientifiques étrangères. Mais, dans le vaste dispositif français d'études relatives au Moyen-Orient et au monde musulman, ils se sentent minoritaires par rapport aux sociologues, politologues et anthropologues qui s'intéressent principalement à l'époque contemporaine et paraissent correspondre à la demande sociale et médiatique la plus immédiate.

« L'islamologie française est en crise » est le sentiment dominant des collègues spécialisés. L'islamologie au sens classique du terme est de moins en moins étudiée et enseignée aujourd'hui dans les universités françaises, alors que les chercheurs du CNRS travaillant en ce domaine se font de plus en plus rares. Depuis plusieurs décennies, le champ islamologique ne fait que se rétrécir dans le paysage universitaire français. Les successeurs de Claude Gilliot à Aix-en-Provence, de Dominique Urvoy à Toulouse ou de Dominique Mallet à Bordeaux ne sont pas islamologues. Le successeur de Denis Gril à Aix-en-Provence a une excellente formation comme islamologue, mais se considère lui-même plutôt comme africaniste. À Strasbourg, le refus déterminé des collègues de recruter comme professeur Éric Geoffroy (enseignant de longue date, de réputation internationale, resté donc MCF HDR) a stérilisé le poste. **Depuis le départ à la retraite de Daniel Gimaret, la théologie musulmane (*kalâm*) n'est plus enseignée ni étudiée en France.** On attend à Aix-en-Provence l'HDR d'un chercheur CNRS spécialisé en *usûl al-fiqh* (fondements du droit) : il sera unique en France dans ce domaine essentiel. **En histoire religieuse de l'islam moderne (XV^e-XVIII^e siècle), comme d'ailleurs en histoire des idées ou en histoire littéraire pour cette période,** personne en France. En histoire religieuse de l'islam contemporain (XIX^e-XXI^e siècles), on compte un professeur à l'INALCO et deux professeurs (Lyon-III et Le Mans), ces deux derniers étant plutôt tournés vers les relations interconfessionnelles dans le monde musulman méditerranéen, avec un tropisme missions pour le premier, un tropisme réformisme musulman pour le second : c'est tout. On peut ajouter un DR indianiste, une DR spécialiste de l'islam balkanique, et deux CR CNRS (au CEIFR). Sinon, l'islam contemporain semble être devenu essentiellement l'apanage des politologues. **On peut dire tranquillement que l'histoire religieuse de l'islam de langue arabe, du XV^e au XIX^e siècle, n'est enseignée nulle part :** on retrouve un peu l'islam de cette période, dans des séminaires à ancrage régional (Inde, Iran, Asie centrale, Turquie, Balkans). Bien sûr, pourrait-on arguer, la recherche française dans ces domaines n'a jamais été ni abondante ni florissante : mais **dans un contexte international de forte croissance précisément de ces études, le seul maintien du maigre existant est en réalité un effondrement relatif.**

Une autre discipline fortement menacée est **la philosophie en terre d'islam** : seule une poignée de chercheurs travaillent encore directement sur ce champ, et leur nombre diminue par des départs à la retraite qui ne sont pas compensés par des recrutements (on en est à se réjouir d'un unique recrutement d'une CR au CNRS). Des hellénistes apprenant l'arabe pallient quelque peu le manque : il en est de même pour les études sur la médecine arabe, en partie renforcées par des hellénistes frottés d'arabe. Pour les islamologues comme pour les philosophes, souligne un rapport, la collaboration avec des collègues hellénistes ou latinistes, syriacisants ou hébraïsants (là aussi des domaines fortement menacés et touchant en partie le monde musulman) s'avère justement très fructueuse, mais il n'est pas facile de monter des projets avec des arabisants islamologues, car ils se comptent sur les doigts d'une main : l'insertion des islamologues dans le GIS ou dans un projet de type Labex en est rendue très difficile, à moins qu'ils n'y servent d'utilités ponctuelles.

Il est urgent de reconnaître la qualité des post-doctorants dans ces domaines sinistrés – islamologie et philosophie – et de leur assurer davantage de débouchés en France. Il existe un réel vivier de jeunes chercheurs (islamologues notamment) brillants qui ont tous dû s'expatrier faute de post-doctorats ou de postes dans les universités françaises ou au CNRS : on les trouve aujourd'hui aux Pays-Bas, à Londres (Institute of Ismaili Studies), aux États-Unis, en Allemagne. Cette expatriation ne serait pas grave, ce serait même un avantage si l'on pouvait penser les rapatrier un jour. Il faudrait également penser à développer **l'anthropologie et la sociologie de l'islam** en les associant à l'islamologie : ces deux disciplines font vraiment défaut, et on a très peu d'études sur les pratiques quotidiennes, l'islam dit « ordinaire ». Les *Archives de sciences sociales des religions*, revue au comité de rédaction de laquelle siègent pourtant cinq spécialistes de l'islam, ne se voient que très peu proposer d'articles sur l'islam.

Plus généralement et toutes époques confondues, souffrant de manque d'organisation et d'esprit collectif, peu et mal défendue, l'étude de la littérature fait partie des plus graves faiblesses de nos études : l'absence, pendant des mois, de toute note fournie parvenue au GIS pour la rédaction du *Livre blanc* à propos d'aucune littérature est significative, comme l'est sans doute l'existence actuelle d'un seul grand séminaire transversal à Paris (IISMM-EHESS), et d'un autre – interdisciplinaire – au LARHA à Lyon, sous le titre « Écrire les modernités arabes » (ENS Lyon, site Descartes). **La littérature arabe classique, la littérature arabe (au sens le plus large) à l'époque ottomane, et à vrai dire la littérature ottomane également sont de vraies lacunes, sachant que la littérature persane n'est guère enseignée que par trois personnes (un professeur d'université désormais à la retraite, deux MCF dont une fraîchement HDR depuis décembre 2013).**

Signe inquiétant : aucune note concernant **la linguistique (arabe, turque, persane, etc.)** n'est parvenue à la rédaction de ce *Livre blanc*, alors même que de jeunes dialectologues arabisants, récemment recrutés comme MCF (Strasbourg, INALCO), montrent que la discipline pourrait occuper facilement plus de place et s'ouvrir au nouvel arabe – celui de la jeunesse et des médias – qu'ont

promu les révolutions de 2011. Signalons toutefois la présence d'une active sociolinguiste de langue arabe, à Aix-en-Provence, d'une professeur HDR (à Paris) et d'une MCF HDR (à Aix) en linguistique persane. Comme pour la littérature, la discipline n'est que peu prise en compte par le reste des collègues. De façon caractéristique, les termes « linguiste » et « linguistique » sont même utilisés couramment par certains collègues sociologues ou historiens pour désigner les philologues ou spécialistes de langue et littérature. Dans ce domaine, l'hébreu semble mieux maintenir une présence de linguistes actifs.

À Paris-III, longtemps un phare de l'enseignement de la littérature arabe, la destruction de postes de professeurs a eu des effets impressionnants : il ne reste que deux MCF en littérature arabe classique, dont un bientôt retraité, et dont le renouvellement du poste risque de poser problème ; deux professeurs des universités (émérites !) et un maître de conférences en littérature contemporaine arabe, un autre en littérature hébraïque moderne et contemporaine. Toujours à Paris-III, en histoire, un maître de conférences médiéviste arabisant et un professeur hébraïsant. Un professeur de sociologie du monde arabe contemporain vient de partir à la retraite : son poste qui n'a été sauvé que d'extrême justesse n'a pu être pourvu au printemps 2014, faute de candidats sérieux. Un maître de conférences en lexicographie arabe maintient un champ lui aussi sinistré. Ailleurs qu'à Paris-III : on compte pour la littérature arabe moderne et contemporaine deux professeurs à l'INALCO, un à Paris-IV, ainsi que trois maîtres de conférences, dont un HDR. Pour toute la province, trois professeurs (Aix-Marseille, Rennes-II et Nancy-II) et cinq maîtres de conférences (Lyon-II, Montpellier-III, Nantes, Strasbourg-II, Toulouse-II). Le drame est décidément celui de la littérature classique, apparemment en voie de disparition : deux professeurs des universités à Paris (Paris-Sorbonne et INALCO), trois maîtres de conférences (Paris-III, Paris-VIII et INALCO), auquel on peut, si l'on veut être optimiste, joindre deux spécialistes de littérature dite narrative (INALCO et Paris-III). En province, il ne reste que deux professeurs d'université de littérature classique pour toute la France hors Paris : un à Aix-Marseille, un à Lyon-II, avec quatre maîtres de conférences (Bordeaux, ENS Lyon, Grenoble-III). Ce désert ayant gagné un champ jadis fertile des études arabisantes sera très difficile à irriguer de nouveau, à moins d'une politique volontariste appuyée sur le recrutement de collègues européens (italiens ou allemands qui cherchent des postes) et sur la reconnaissance de thèses longues soutenues par des contrats doctoraux (trois années sont insuffisantes) impliquant un travail de lecture, d'édition de textes, de recherche de manuscrits – domaines aujourd'hui quasiment méprisés comme « auxiliaires ».

En persan, les trois postes de professeur de littérature persane, à l'INALCO, à Strasbourg, à Paris-III, ont disparu en deux ou trois ans. Une MCF (Paris-III) vient heureusement de passer son HDR, mais sans poste de professeur auquel candidater. Un ancien directeur de l'UMR Monde iranien constate que, **pour la première fois depuis deux siècles, peut-être, il n'y a plus de professeur de littérature persane en France.**

Les indianistes renchérissent en signalant le **déclin du champ, pourtant fondamental, de la littérature indo-persane ou ourdoue, tandis que les ottomanistes déplorent l'absence d'histoire**

littéraire ou de linguistique ottomane. Les spécialistes de la Turquie contemporaine soulignent que les études littéraires, philosophiques, de traductologie ou de linguistique ne sont présentes qu'à la marge : ce sont pourtant des champs de recherche solidement représentés dans les universités de Turquie avec lesquelles des collaborations régulières ont été instituées (comme Boğaziçi et Galatasaray). À l'INALCO, la volonté de recruter un professeur de littérature ourdou pour remplacer un départ à la retraite s'est heurtée au refus des professeurs étrangers pressentis devant la modicité des salaires français, combinée à la cherté de la vie parisienne. Il n'y avait de toute façon aucun candidat français possible.

La situation semble préoccupante également en matière **d'archéologie islamique : un professeur à Paris-I, un à Paris-Sorbonne, des archéologues au LA3M d'Aix-en-Provence,** quelques CNRS. Là aussi les départs à la retraite et les non renouvellements l'emportent, en dépit de l'existence d'un vivier de post-doctorants et de doctorants de grande qualité. Or l'archéologie est devenue totalement partie prenante de l'histoire du monde musulman médiéval, les renouvellements les plus significatifs de ces dernières années – y compris sur les débuts de l'islam – étant venus d'une approche croisée des sources textuelles et des vestiges matériels.

À ces lacunes, s'ajoutent des angles morts – sujets ou champs ou périodes n'entrant dans le périmètre d'aucun laboratoire. Ainsi le **Kurdistan**, toujours à la marge chez les turquises, comme chez les iranais ou les arabes : la langue kurde (kurmandjî et soranî) n'est enseignée qu'à l'Institut des Langues et Civilisations Orientales au département Eurasie et dans quelques associations marseillaises, strasbourgeoises et parisiennes. À la pointe de l'activité culturelle kurde, on trouve l'Institut Kurde de Paris (IKP), fondation dont le but est de diffuser la langue kurde, d'informer sur l'actualité de la question, d'organiser des conférences et de rassembler la communauté kurde de France. Deux revues sont publiées par l'IKP, *Kurmandjî*, une publication de lexicographie kurde et *Études kurdes*, une revue généraliste sur tout sujet ayant trait à l'histoire et à la culture kurde. Une activité bénévole et associative ne permet cependant de pallier les manques dans le domaine des études kurdes. L'antenne de l'IFPO à Erbil (Kurdistan d'Irak), de création récente, devrait lutter contre ces découpages et donner davantage de visibilité aux études kurdes. L'antenne d'Erbil a également été pensée comme une fenêtre sur l'Irak (arabe et kurde). Menacée de fermeture à l'été 2014, elle paraît décisive.

Des périodes sont négligées : notamment la période moderne (au sens Early Modern : XV^e-XVIII^e siècle), si dynamique au niveau mondial. Des mameloukisans, certes, peuvent étudier le XV^e siècle, mais ensuite un seul MCF en histoire, à PARIS-VIII, pour l'Empire ottoman (XVI^e-XVIII^e siècles). Aucun enseignement sur l'Inde moghole, pas davantage sur l'Iran safavide (donc à partir de 1501). Sanjay Subrahmanyam, chantre de l'histoire connectée pour cette période et ces aires, a été élu en 2013 au Collège de France : n'étant pas autorisé à garder simultanément son poste de professeur aux États-Unis, il vient de démissionner du Collège de France... Actuellement, le XIX^e siècle, et parfois le premier XX^e siècle, est menacé de rejoindre la période moderne pour devenir l'un

de ces angles morts : il n'est pas pris en compte par les modernistes (qui s'arrêtent au XVIII^e siècle), mais refoulé par les contemporanéistes au profit de la période la plus récente. Exemple : l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO) au Caire a délégué pendant des années l'étude du XIX^e siècle et même celle de la période ottomane, au CEDEJ (Centre d'Études et de Documentation économiques, juridiques et sociales), qui ne s'intéresse lui-même, vu l'actualité que l'on sait, qu'au très contemporain. 150 ans d'histoire de l'Égypte, voire davantage, sont ainsi passés à la trappe. Le programme « Alexandrie ottomane » et surtout un récent programme sur les archives privées (notamment du XIX^e siècle) devraient ranimer heureusement un pan de la recherche plutôt mal en point à l'IFAO.

Ni lacunes, ni angles morts, mais **orientations à réexaminer** : le très contemporain politique. On ne peut que constater la vitalité et le nombre important de thèses inscrites en science politique, thèses menées généralement en trois ans sur des sujets réduits. La recherche française reste marquée par deux grands sujets de prédilection : les islamismes et les mouvements sociaux. Les travaux consacrés aux islamismes s'inscrivent parfois et en partie dans la tradition de l'étude des relations entre religion et politique qui est assez forte dans la science politique française. La préférence va néanmoins à une analyse des islamismes en termes de filiation historique de mouvements et d'idées, de leur rapport à la violence, du point de vue des pratiques (souvent distinguées des textes) et en tant que mouvements sociaux ; au-delà des questions qu'on peut poser par rapport à l'action collective, les apports potentiels de la sociologie sont peu mobilisés, ceux de l'économie politique presque jamais. Sans doute faudrait-il se départir d'analyses trop centrées sur le discours et l'idéologie pour mieux comprendre, par exemple, les modes de fonctionnement internes des mouvements ou leur économie politique. Deuxième sujet de prédilection, les ressorts et dynamiques de l'action collective sont aussi au centre de travaux qui s'intéressent à des acteurs autres qu'islamistes, notamment ceux qui ont joué un rôle dans la contestation récente, mais aussi d'autres, plus « anciens » qui, subjectivement au moins, représentent d'autres groupes identitaires ou certains intérêts catégoriels.

Cet intérêt particulier pour les islamismes et/ou les mouvements sociaux révèle une préoccupation pour certains aspects du politique « par le bas ». Il faudrait cependant revenir sur des formes d'organisation sociale dont on a cru à tort qu'elles étaient devenues moins pertinentes, comme les tribus ou groupes de parenté qui ont pu servir de cadres de mobilisation durant les révolutions, en Tunisie ou en Égypte. On sait finalement assez peu de choses sur le rôle que jouent aujourd'hui les liens tribaux tant dans le tissu social que dans le système politique – y compris dans la péninsule Arabique.

L'histoire politique la plus classique et la plus nécessaire à l'enseignement de licence est délaissée : trouver des chargés de cours pour donner les cours ou TD de licence les plus élémentaires, en histoire contemporaine du Moyen-Orient, en histoire du Maghreb, est devenu vraiment difficile... Une thèse récente et brillante sur le parlementarisme en Syrie et en Irak, d'après des sources arabes, a

fait figure d'OVNI : l'histoire des institutions ou des partis ne se porte pas très bien. Un thème à réinvestir désormais à la lumière des révolutions arabes et de leurs conséquences est pourtant celui de l'autoritarisme sur lequel l'ERC « When authoritarianism fails in the Arab world : Processes and Prospects » (WAFAW) a été remportée par un DR au CNRS : la chute de certains régimes et le maintien d'autres doivent inviter à revoir les approches classiques de l'autoritarisme, l'idée de l'exceptionnalisme arabe en matière de démocratisation, le rapport entre rente et autoritarisme.

La sociologie politique dans le sens large du terme et l'économie politique définie comme l'interface entre les domaines relevant communément de l'économie et de la sociologie (et ainsi proche de la sociologie économique) restent plutôt marginales dans les travaux des politistes qui s'intéressent au Moyen-Orient et au Maghreb. L'étude des institutions dans le sens traditionnel du comparatisme et celle des rapports entre le droit et le politique ne sont pas non plus très prisées en dehors de récits plutôt descriptifs. Comme en économie politique, les exceptions confirment la règle, même si la sociologie du droit a pu ainsi gagner du terrain. D'autres sujets négligés sont les politiques publiques, l'opinion publique et la sociologie électorale au Moyen-Orient. Sans aucun doute, les contraintes politiques du passé y sont pour quelque chose ; des travaux en cours sur les élections en Égypte (CEDEJ) et en Iran tendent heureusement à montrer une inversion de tendance. Ces lacunes expliquent en partie l'absence de références à de nombreux débats théoriques et méthodologiques qui animent les sciences politiques en dehors de la France, dans les pays anglo-saxons, en Allemagne ou en Suisse (institutionnalisme, institutionnalisme historique, liens entre la répartition des ressources et transformations politiques). Méthodologiquement, l'équilibre entre le qualitatif et le quantitatif privilégie fortement le premier. Le comparatisme, même intérieur à la région, reste l'exception, parfois à cause de relents essentialistes. Peu de travaux souscrivent, de façon explicite et délibérée, au pluralisme méthodologique systématique et maîtrisé.

Quant à l'anthropologie et à la géographie, d'une façon générale, souligne un rapport, trop de recherches ont eu tendance à se cantonner aux villes. C'est le cas de la plupart des travaux sur l'Égypte où très peu de travaux ont porté sur le Delta et encore moins sur la Haute-Égypte, jusqu'à récemment peu accessible pour des raisons de politique sécuritaire.

Plusieurs rapports soulignent l'importance d'étudier d'une manière plus approfondie des **médias** sur lesquels les rares travaux publiés restent finalement souvent allusifs. Internet bien sûr, les télévisions satellites, mais aussi les nouvelles formes d'expression culturelle et politique apparues dans la jeunesse, et sur lesquelles les révolutions arabes ont attiré l'attention, comme le rap, le hip-hop, les shows satiriques, voire l'engagement dans les clubs de supporters d'équipes de football. Des travaux en cours, notamment un programme transversal entre différentes UMIFRE, doivent être encouragés.

L'histoire de l'art islamique et désormais de l'art contemporain moyen-oriental (art moderne iranien, turc, ou égyptien) **est une de nos grandes lacunes** : comme pour l'islamologie, comme pour l'histoire de la période XV^e-XVIII^e siècle, le contraste est stupéfiant entre, d'un côté, les progrès

considérables de la discipline sur le plan international, et, de l'autre, le retard pris en France où, là aussi, l'on tend au mieux à reproduire l'existant. Le champ international s'est pourtant structuré avec la création en 1996 de *Historians of Islamic Art Association* et en 2007 de l'*Association for Modern and Contemporary Art of the Arab World, Iran and Turkey*. L'illustration la plus visible des avancées de la connaissance dans ce champ a été la réorganisation de plusieurs grandes collections muséales en rupture avec les muséographies et catégorisations d'autrefois (le Met en 2011 ; le Louvre à Paris ; Berlin pour 2019). En France, à part pour la période médiévale (histoire de l'art enseignée à Paris-I, Paris-Sorbonne, Paris-VII, Aix-en-Provence, INALCO par un chargé de cours), l'histoire des arts de l'islam n'existe qu'à peine dans l'enseignement supérieur et la recherche en France. La discipline n'est quasiment pas enseignée en tant que telle : un seul professeur d'université avec la spécialité Art musulman (monde iranien) à Aix-Marseille-Université. Elle n'apparaît même pas comme matière optionnelle dans les cursus généralistes d'histoire de l'art. Il existe à Paris-Sorbonne un professeur d'université et un maître de conférences en « Histoire de l'art et archéologie », mais en islam médiéval. Seuls deux professeurs des universités évoquent l'art musulman contemporain, par le biais de la réception des mondes musulmans dans la peinture et les arts décoratifs européens – ce qui reste tout de même très indirect. Un seul séminaire à l'EHESS est concerné par la thématique (Arts, patrimoine et culture dans le monde turco-ottoman). Le Comité français d'histoire de l'art est cependant engagé dans la création de comités nationaux au Maghreb pour y enseigner la discipline et pour encourager l'écriture de l'histoire de cet art.

L'histoire des arts au Maghreb et au Moyen-Orient ne dispose d'aucune équipe spécifique, exceptée celle des médiévistes de Paris-Sorbonne (un professeur des universités, un maître de conférences en histoire de l'art iranien et indien). Le domaine émerge un peu via les arts ottomans (CETOBAC), le cinéma iranien (HICSA, EA Paris-I) ou l'art colonial ou orientaliste (EA 538, Bordeaux 3 ; et au CHSIM-EHESS, récemment absorbé par l'IMAF).

C'est par les biais des sciences de l'information numérique qu'InVisu (USR CNRS/INHA créée en 2008) accueille des recherches sur l'architecture, la photographie et l'antiquariat au XIX^e siècle en Méditerranée. Les besoins en informatique documentaire sont d'autant plus importants en France que les collections patrimoniales sont extrêmement riches en documents visuels (dessins, photographies, estampes, peintures) et en objets (céramiques notamment) relatifs aux mondes musulmans, mais leurs personnels de conservation sont démunis pour les cataloguer et ne disposent pas des compétences pour le faire. De véritables gisements documentaires relatifs aux mondes musulmans dorment ainsi inaccessibles dans nombre de bibliothèques, musées et dépôts d'archives français. À côté de projets de catalogues raisonnés et d'études de collections, InVisu a celui de construire des référentiels pérennes utilisables par tous, afin de résoudre les problèmes posés par la transcription de l'arabe.

Expressions visuelles et culture matérielle relatives aux mondes musulmans modernes et contemporains constituent ainsi des champs de recherche largement en friche dans le paysage français, alors qu'il y a matière à les développer. Mentionnons, pour la période médiévale, la base de données Machrek-Maghreb. Ce fonds d'archives photographiques numérisées et indexées est intégré dans une base de données développée sur le logiciel Cindoc. Cette base comprend trois pôles thématiques : l'architecture ; les arts du livre et les arts mobiliers ; chaque image est associée à une fiche analytique.

III. LA RECHERCHE FRANÇAISE SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS : TABLEAU PAR REGIONS ET CENTRES

La recherche publique française à l'étranger se développe par les Écoles françaises à l'étranger (ÉFÉ) et les UMIFRE (centres de recherche CNRS-MAE), implantées dans un terreau local. La spécialisation régionale est fortement liée au dispositif des UMIFRE et des ÉFÉ, fondamental pour la recherche et la formation à la recherche. Ces établissements offrent un cadre privilégié pour des travaux individuels et collectifs de longue durée, et assurent des partenariats avec les universités des pays concernés. Les instituts français de recherche à l'étranger ont contribué à la formation de centaines de chercheurs, universitaires et diplomates. Ils ont participé, de manière prépondérante, à la constitution et au renouvellement permanent d'un savoir scientifique et d'une expertise sur les pays et les aires culturelles dans lesquels ils sont implantés. Leur histoire est cependant très hétérogène de même que leurs moyens, leurs ressources en personnel, leurs infrastructures et leurs capacités d'action. À l'heure où cette région connaît d'importants bouleversements consécutifs à la nouvelle donne de la mondialisation, de l'accroissement des flux transnationaux mais aussi dans le contexte des révolutions arabes, on constate que malgré des efforts réels de programmes de recherche pour travailler sur une histoire décloisonnée (chronologiquement et disciplinairement), par exemple sur l'océan Indien ou l'Asie centrale, se maintient un fort maintien du compartimentage en zones géographiques dont les spécialistes, pour des raisons de formation et d'ancrage linguistique, communiquent encore très peu entre eux. On peut toujours discuter le bien-fondé de ce maintien : il correspond à la réalité des recherches françaises et au découpage des quatre principales équipes françaises concernant notre champ (CETOBAC, Monde indien et iranien, UMR Orient-Méditerranée, IREMAM).

Autre souci : la réduction des crédits, la réduction de la taille de certains instituts, des bourses de recherche de trop courte durée (un mois ou neuf mois), la dispersion des moyens et des structures institutionnelles que l'on observe depuis plusieurs années concourent à affaiblir les capacités de recherche sur le long terme et créent des déséquilibres entre les différentes institutions – donc entre les moyens consentis pour l'étude de telle région ou telle autre. L'Institut Français du Proche-Orient, créé en 2002 par la fusion de l'IFAPO, de l'IFEAD et du CERMOC, représente la structure la plus importante en termes de dotation, de personnel et de ressources documentaires. Son périmètre est déjà transnational puisqu'il est implanté en Syrie (jusqu'en 2011), au Liban, en Jordanie, dans les Territoires palestiniens et en Irak (antenne d'Erbil). Sa taille contraste avec les autres instituts de la zone, certains comme le CEFAS (Sanaa, désormais Djedda) et le CEDEJ (Le Caire) étant réduits à la portion congrue, à une heure où l'étude sur la péninsule Arabique et sur l'Égypte paraît pourtant une

urgence. D'autres centres comme le CJB (Rabat), l'IRMC (Tunis) et l'IFEA (Istanbul) sont à un niveau intermédiaire.

Troisième problème : nos instituts sont soumis aux aléas politiques. Donc pas d'Institut à Alger, ce qui serait pourtant une nécessité. Actuellement l'IFRI (Institut français de recherche en Iran), à Téhéran, n'accueille plus de chercheurs, missionnaires de passage ou boursiers, depuis 2009, son activité ayant été mise en cause par les autorités iraniennes lors de l'arrestation puis la condamnation de Clotilde Reiss, ancienne boursière de l'institut. L'IFRI n'a cependant pas été fermé, afin de préserver l'avenir et les possibilités d'un redémarrage de la totalité de ses activités. D'autres instituts ont dû être délocalisés en fonction des événements politiques : depuis la guerre syrienne, l'IFPO (Institut français du Proche-Orient) est délocalisé à Beyrouth et développe ses antennes locales (Amman, Erbil). Depuis la révolution yéménite, le CEFAS (Centre français d'archéologie et de sciences sociales de Sanaa) d'abord délocalisé au Caire est désormais basé à Djedda – ce qui permet au CEFAS de revenir à sa vocation, l'étude de la péninsule Arabique. Enfin l'IFEAC (Institut français d'études de l'Asie centrale) longtemps installé à Tachkent a dû être délocalisé à Bichkek.

Un tableau complet ne saurait ignorer la présence au Proche-Orient et au Maghreb de centres diocésains ou congréganistes de l'Église catholique, tenus par des prêtres ou religieux français, qui apportent souvent un soutien important aux chercheurs français quand ils ne comptent pas eux-mêmes parmi les fleurons de la recherche française au Proche-Orient arabe : notamment l'Institut des Belles-Lettres arabes (IBLA) à Tunis, les Glycines à Alger, l'Institut dominicain des études orientales (IDEO) au Caire, l'École biblique et archéologie française (EBAF) des dominicains à Jérusalem.

A. MONDE ARABE

L'IREMAM est aujourd'hui la dernière grande équipe française sur le monde arabe, en fait la seule, vu la disparition de presque toutes les équipes portant sur le monde arabe. Elle est l'héritière, comme à peu près tout ce qui existe dans le domaine à Aix-Marseille-Université, des efforts et du rayonnement de l'historien André Raymond (m. 2011). Fondé en 1986 par André Raymond, l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde arabe et musulman est l'héritier de plusieurs centres plus anciens qui, dès 1958, ancrèrent à Aix-en-Provence un pôle pluridisciplinaire de recherche sur la rive sud de la Méditerranée. Sa création (à l'origine, comme institut fédératif) répondait à la nécessité de remembrer un dispositif de recherche alors éclaté alors en quatre équipes différentes. Elle entérina l'élargissement à l'ensemble du monde musulman méditerranéen de travaux initialement centrés sur l'Afrique du Nord et la place croissante prise par les disciplines des sciences sociales dans la connaissance des sociétés contemporaines. Unité mixte de recherche (UMR 7310), l'IREMAM associe le CNRS, l'Université d'Aix-Marseille et l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Il est installé au sein de la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (MMSH) dont il est l'un des dix membres fondateurs (1997) : c'est le dynamisme exceptionnel de Robert Ilbert, alors professeur d'histoire à l'Université d'Aix-en-Provence qui avait permis la création de la MMSH.

L'IREMAM bénéficie du concours d'une cinquantaine de permanents en activité – 17 chercheurs CNRS (dont cinq HDR), 18 enseignants-chercheurs (dont 9 HDR), deux post-doc internationaux, 11 ingénieurs et techniciens (2 CDD) – et du relais d'un large réseau de membres associés. Laboratoire d'accueil de deux écoles doctorales (Humanités / Sciences sociales et sciences juridiques et politiques), il accueille en permanence une soixantaine de doctorants (50 en sciences humaines, 10 à 15 en sciences politiques). L'IREMAM est aussi l'une des quinze équipes de recherches du Laboratoire d'excellence LABEXMED.

C'est à partir de l'IREMAM que s'était développée l'**AFEMAM (Association française des études sur le monde arabe et musulman), créée en 1985** – et dont le nom même dit bien le primat des études arabes qui a longtemps prévalu en France. En sommeil depuis 2006, l'association organisait des Congrès et animait une activité collective qui a fait défaut ensuite. Le GIS compte organiser un Congrès en juillet 2015 pour relancer cette précieuse dynamique collective.

1. Maghreb

Des aires géographiques mobilisées par le GIS, c'est probablement le Maghreb qui est, avec l'Iran, la plus mal lotie dans la formation et la recherche françaises actuellement, surtout eu égard à ce qu'a été et ce que devrait être la recherche française sur le Maghreb. Si le Maghreb à l'époque médiévale est l'objet d'études dynamiques, incluant al-Andalus, il n'existe pas en revanche de centre de recherches spécifique à l'histoire moderne et contemporaine du Maghreb en France métropolitaine.

Ce n'est pas nécessairement un problème puisque la région peut être pensée à l'intérieur d'autres aires. Soit elle est englobée dans l'Afrique de l'Ouest – cas du CEMAF, Centre d'études des mondes africains, à Paris-I, devenu en janvier 2014 l'IMAF – Institut des mondes africains – en fusionnant avec le CEAF et le CHSIM de l'EHESS : cette perspective peut ouvrir d'intéressantes perspectives en matière de circulation, d'influences, etc. (Sud du Maroc, Mauritanie, Sahara, contacts Soudan-Égypte). Soit le Maghreb est englobé dans « le monde arabe et musulman », un label hérité du passé colonial et post-colonial français : c'est le cas dans l'équipe Islam médiéval de l'UMR 8167 Orient-Méditerranée et à l'IREMAM. En matière d'études du Maghreb, ce dernier recueille l'héritage du CENA (Centre d'études nord-africaines, au départ un service documentaire de l'IEP d'Aix fondé entre autres, par Roger Le Tourneau et Jean-Louis Miège en 1958 ; devenant en 1962 le CRAM : Centre de recherches sur l'Afrique méditerranéenne). Aujourd'hui, l'IREMAM publie la revue *l'Année du Maghreb* (jadis *l'Annuaire de l'Afrique du Nord*, lancé en 1964). Il héberge aussi la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (REMMM), anciennement centrée sur le seul Maghreb et alors appelée *Revue de l'Occident musulman* (ROMM).

Autre possibilité : le Maghreb est noyé dans la Méditerranée. C'était le cas au CHSIM, Centre d'Histoire Sociale de l'Islam méditerranéen, fondé en 1994 à l'EHESS et absorbé en 2014 dans l'IMAF –, ce qui permet de faire dialoguer en principe rive nord et sud de la Méditerranée ; c'est aussi

le cas au GREMMO (Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient), au CERMOM (Centre de Recherches Moyen-Orient Méditerranée) ou encore au CMMC (Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine) de l'université de Nice. L'appellation « méditerranéenne » conduit souvent à n'évoquer le Maghreb qu'à la marge, pratiquement comme un faire-valoir ou le protagoniste de relations entre Nord et Sud, sans lui reconnaître une spécificité ou une histoire particulière.

Il s'agit d'une rupture avec un passé colonial et post-colonial récent, durant lequel des études, des recherches et des centres d'études sur le Maghreb pouvaient être conçus. C'est aussi une rupture avec le type de savoirs accumulés à l'époque coloniale, même si l'on peut évidemment marquer une certaine distance avec ces savoirs, conçus dans une forte proximité avec le pouvoir colonial ; on songe par exemple au **CHEAM, Centre des hautes études de l'administration musulmane**, fondée en 1936 par Robert Montagne, transformé en Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie en 1973 et supprimé en 1998 – laissant 5 400 rapports de différents stagiaires, aujourd'hui archivés.

Le problème se pose, comme on l'a dit, dans la formation : si on enseigne l'histoire du Maghreb à Paris-I, Paris-Sorbonne, INALCO, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-X, Paris-XIII et l'EHESS, ainsi qu'à Aix, Lyon-II et Nice – il n'y a plus en réalité en France que deux professeurs d'Université en France qui soient directement des spécialistes d'histoire du Maghreb (à Paris-I, Paris-XIII) dont l'un part à la retraite. D'une manière plus générale, les spécialistes français du Maghreb n'accordent qu'exceptionnellement une place à la langue arabe dans leurs recherches, ce qui accentue la coupure persistante avec les spécialistes du Proche-Orient arabe, d'une part, ou de l'Afrique occidentale, d'autre part – tandis qu'ils maintiennent aussi des préférences bien compréhensibles pour le très contemporain ou le colonial ou l'histoire de la guerre d'Algérie (Paris-I et Institut d'Histoire du Temps Présent à Paris Ouest-Nanterre) ou les savoirs coloniaux (Paris Ouest toujours), au détriment d'une histoire sur le long terme qui inclurait les temps ottomans, le XIX^e siècle, l'histoire culturelle ou religieuse, et même l'histoire sociale émanant des sources arabes ou ottomanes... une histoire qui permettrait d'entrer en dialogue avec les spécialistes de l'histoire connectée. Du coup, le Maghreb reste une île.

L'actuel développement d'une jeune recherche prometteuse sur l'Algérie ne doit donc pas masquer les difficultés : absence trop souvent de recherches transversales sur le Maghreb ; insuffisance philologique quasi générale des spécialistes du Maghreb (arabe, berbère), avec une compartimentation très forte des études berbères, peu en dialogue avec les études arabisantes sur le Maghreb ; absence de centre français en Algérie susceptible de relayer les jeunes chercheurs sur le Maghreb, même si en principe l'IRMC (Institut de recherches sur le Maghreb contemporain à Tunis) ou le Centre Jacques Berque à Rabat se déclarent prêts à aider les doctorants qui voudraient séjourner en Algérie. Un rapport souligne que les soulèvements actuels permettront d'ouvrir de nouvelles possibilités de recherche au Maghreb, par exemple pour mieux comprendre les changements en cours,

que ce soit les diverses formes de maintien de l'autoritarisme (Algérie, Maroc) ou de changement de régime (Tunisie).

L'IRMC (Institut de recherches sur le Maghreb contemporain à Tunis) fondé en 1992, a longtemps occupé une position difficile sous la présidence Ben Ali. Il accueille des boursiers de courtes durées, deux ou trois doctorants. Développant la vocation de l'IRMC de s'occuper aussi de la recherche française sur le Maghreb en général et l'Algérie en particulier, l'actuelle direction développe des programmes de formation doctorale destinés conjointement à des étudiants algériens et des étudiants français. L'absence de centre français à Alger est ainsi en partie palliée. Sur place à Tunis, l'IRMC joue un rôle utile d'accueil, de relais, d'échanges entre étudiants ou universitaires français d'une part, tunisiens d'autre part.

Sur place à Alger, c'est le **Centre d'études diocésain *Les Glycines*** qui joue le rôle d'accueil des doctorants ou chercheurs français, également appuyés par une institution américaine. Le centre des Glycines est une institution d'étude et de recherche relevant de l'Église catholique et consacrée à l'étude de l'histoire de l'Algérie et de son patrimoine culturel, linguistique et religieux, ainsi qu'à la promotion du dialogue des cultures et des religions.

Le CJB (Centre Jacques Berque) fondé à Rabat en 1991 est un centre pluridisciplinaire qui regroupe une quinzaine de chercheurs (doctorants, post-doctorants, statutaires) et tente, depuis 2010, de structurer une recherche collective qui dépasse l'addition de programmes individuels, ainsi que des partenariats avec les institutions marocaines, universités de la région, autres UMIFRE et grandes écoles françaises en Méditerranée. D'où des séminaires hebdomadaires, rencontres scientifiques, investissement massif dans le support électronique pour la diffusion de la recherche et des publications. Il propose cinq orientations de recherche : politique et droit (processus de réformes, changements constitutionnels, politiques sociales publiques) ; migrations et frontières (notamment le Maroc comme carrefour migratoire), culture et langage (notamment sociolinguistique), anthropologie culturelle urbaine, médias et cinéma, islam et religions (islam et politique, islam au quotidien), questions de société (notamment santé, protection sociale), ainsi que, depuis 2012, un groupe de recherche fondamentale sur les sciences sociales. Son activité s'applique à suivre le processus de réforme engagé au Maroc en 2011. Ses champs d'intérêt s'étendent depuis peu à la Mauritanie grâce à un partenariat avec l'université de Nouakchott (création d'un Observatoire de la Mauritanie contemporaine). En 2012, un programme d'archéologie à Sijilmasa, au Tafilalet, a été ouvert. Le CJB s'enorgueillit notamment de son site web dynamique, de ses collections et séries électroniques, et de sa collection de livres chez Open Edition.

Quelques problèmes : à propos du CJB et de l'IRMC, **les médiévistes, les spécialistes de la période moderne (XV^e-XVIII^e siècle) et les spécialistes de littérature et de linguistique signalent qu'ils n'ont pas leur place à l'IRMC ou au CJB**, ce que l'on peut naturellement regretter. Un rapport souligne la contradiction entre la reprise de recherches françaises très actives sur le Maghreb médiéval (Maghreb, Sicile et al-Andalus : ANR « Maghribadite » à Lyon ; séminaire fédéral organisé

depuis plusieurs années à Paris sur le Maghreb et l'Andalus ; manuel d'histoire du Maghreb médiéval qui vient de sortir à l'automne 2013), le maintien et le renforcement des partenariats avec les universités de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, et l'absence de lieu institutionnel (UMIFRE) pour les porter. Si les médiévistes spécialistes de l'histoire du monde musulman peuvent du moins bénéficier de bourses à la Casa de Velazquez à Madrid (histoire de l'Andalus, histoire du Maghreb) ou à l'École française de Rome (histoire de la Sicile, voire histoire de la Tunisie), il n'en est pas de même des spécialistes de littérature et de linguistique : une fois de plus, les disciplines les plus directement liées à la langue sont absentes. Pas davantage d'islamologues d'ailleurs.

2. Proche-Orient arabe et Israël

Les études sur le Proche-Orient arabe bénéficient d'un ensemble exceptionnel de possibilités, grâce aux écoles et instituts français, notamment l'IFPO, le CEDEJ, le CEFAS et l'IFAO, mais aussi l'Institut dominicain d'études orientales (IDEO) au Caire et l'École biblique à Jérusalem. Ces possibilités sont aujourd'hui restreintes et mises à mal par la guerre en Syrie.

L'IFPO (Institut français du Proche-Orient) est une unité pluridisciplinaire, constituée de trois départements scientifiques (Archéologie et histoire de l'Antiquité, Études arabes, médiévales et modernes, Études contemporaines) et multipolaire, établie dans cinq pays (Syrie, Liban, Jordanie, Irak et Palestine). Ces spécificités font sa force en même temps qu'elles constituent de sérieux défis en termes d'organisation et de gestion. Le rayonnement géographique de l'IFPO, appuyé par une politique volontariste en matière de ressources électroniques et de techniques de diffusion, lui confère une forte visibilité et une attractivité dont témoigne l'importance croissante de la demande internationale (dans le contexte des printemps arabes, notamment) et régionale (dans le domaine du patrimoine, dans le contexte de la réouverture de l'Irak à la recherche, etc.) La longue expérience d'enseignement de l'arabe et la connaissance intime de l'histoire de la région dont peut se prévaloir l'IFPO en font un pôle d'enseignement et de recherche particulièrement sollicité. La proximité avec des terrains de recherche d'un intérêt exceptionnel tant dans le domaine archéologique que d'un point de vue sociopolitique et stratégique, et la richesse des ressources documentaires mises à la disposition des chercheurs constituent des atouts considérables.

L'unité compte 89 personnes en 2013, dont 30 chercheurs ou assimilés, 14 doctorants bénéficiaires d'une AMI et 17 enseignants.

L'équilibre entre différents sites est difficile à trouver, surtout depuis le rapatriement forcé à Beyrouth en 2011 des personnels expatriés basés à Damas et d'une partie des personnels syriens, enseignants du stage d'arabe notamment. Après un renforcement des antennes de l'Institut en Jordanie, Irak et Palestine, il faudrait renforcer les moyens humains de l'antenne de Beyrouth, tout en préparant la réouverture, un jour, des antennes de Damas et d'Alep. Même problème d'équilibre, scientifique cette fois, vu la multipolarité, et l'ampleur du spectre chronologique et disciplinaire couvert. Outre que les chercheurs sont trop souvent recrutés sur la base de projets personnels, par deux

voies distinguées (MAEE et CNRS), chacun des trois départements développe ses propres projets et programmes, maintenant un cloisonnement bien réel, malgré quelques expériences transversales particulièrement réussies, comme le programme Balnéorient (2006-2009) : ces trois départements héritent des trois instituts du passé (IFEAD à Damas, IFAPO à Amman et CERMOC à Beyrouth) dont l'IFPO a réalisé la fusion. Il faut espérer aider les directeurs comme les chercheurs à établir des ponts entre disciplines et périodes, pour monter des projets à la fois interdisciplinaires et diachroniques, transversaux, susceptibles de recevoir des financements importants et d'orienter la politique de recrutement. L'IFPO y travaille.

Les Écoles françaises à l'étranger (ÉFÉ). Les Écoles françaises à l'étranger (ÉFÉ) sont cinq instituts de recherche sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, constitués en réseau. Ce sont, par ordre de création : l'École française d'Athènes (EFA, fondée en 1846), l'École française de Rome (EFR, fondée en 1875), l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO, fondé en 1881), l'École française d'Extrême-Orient (EFEO, fondé en 1898) et la Casa de Velazquez (CdV, fondée en 1909). À l'exception de l'EFEO, basée à Paris, avec des antennes sur le terrain, ils sont tous implantés dans les pays concernés par leurs études. Ces « écoles » ont été fondées lorsque la vogue de l'archéologie antique, à la fin du XIX^e siècle, a nécessité des institutions permettant d'assurer la logistique des fouilles et les études post-fouilles en Grèce, Italie, Égypte, puis dans les grands sites d'Extrême-Orient.

Elles ont toutes à voir avec le champ du GIS « mondes musulmans ». **La Casa de Velazquez et l'École française de Rome** participent à des fouilles au Maghreb. **L'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), basé en Égypte**, travaille dans différentes disciplines : études linguistiques (arabe classique et dialecte), histoire, archéologie, anthropologie. Il a développé, dès ses débuts, deux sections : l'une promouvant les études sur l'Antiquité (principalement l'égyptologie, mais aussi les antiquités orientales et, désormais, les études hellénistiques sur le monde ptolémaïque, et celles sur l'empire romain d'Orient) s'arrogent la part du lion. L'autre, spécialisée sur les études médiévales, désignées comme « coptes et arabes », a la portion congrue. Un effort récent est fait pour insérer les études de l'époque moderne (ottomane et XIX^e siècle) dans les programmes de recherche de l'IFAO. Pour le moment, aucune concertation particulière avec le CEDEJ, hormis une allocation de recherche commune.

Le **Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ)** est un institut de recherche pluridisciplinaire, dont les travaux portent sur l'Égypte et le Soudan contemporains, dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales (sciences politiques, droit, économie, géographie...). Il a été créé par l'accord de coopération franco-égyptien de 1968, et il est l'héritier d'une institution plus ancienne, l'École française de Droit du Caire, fondée en 1890 et fermée en 1956, dont il conserve, aujourd'hui encore, une partie de la bibliothèque.

La création du CEDEJ visait une complémentarité des études, le contemporain n'étant traité à l'IFAO que dans une perspective anthropologique ou historique. Cette complémentarité, jadis formalisée par un séminaire commun, a été depuis freinée par des craintes d'empiètement également partagées, et par les réticences ou inerties venant des tutelles différentes. Ce rapprochement doit pourtant rester une perspective nécessaire. L'IFAO et le CEDEJ, tous deux au Caire, séparés désormais par une petite ruelle, ont chacune bibliothèque, comptable, secrétaire général : la chose n'a pas de sens. Il est évident qu'une fédération des deux institutions, maintenant chacune sa vocation propre, et un regroupement des deux bibliothèques sont une nécessité – qui favoriserait le développement des études sur l'Égypte contemporaine et sur l'islam égyptien. Ainsi, il convient que soient présents dans les instances (Conseils scientifiques) des représentants des tutelles et des membres des deux institutions. Par exemple : le directeur du CEDEJ devrait siéger au Conseil Scientifique de l'IFAO, et réciproquement. On devrait pouvoir imaginer (serpent de mer ancien) des locaux de bibliothèque communs et une dotation en personnel qui soit à cheval sur les deux institutions pour certaines questions : on pense à un ingénieur d'études ou de recherches qui permettrait aux deux institutions de répondre aux appels d'offre : programmes européens, Equipex, ANR... La demande du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de réaliser des politiques communes entre les Écoles françaises à l'étranger (Rome, Athènes, Madrid, Le Caire), au motif qu'elles ont des statuts communs et relèvent d'une même tutelle, a son pendant dans le désir actuel, tout aussi légitime, du CNRS et du ministère des Affaires étrangères de faire travailler ensemble les UMIFRE à des projets de recherche transversaux, dont certains s'imposent (médias, migrations). Mais cela contribue trop souvent à créer des *frontières entre les centres localisés dans le même pays*, comme l'illustre le cas égyptien. Car il faut ajouter que se trouvent en Égypte, outre le CEDEJ et l'IFAO, d'autres centres de recherches : un centre de l'IRD est présent aussi au Caire, ainsi que des centres situés en Égypte ailleurs qu'au Caire, à Alexandrie et à Karnak : le Centre d'études alexandrines et le Centre franco-égyptien de Karnak (non recensé dans ce rapport, puisque travaillant uniquement sur l'Antiquité). Mentionnons enfin le rôle essentiel de **l'Institut dominicain d'études orientales (IDEO) du Caire**, porté par une équipe de jeunes dominicains français très actifs, par une bibliothèque devenue probablement la meilleure bibliothèque du Proche-Orient pour l'islamologie médiévale, par un catalogue de bibliothèque si performant qu'il sert de référence et d'exemple dans le monde entier aux arabisants et islamologues. Accueillant des chercheurs de passage, français et étrangers, l'IDEO compte dans son équipe de recherche un linguiste, un historien, deux ou trois islamologues.

Concluons à partir du cas égyptien : une volonté de concertation entre les différents centres de la recherche publique française en Égypte, serait le minimum, quoi qu'il en soit de la multiplicité des tutelles. L'absence de concertation a beaucoup nui à la recherche française sur l'histoire de l'Égypte, comme à la politique documentaire menée sur ce pays. On pourrait étendre le propos au Soudan où

l'utile antenne du CEDEJ travaille indépendamment de l'antenne archéologique française à Khartoum. Une **réflexion plus générale sur la Vallée du Nil** permettrait de soutenir l'essor actuel (encore timide) des études françaises sur le Soudan, marqué par le recrutement comme maître de conférences (printemps 2014) au Département d'études moyen-orientales d'Aix-Marseille-Université d'une historienne spécialiste du Soudan.

Grâce à la tradition française établie par l'IFPO et l'IFAO, les médiévistes se félicitent du maintien d'un *milieu actif et jeune de recherche sur l'Égypte et la Syrie médiévales* (persistance d'études sur Le Caire, nombreuses thèses de doctorat, comme le montre le numéro récent de la revue *Médiévales* qui présente un bel ensemble de recherches françaises récentes sur l'Égypte). La guerre civile syrienne et le chaos égyptien actuel ne permettent peut-être pas d'envisager l'avenir avec optimisme, pour quelque discipline ou période que ce soit. Des terrains entiers (comme l'Irak depuis déjà longtemps, comme le Yémen depuis la révolution) risquent d'échapper aux chercheurs, sans parler des destructions ou disparitions de sources ou d'archives dont les fonds deviennent inaccessibles (manuscrits). **La recherche en sciences sociales et en histoire contemporaine est sinistrée sur trois pays : l'Iran, l'Irak, la Syrie.** Il est sans doute urgent – quand c'est possible ! – de poursuivre ou de reconstruire des relations de coopération avec les universités de ces pays qui sont demandeurs, et de se préoccuper de la formation des étudiants en leur donnant des bourses d'étude. Les UMIFRE pourraient jouer un rôle majeur pour identifier les étudiants qui, dans ces pays, sont intéressés à être formés en lien avec la France.

La recherche sur Israël et la Palestine pose des problèmes spécifiques. Pour des raisons politiques évidentes, il y a scission entre la recherche française sur les territoires occupés (IFPO) et celle sur Jérusalem (CRFJ, Centre de recherche français de Jérusalem).

Quant aux études juives, la présence de nombreuses communautés juives dans le monde musulman jusqu'à une date récente et la création de l'État d'Israël en font un sujet pertinent pour ce Livre blanc. Bien des soucis exprimés ici à propos des études sur l'islam et le Moyen-Orient existent quant à l'état des études juives en France, toutefois assez actives et visibles sur le plan éditorial. Le rapport de Frank Alvarez-Pereyre et Jean Baumgarten (éds.) *Les Études Juives en France. Situation et perspectives*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, montre la permanence des problèmes. Passons sur la question épineuse de l'objet des études juives puisqu'on peut le trouver partout dans l'histoire du monde où il y a (où il y a eu) des juifs. À moins qu'on ne le restreigne à un canon précis des pratiques universitaires philologiques (textes juifs en hébreu ou dans toutes autres langues, études sur le Talmud, la mystique juive). L'objet reste toujours discutable : l'histoire des juifs en Irak est-elle juive ou irakienne ? L'antisémitisme et la Shoah, qui draine un nombre d'instituts de subventions et de bourses considérables sont-ils à ranger dans cette rubrique ? Enfin, comment traiter de l'histoire d'Israël – pas seulement sous l'angle du conflit israélo-arabe ou de la question palestinienne ?

Questions délicates que peu de chercheurs (faute de connaissance conjointe de l'arabe et de l'hébreu) peuvent aborder à partir de sources dans les deux langues. Un mouvement, pourtant, se dessine.

L'INALCO a un cours d'hébreu dès 1936, puis de nouveau en 1954 – ainsi que, désormais, la revue *Yod*. Le Collège de France depuis 1530 et l'EPHE créée en 1868 possèdent depuis leur création au moins une chaire d'hébreu et/ou sur le monde biblique. Le CNRS, l'EHESS – dont le centre d'études juives est très actif –, l'EPHE (IV^e et V^e sections), Paris-Sorbonne, Paris-VIII, mais aussi Lille, Aix-Marseille et Strasbourg sont des lieux où les études hébraïques et juives ont une place reconnue. Si l'agrégation d'hébreu offre très peu de postes, des doctorats sont disséminés dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales. Curieusement s'il y a désormais toujours un texte en arabe proposé à l'agrégation de philosophie, il n'y a pas de texte en hébreu (ou même juif dans une autre langue). Une part belle est réservée à la linguistique et aux « langues juives » avec le yiddish et les différents judéo-arabes (judéo-berbère, etc.). N'oublions pas que Paris est honorablement connu dans le monde savant pour ses collections de manuscrits touchant les domaines subsumés par l'épithète « hébreu » et/ou « juif ». De même l'Alliance Israélite Universelle entretient la plus importante bibliothèque « juive » d'Europe et des archives considérables portant sur ses écoles au Moyen-Orient, elle possède aussi un pôle de recherche. À l'instar de toutes les disciplines, on alterne entre le vénérable (INALCO, Section de l'IRHT, Société Asiatique et Société des Études Juives avec sa *Revue des Études Juives*) et les courants communs à toutes les disciplines (communautés imaginées, *gender studies*, mémoire, histoire connectée, *post-colonial studies*, etc.)

Il faut signaler l'importance grandissante du **Centre de Recherche Français de Jérusalem**, (fondé en 1952, jadis limité à l'archéologie, aujourd'hui UMIFRE). Le CRFJ entretient d'excellents rapports avec l'IFPO qui a ouvert en 2012 à Jérusalem les locaux **d'une antenne IFPO-Territoires palestiniens**. Relations également avec d'autres institutions comme la célèbre **École Biblique et Archéologique française de Jérusalem**, fondée par l'ordre dominicain et spécialisée dans l'archéologie et l'exégèse biblique. Le CFRJ a plusieurs axes de recherche dont l'un porte sur Israéliens et Palestiniens, un autre, très dynamique, sur l'histoire de Jérusalem. Pour la première fois a été nommé (été 2014) un ottomaniste. La distinction entre Palestine et Israël est scientifiquement peu opérante pour de nombreux sujets, et même contre-productive, sans que l'on puisse pour autant faire de l'angélisme. Quelques chercheurs militants sont parfois atterrés de rencontrer des collègues palestiniens dans des bibliothèques de l'Université hébraïque ainsi que de remarquables arabisants ou ottomanistes israéliens... Mais rien qu'un programme sur l'histoire de la ville de Jérusalem fait voler en éclat ce type de distinction. Certains collègues affectent d'ignorer systématiquement la dimension politique de leurs études, quand d'autres ne voient plus qu'elle. Le rôle central joué un temps par l'Université hébraïque de Jérusalem (et dans une moindre mesure par les autres universités, Bar Ilan, Tel Aviv, Haifa et Beer Sheva) s'estompe en raison de la mobilité des chercheurs israéliens, mais reste scientifiquement déterminant : en revanche, des étudiants européens font parfois leurs études à Tel Aviv University. Quelques instituts autonomes, *Van Leer Institute*, *Leo Baeck Institute* hébergent un

temps programmes et jeunes chercheurs. Il faut signaler la place de l'université virtuelle qu'est AKADEM (le « campus numérique juif ») qui, en quelques années, a su enregistrer et offrir à Paris gratuitement cours et conférences de grands spécialistes sur beaucoup de sujets, de niveau souvent universitaire. Dans la recherche internationale des études juives, la France tient donc une place modeste, comptant tout de même à l'EPHE, à l'INALCO et dans certaines universités un nombre non négligeable d'étudiants. Les chercheurs français possèdent une excellente visibilité internationale et la tenue à Paris en juillet 2014 du grand colloque de la *European Association for Jewish Studies* atteste autant de la fécondité des échanges.

Quant aux échanges entre arabisants et hébraïsants français, ils peuvent être fructueux : les départements sont souvent communs, comme c'est le cas à Paris-III, à Paris Sorbonne, ou du moins associés dans l'équipe de recherche (le CERMOM à l'INALCO). Le programme Hébreu-Arabe/Arabe-Hébreu du CERMOM propose des approches surtout linguistiques et littéraires, ainsi que religieuses dans une moindre mesure (histoire des prophètes) qui évacuent prudemment toute étude historique à dimension politique. Au CERMOM, deux projets ont vocation à fédérer arabisants et hébraïsants : d'une part, le projet ALIENTO (« base de données textuelles sur les énoncés sapientiels de la Péninsule ibérique entre le IX^e et le XV^e siècle ») lancé en 2007, avec la MSH Lorraine. La base réunit et croise des textes sapientiels numérisés principalement en latin, arabe, hébreu et espagnol, travaillant ainsi sur les trois cultures de la Péninsule ibérique au Moyen Âge. D'autre part, le projet HAAH (hébreu-arabe, arabe-hébreu) lancé depuis 2011 au CERMOM doit faire se rencontrer les spécialistes des deux langues, avec ceux du judéo-arabe, judéo-espagnol.

3. Péninsule Arabique

L'essor de la recherche française sur la péninsule Arabique et les circulations dans l'océan Indien est un phénomène majeur des dernières années. Il a permis de mettre au jour des corpus d'archives (comme les manuscrits recensés et étudiés par les chercheurs associés au CEFAS) de grande valeur, de renouveler considérablement la compréhension de l'histoire et des enjeux régionaux contemporains (islam politique, migrations régionales), et d'encourager la venue en France d'étudiants de la Péninsule. Cet essor a été longtemps favorisé par le **CEFAS à Sanaa, mais la recherche sur le Yémen, devenu inaccessible, est aujourd'hui un problème**. Le programme Eurogolfe de Sciences Po, à partir de 2004, a permis des recherches durant quelques années. L'installation du **CEFAS à Djedda** à la rentrée 2013 réoriente les recherches sur la péninsule Arabique, de même que de récents recrutements au CNRS de spécialistes de la région. Signalons aussi le recrutement, au printemps 2014, à l'université de Paris-I d'un maître de conférences en histoire contemporaine, connaissant arabe, persan et turc ottoman, dont les recherches portent sur la péninsule Arabique, la mer Rouge et l'océan Indien. Une première rencontre d'une douzaine de doctorants français travaillant sur la péninsule a eu lieu à Nanterre en janvier 2014. Elle a montré la diversité des domaines étudiés sur la région (sociologie et anthropologie, archéologie, histoire et science politique), mais aussi la difficulté

continue des accès aux terrains d'étude (problèmes de visa et des permis de recherche, absence de structures d'accueil, conditions de vie souvent onéreuses dans le Golfe). La **Sorbonne à Abu Dhabi**, créée en 2006, qui pourrait être une tête de pont française dispense des cours de licence et de masters, mais ne propose malheureusement pas d'aide aux chercheurs français désireux de travailler dans la région, et n'anime pas davantage de programmes de recherche. Liée au CEFAS, la revue *Arabian Humanities* (cf. *infra* en annexe), en anglais, en français et en arabe, s'emploie à développer la recherche française sur la péninsule Arabique et à améliorer sa visibilité internationale. Une chaire créée entre les universités al-Imam (Riyad), King Abdulaziz (Djedda), et l'université Paris-I a permis de soutenir plusieurs projets scientifiques (colloques, cycles de conférences), des publications et une exposition (« Lumières de la Sagesse », à l'IMA) mais n'offre pas encore de possibilités d'échanges universitaires.

B. MONDES TURCS, BALKANIQUES ET OTTOMANS, ASIE CENTRALE

L'**Institut Français d'Études anatoliennes** (IFEA) est une ancienne antenne de l'École française d'Athènes, liée au passage par Istanbul de Georges Dumézil, et à une tradition archéologique prestigieuse. Elle eut comme directeurs de grands antiquisants comme Albert Gabriel ou Louis Robert. Désormais, l'IFEA sert aussi de relais au développement remarquable des études turques et ottomanes en France, largement dû à l'impulsion donnée par Gilles Veinstein, professeur au Collège de France, disparu en 2012, ainsi qu'à des directeurs de recherches au CNRS ou directeurs d'études à l'EHESS conscients de leurs responsabilités et travaillant de façon solidaire. Plusieurs observatoires sont basés à l'IFEA : l'OVIPOT (Observatoire de la vie politique turque) ; l'OUI (Observatoire urbain d'Istanbul) ; l'Observatoire du Caucase (une antenne à Bakou).

Le **Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques** (CETOBAC, UMR 8032) est issu de la fusion, réalisée en 1990, de deux anciennes unités de recherche associées, l'une travaillant sur les études turques en général (associée à Paris-III) dirigée par Louis Bazin (lui-même disciple de Jean Deny) et l'autre davantage centrée sur l'histoire ottomane (associée à l'EHESS) fondée par Alexandre Bennigsen. De cette fusion est née l'ESA 8032 dirigée par Gilles Veinstein, alors directeur d'études à l'EHESS, puis par François Georgeon, directeur de recherches au CNRS, désormais par Nathalie Clayer. Depuis 2002, l'équipe est devenue l'UMR 8032. C'est la plus importante concentration de turcologues et turquisants en France – désormais appelée CETOBAC pour tenir compte de la diversité des champs pris en compte : non seulement mondes turc et ottoman, mais aussi Balkans et Asie centrale. À l'instar de l'équipe Monde iranien qui initia le processus, le CETOBAC organise chaque année une journée d'études turques qui permet de mettre en valeur les recherches réalisées par les membres de l'équipe. Les thèmes de recherche portent sur la Turquie contemporaine, sur la langue, les arts et littérature du domaine turc ; sur l'Asie centrale et notamment le soufisme ; sur les Balkans...enfin une forte composante sur l'histoire de l'Empire ottoman. De

nombreux membres du CETOBAC animent des séminaires à Paris, essentiellement à l'EHESS : le séminaire interdisciplinaire d'études turques (dont la vocation méthodologique dépasse en réalité la seule aire turque) ; trois séminaires sur l'Asie centrale ; un séminaire de paléographie ottomane... L'histoire des provinces arabes à l'époque ottomane est absente de ce programme de séminaires, mais a une place – encore très modeste – dans l'enseignement supérieur français pour la période XV^e-XVIII^e siècle (Aix-Marseille Université, cours optionnel à l'INALCO, un MCF à PARIS-VIII, désormais Paris-VII). Le XIX^e siècle est un peu mieux représenté, notamment à Paris-I et Paris-Sorbonne, dans le cadre des cours sur le Moyen-Orient contemporain (XIX^e-XXI^e siècles).

L'histoire ottomane, séculaire en France, s'est surtout développée après la Seconde Guerre mondiale, profitant de l'ouverture des archives de la Turquie, d'une part pour répondre aux besoins des byzantinistes, d'autre part dans un esprit d'histoire économique et sociale caractéristique de la période, en maintenant un intérêt traditionnel pour l'étude de l'islam (notamment le soufisme). Formés par cette première génération et par Louis Bazin aux Langues O, des chercheurs recrutés, assez nombreux, à l'EPHE, l'EHESS et au CNRS, ont développé et diversifié l'histoire ottomane dans les périodes (XVI^e, XIX^e-début XX^e siècle) comme dans les sujets (histoire sociale, intellectuelle, éventuellement religieuse davantage qu'histoire politique) tandis qu'Aix-en-Provence, dans la filiation d'André Raymond, a développé les études des provinces arabes à l'époque ottomane, aussi bien à l'Université (université de Provence, devenue AMU) qu'au CNRS (IREMAM). Toujours à Aix-en-Provence, jadis marqué par la présence dans les années 1960-1980, de Robert Mantran, professeur d'histoire ottomane, trois ou quatre spécialistes de la Turquie maintiennent une présence, mais réduite par rapport à l'omniprésence du monde arabe dans le pôle aixois. Enfin, On vient de recruter à Aix-Marseille-Université une MCF de langue turque, spécialisée en histoire ottomane. A Strasbourg, les travaux effectués ont porté surtout sur l'histoire culturelle et politique de la fin de l'époque ottomane et de la République turque, avec – actuellement – un point fort sur la question des minorités (migrations, minorités turques et en Turquie) : mais il y a une actuelle reconfiguration de l'équipe de Strasbourg après la fusion des universités.

C'est donc à Paris, avec l'INALCO, l'EHESS, l'EPHE (IV^e section) et l'ENS-Ulm, que se forment, pour l'essentiel, les turquisants français. L'affirmation de l'importance des études turques et ottomanes dans le paysage scientifique français, a été due en grande partie à l'action du regretté Gilles Veinstein : son élection au Collège de France en 1999 fut une première pour les études turques et ottomanes et assura le développement de son équipe. La chaire du Collège de France pilotait la revue *Turcica*, fondée en 1969, assurant un numéro par an, publiée par Peeters.

Il existe en France une vraie tradition de recherche sur **l'islam balkanique**, initiée par Alexandre Popovic, directeur de recherches au CNRS, aujourd'hui à la retraite. Des enseignements sont dispensés (exclusivement à Paris : INALCO, EHESS, Sciences Po). Les recherches portent à la fois sur l'époque ottomane et post-ottomane : il s'agit d'historiens, de politologues et d'anthropologues. La présence de spécialistes des Grecs à l'époque ottomane, le recrutement de

byzantinistes intéressés à l'Empire ottoman profitent aussi bien à l'étude de l'Anatolie qu'à celle des Balkans.

L'Asie centrale – domaine d'avenir qui nécessite en principe de lire russe, persan, langues turques – est représentée par un séminaire, une revue, un Institut (l'IFEAC) à Bichkek. Des trois historiens français de l'Asie centrale, un seul, directeur d'études à l'EHESS, est habilité. La qualité des jeunes chercheurs travaillant sur ce champ, malgré leur petit nombre, rend optimiste pour l'avenir dans un contexte international de forte expansion des études sur l'Asie centrale (États-Unis, Japon).

C. MONDE IRANIEN ET IRANO-INDIEN

L'Institut français de recherches en Iran (IFRI) : depuis 2009, l'IFRI à Téhéran ne peut plus accueillir de chercheurs en master ou en thèse. Il continue d'offrir les services de sa bibliothèque, finance publications collectives, actes de colloques ou journées d'études, et contribue à la prise en charge de bourses (en dehors d'Iran). Les conséquences sur le domaine d'études sont toutefois catastrophiques.

L'UMR Monde indien et iranien est la seule équipe, actuellement, qui regroupe les iranisans français. Remarquable par la qualité des travaux et des chercheurs, organisant de longue date des Journées annuelles pour une bonne visibilité de l'équipe (un modèle repris par le CETOBAC), l'équipe est toutefois menacée à la fois par un certain manque d'actions collectives et par un vieillissement rapide : plusieurs enseignants-chercheurs ne peuvent d'ailleurs y être qu'associés, vu les pressions actuelles de leurs universités pour intégrer leurs enseignants dans leurs propres équipes. Deux récentes HDR (Iran de la période timouride, littérature persane classique) et quelques recrutements récents (un CR en Iran contemporain), ainsi que d'actifs séminaires organisés à l'IISMM ou à Paris-III laissent toutefois quelques espoirs. L'ambitieux projet de recherches « Perso-Indica. A Critical Survey of Persian Works on Indian Learned Traditions » animé par un MCF de Paris-III d'origine italienne ouvre la voie à des renouvellements importants.

Les soucis d'encadrement et de formation sont toutefois extrêmes : s'agissant des **études sur l'Iran**, il est impossible à un étudiant s'intéressant à l'Iran contemporain et souhaitant aujourd'hui se former de s'inscrire en thèse, quelle que soit sa discipline, avec un directeur de recherche compétent. Il n'y a pas aujourd'hui le moindre historien spécialiste de l'Iran musulman aujourd'hui (médiéval, moderne, contemporain) dans un département d'histoire de l'Université française – à la différence de la Turquie. Y compris à l'INALCO ! Le seul historien de l'Iran à l'époque contemporaine, au CNRS, n'est pas encore habilité. **La formation et le recrutement d'historiens de l'Iran à toutes périodes paraissent donc une priorité de la décennie à venir.** L'histoire de l'Iran musulman n'est plus enseignée à l'EPHE, et seule la sociologie de l'Iran est présente à un unique séminaire à l'EHESS (le DR en question partant bientôt à la retraite). « Alors que Paris est peut-être la ville au monde qui concentre le plus grand nombre de chercheurs en poste sur le Proche-Orient et le monde musulman »,

comme le signale un rapport, et alors que les séminaires spécialisés sur l'Iran, à Paris, organisés par des MCF ou des CR CNRS, réunissent des dizaines d'auditeurs, de tels déficits paraissent flagrants.

D. ASIE DU SUD MUSULMANE (INDE, PAKISTAN)

Après une première impulsion donnée dans les années 1960 à partir de l'EPHE, les études sur l'Asie du sud musulmane se sont véritablement développées en France grâce à Marc Gaborieau (CEIAS, CNRS-EHESS) qui, dans les années 1980 a obtenu l'ouverture à l'EHESS d'une chaire d'anthropologie historique des mondes musulmans sud-asiatiques qu'il occupa jusqu'à son départ à la retraite en 2003. Avec Alexandre Popovic, il créa à l'EHESS un programme de recherches interdisciplinaires couplé à un Groupe de recherche sur l'islam périphérique. Ces initiatives contribuèrent au décloisonnement des « aires culturelles » et à l'émergence d'une vision plus ouverte de l'islam et des études islamiques en France, jusque là surtout centrées sur les mondes arabe et iranien. Ces recherches dynamiques sont aujourd'hui essentiellement représentées par le CEIAS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud), avec des chercheurs se trouvant également au CERI, à l'INALCO, à Paris-III, Paris Sorbonne ou l'Université d'Aix-Marseille. Du côté des médiévistes, des recherches sur l'océan Indien et le programme de l'ANR MeDIan (les Sociétés méditerranéennes et l'Océan indien) ont permis d'entamer un décloisonnement chronologique et disciplinaire sur cette région. L'antenne de l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) créée à Pondichéry en 1955, essentiellement dédiée à l'indologie, comporte désormais un axe de recherche sur les mondes marchands indiens.

L'éventail assez varié des recherches comprend différentes disciplines (anthropologie, épigraphie, géographie, histoire, littérature et sciences politiques) et différents thèmes (Inde médiévale, empire moghol, historiographie et littérature indo-persanes, cultures matérielles, soufisme, minorités religieuses, diasporas, études urbaines...) et se concentre surtout sur l'Inde du nord et le Pakistan. De nombreux départs à la retraite récents ou à venir (dont le professeur d'ourdou de l'INALCO) menacent cependant le champ des études sur les cultures littéraires indo-musulmanes. Aujourd'hui, seules quatre personnes en France peuvent diriger des thèses sur l'Asie du Sud musulmane et fort peu de doctorants intéressés par cette zone ont le niveau suffisant en langues vernaculaires ou cosmopolites (persan, arabe, ourdou, etc.). Outre ces menaces sur l'avenir, le CEIAS identifie un déficit disciplinaire en économie, histoire de l'art, archéologie, sociologie, islamologie ; la rareté de la recherche sur l'histoire contemporaine, les mouvements réformistes du XIX^e siècle, la littérature ourdoue, les questions foncières et de patrimonialisation ; les recherches sur le Bengale, le Kerala, le Tamil Nadu, le Bangladesh, les Maldives, le Népal, le Sri Lanka : autant de thèmes ou d'espaces tout à fait négligés dans les recherches françaises.

E. ASIE DU SUD-EST (INDONESIE, MALAISIE, PHILIPPINES)

Sur la quarantaine de chercheurs et enseignants-chercheurs travaillant en France sur l'Asie du Sud-Est en sciences humaines et sociales, près d'une trentaine sont au Centre Asie du Sud-Est (CASE), une UMR fondée en 2006 par la fusion d'Archipel et du LASEMA. Six d'entre eux ont des publications qui entrent clairement dans le champ des études islamiques et une quinzaine au total travaillent sur des régions ou des thématiques qui ont un lien avec l'islam (Asie du Sud-Est insulaire, Indonésie, Malaisie, et minorités musulmanes en péninsule). En dehors de Paris, aucune équipe sur l'Asie travaillant sur l'Asie du Sud-Est n'atteint de taille critique. Quelques universitaires isolés enseignent ça et là (Toulouse, le Havre, la Rochelle) mais seuls Lyon et Aix-Marseille (IAO et Irasia), en intégrant ces enseignants-chercheurs dans des unités plus larges, leur permettent de bénéficier d'un environnement scientifique stimulant.

Pour des raisons liées au poids de l'Asie du Sud-Est dans la discipline et à un réel dynamisme dans la formation des étudiants, l'anthropologie est particulièrement bien représentée dans les études sud-est asiatiques. Actuellement pourtant aucun anthropologue de la région ne travaille sur l'islam : l'anthropologie religieuse se limite aux courants majoritaires présents en péninsule et aux groupes minoritaires (*i.e.* non musulmans) dans l'ensemble archipélagique. S'agissant des disciplines de temps long (histoire, archéologie, épigraphie, littératures anciennes) la formation puis les recrutements ont connu un important trou d'air depuis une quinzaine d'années avec la disparition de Denys Lombard dont les collègues de la même génération n'ont pas repris le rôle d'encadrement. Une nouvelle génération, plus impliquée dans la formation des étudiants, est désormais en poste mais les titulaires d'HDR sont encore trop peu nombreux. Les études géographiques sur la région ont toujours fait preuve d'un dynamisme qu'il convient de saluer, mais que plusieurs départs à la retraite récents pourraient fragiliser. La science politique est, de manière surprenante, le parent pauvre de l'aire culturelle : la retraite de l'un de ses deux représentants et la reconversion de l'autre dans les études historiques ne laissent plus en poste qu'une très jeune agrégée ne travaillant que sur des sources en anglais. Quant à la répartition par pays, elle est à peu près équilibrée, à la notable exception de la Malaisie très peu travaillée et surtout des Philippines, zone d'ombre de la science française. **L'EFEO (École française d'Extrême-Orient) dispose de deux antennes dans la zone** : l'une à Jakarta (Indonésie), dynamisée par Denys Lombard à partir de 1966, encourage un important programme de traduction en indonésien des recherches françaises sur l'archipel ; l'autre, à Kuala Lumpur (Malaisie) a ouvert en 1987.

Le gros problème des études sud-est asiatiques est leur absence quasi-totale de l'Université (hors INALCO s'entend) : la plupart des rares maîtres de conférence ou professeurs des universités en poste qui traitent de l'Asie du Sud-Est ne maîtrisent aucune langue de la région et ne peuvent de ce fait que s'en tenir aux sources en langues européennes (et donc à l'histoire coloniale ou à celle des relations internationales). Les spécialistes mieux ancrés dans leur aire culturelle sont presque tous au

CNRS, à l'École française d'Extrême-Orient ou à l'INALCO. Leur collaboration au sein du CASE (et donc de l'EHESS) fonctionne plutôt bien pour ce qui est des masters, bien que le statut de l'INALCO en tant que tutelle reste à négocier. Le problème est par contre plus flagrant s'agissant de la licence (au cours de laquelle se dessinent bien souvent les futures vocations. Faute de formations cohérentes et organisées à ce niveau, les études sud-est-asiatiques n'attirent que trop rarement les meilleurs étudiants, seuls à même, plus tard, de pouvoir décrocher un poste. La formation des PRES (désormais Comue) aurait pu constituer l'occasion de construire de tels parcours, mais avec l'EHESS dans un PRES et l'INALCO dans un autre, les choses se sont au contraire singulièrement compliquées et seule la bonne volonté des acteurs permet à ce jour de maintenir si ce n'est une cohérence, au moins une certaine coopération en la matière. **En résumé, le paradoxe – constaté pour d'autres régions des mondes musulmans – est donc le suivant : les étudiants sont d'un côté, les chercheurs susceptibles de les former de l'autre.** Les rares enseignants-chercheurs dans les universités orientent trop souvent leurs étudiants vers des sujets d'histoire coloniale ou de « relations internationales » (sujets n'exigeant aucune connaissance linguistique particulière) et les chercheurs du CNRS ne s'impliquent pas assez dans la formation d'étudiants avant le doctorat, au mieux le master, et étant – par définition, sauf parfois dans des charges de cours à l'INALCO ou dans des IEP – absents de la formation en licence qui alimente en réalité les vocations.

En ce qui concerne les publications et les traductions enfin, trois revues françaises sont consacrées à l'Asie du Sud-Est dont une seule de rang vraiment international (*Archipel*, dans laquelle l'anglais est en passe de devenir prépondérant). En dehors de Karthala et des Indes Savantes, peu de maisons d'éditions francophones s'intéressent à la région et d'importantes publications se font désormais en anglais. La traduction de et vers les langues locales dépend largement de l'implication des antennes locales de l'EFEO : remarquable dans le cas de l'Indonésie et de la Malaisie (une demi-douzaine d'ouvrages publiés chaque année), elle est plus limitée ailleurs.

Après ce panorama régional, concluons sur les Centres français de recherche à l'étranger. Repenser l'articulation entre les échelles nationale, régionale et transnationale impose de réfléchir à une nouvelle architecture institutionnelle de notre politique de recherche à l'étranger – trop séparée entre structures MAE et structures MESR. L'exemple CEDEJ-IFAO au Ciare en est la meilleure illustration, on l'a vu.

Une meilleure cohérence de l'action scientifique, une rationalisation et une mutualisation des ressources doivent être encouragées. Cela permettrait aussi d'assurer une visibilité plus grande et de garantir la pérennité afin de sanctuariser ces centres de recherche français à l'étranger vis-à-vis des contingences politiques internes et externes. Cela susciterait de nouveaux dynamismes dans la communauté scientifique. On pourrait imaginer, suggère un rapport, la constitution d'un conseil scientifique commun aux UMIFRE, à l'IFAO, avec – pourquoi pas – des invitations faites au Centre des Glycines et à l'IDEO, ou encore à la Sorbonne Abu Dhabi que l'on encouragerait à développer des

projets de recherche. Les centres, indispensables au maintien des études locales et à l'accès au terrain, pourraient ainsi communiquer entre eux autour de projets scientifiques, malgré la diversité des tutelles ou des financements. Dans les pays qui restent actuellement non couverts par les instituts (Algérie notamment, pays du Golfe), il pourrait être envisagé de poster des chercheurs dans des institutions locales de recherche sur la base d'accords. La mutualisation de certains services, comme celui des publications, ou des échanges entre bibliothèques de centres permettrait de bâtir une véritable politique éditoriale au niveau régional et international (traductions en arabe et de l'arabe, aide à l'édition et à la traduction de la recherche française en anglais), sans que, pour autant, la production de monographies, de synthèses et de coéditions au niveau local soit négligée.

IV. LA DOCUMENTATION :

DES HERITAGES TRES RICHES, DES MOYENS DERISOIRES

A. BIBLIOTHEQUES ET RESSOURCES

Les fonds très riches de bibliothèques françaises, surtout parisiennes, sont un héritage et un atout : BnF, IMA, BULAC héritière de plusieurs fonds dont celui de l'INALCO, Sorbonne, Sainte-Geneviève, Bibliothèque de l'Institut d'études arabes, turques et islamiques du Collège de France, bibliothèque de Strasbourg héritière de l'orientalisme allemand, bibliothèque de la Maison de l'Orient à Lyon et Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme à Aix, bibliothèque de Sciences Po. À cela s'ajoutent les fonds des **bibliothèques des instituts français à l'étranger** (IFAO, IFPO, CJB, etc.), ou des congrégations religieuses : citons notamment la Bibliothèque des pères blancs de **l'Institut des Belles Lettres arabes (IBLA) à Tunis**, ayant malheureusement brûlé (elle a été reconstruite depuis), ou la bibliothèque de l'Institut dominicain d'études orientales au Caire.

La bibliothèque du CEDEJ est toujours inaccessible (bien que désormais en rayonnages), de même que celle de l'IFEAC (toujours en cartons à Tachkent, tandis que l'Institut a été transféré à Bichkek). La bibliothèque du Centre Jacques Berque à Rabat, héritière d'un fonds documentaire de la bibliothèque de la Résidence générale, à l'époque du protectorat, oriente sa politique d'acquisition vers le Maroc et le Maghreb.

Pour la Turquie, outre les fonds existants à la BULAC, à la BnF, à la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine), ou au CADIST (centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique) de la Bibliothèque d'Aix-Marseille-Université, le « fonds Bozarslan » sur la Turquie contemporaine, en projet, sera intégré au GED (Grand Équipement Documentaire) du Campus Condorcet.

Différentes bibliothèques possèdent d'importants fonds sur **l'Asie du sud musulmane** : BnF, BULAC, Bibliothèque universitaire (BU) d'Aix-Marseille, BU Lyon, BU Strasbourg, bibliothèques du CEIAS, du Centre Michelet, de l'EFEO, de l'Institut d'études indiennes du Collège de France, de l'INHA (Institut national d'histoire de l'art), du musée Guimet, du musée du quai Branly, de la Société asiatique.

Les ressources documentaires sont assez riches concernant les anciennes colonies françaises d'Asie du Sud-Est et l'Indonésie, qui a bénéficié d'une politique d'achat systématique depuis une cinquantaine d'année. Les fonds sur la Birmanie, la Malaisie et surtout les Philippines sont par contre beaucoup plus modestes. L'UMIFRE (l'IRASEC) de la région est de fondation trop récente et de compétence trop élargie (onze pays, une dizaine de langues nationales) pour pouvoir espérer jouer un rôle dans ce domaine. L'École française d'Extrême-Orient, en collaboration avec le CASE pour certains pays (l'Indonésie essentiellement), a heureusement une politique suivie d'achat en langue

vernaculaire qui a permis la création de fonds cohérents. La création de la BULAC aurait pu être l'occasion de créer un vaste pôle documentaire sur l'Extrême-Orient (aux côtés de celui de Sciences Po, moins actif depuis quelques années), mais le maintien de la bibliothèque de l'EFEO avenue du président Wilson et la constitution d'un nouveau pôle documentaire de l'EHESS pour accompagner ses équipes dans la plaine d'Aubervilliers ont signé, *de facto*, la fin de cette ambition centralisatrice.

Du point de vue des études islamiques en arabe, **l'Institut dominicain d'études orientales du Caire est aujourd'hui la bibliothèque française la plus utile** grâce à l'extrême cohérence de sa politique d'achat et à son extraordinaire catalogue numérisé, un vrai instrument de recherche : fonds de 155 000 ouvrages, 55 000 titres, essentiellement des sources arabes des dix premiers siècles de l'hégire. La nouvelle bibliothèque, bâtie sur le fonds ancien de l'Idéo, date de 2002. L'Idéo utilise son propre **catalogue al-Kindi** qui a déjà connu trois versions elles-mêmes en interface français, anglais, russe, et arabe. Il comporte 200 000 notices qui sont directement en arabe (pas de translittération) et propose une indexation très poussée. Il faut attirer l'attention sur l'outil « Onomastique » qui permet de trouver un auteur par ses différents noms ou appellations en arabe (l'*ism*, le *laqab*, la *nisba*, la *shuhra*), en croisant cette information avec les dates de vie ou de mort, etc. Avec les nouvelles normes mondiales FRBR (Functional Requirements of Bibliographic Records, en français : spécifications fonctionnelles des notices bibliographiques), actuellement mises en place, on indexe non seulement les ouvrages, mais aussi les œuvres elles-mêmes, avec une arborescence qui permet d'accéder aux éditions, adaptations, traductions, réfutations, etc., ce qui correspond particulièrement bien à la culture arabe et islamique. Le projet al-Kindi v. 4, propre à l'Idéo fait figure de modèle : cette nouvelle version du catalogue va non seulement faciliter la recherche d'ouvrages dans un fonds multilingue, mais elle permettra en outre de visualiser, dans une interface logicielle novatrice, le contexte dans lequel ont été écrits les livres du fonds – mobilisant tout un pan de l'histoire de l'islam. Ce qui est unique sur al-Kindi4, c'est l'usage de la date hégirienne. Second point fort, le caractère unifié du catalogue de l'Idéo, puisqu'il a été dès le début en langue arabe et jamais translittéré, à la différence de beaucoup de bibliothèques françaises. Enfin, un troisième point fort de la bibliothèque de l'Idéo : l'indexation des revues, article par article, une chose qui ne se fait plus guère ailleurs, faute de moyens humains.

Cette bibliothèque soutenue par des efforts (humains surtout) exceptionnels fait figure de modèle, que ne peuvent suivre la plupart des autres bibliothèques françaises spécialisées qui s'épuisent en général dans la gestion de l'existant. Certains bibliothécaires ne peuvent, pour raisons purement administratives, se rendre à une Foire du Livre arabe (il y en a cinq par an, dans tout le monde arabe), voire, dans le cas de la bibliothèque universitaire de Lyon, pas même acheter des livres à Paris. Ils passent par des fournisseurs chez qui ils dépensent leurs maigres fonds (environ 3 000 ou 4 000 euros par an). Ces fonds seraient-ils plus importants que les moyens humains (bibliothécaires magasiniers, catalogage, listes d'achats), et souvent la place, manquerait. Souvent, on renonce aux abonnements aux revues, d'abord sous forme papier, bientôt sous forme numérique – car les

abonnements aux « bouquets » sont de plus en plus chers : **la numérisation n'est pas le remède à la misère de la grande majorité des bibliothèques françaises.**

Signalons les bibliothèques de centres de recherches spécialisés qui ont trop souvent vocation à pallier les lacunes, la disette financière ou la pesanteur des bibliothèques plus importantes, celles où vont les étudiants de licence – quand ils vont en bibliothèque. Ce sont aussi les bibliothèques de centres actifs, par exemple **IRBIMMA : Institut de recherches sur Byzance, l'Islam et la Méditerranée au Moyen Âge** – de l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne et rattachée à l'UMR 8167 Orient et Méditerranée, qui achète et catalogue très rapidement les ouvrages parus sur le monde arabe médiéval, mais seulement arabe et proche-oriental (donc rien sur l'Iran, ni Maghreb, ni al-Andalus). 15 000 livres en tout, dont moins de 1 000 ouvrages en langue arabe (des sources pour l'essentiel). La **bibliothèque Henri Massé (UFR d'études arabes et hébraïques de Paris-Sorbonne)** compte 8 000 ouvrages dont 40 % en arabe. Elle est née vers 1980 de la fusion de deux bibliothèques privées, celle de Henri Massé et celle de Charles Pellat. L'atout de la bibliothèque : elle est vraiment fréquentée parce que ses locaux sont situés au milieu de l'UFR d'arabe. Les acquisitions (budget de 4 000 euros par an) sont surtout tournées vers l'enseignement (programmes d'agrégation) et la recherche des enseignants-chercheurs en place.

La **Section arabe de l'IRHT** a une petite bibliothèque de 4 000 titres, spécialisés dans la période ancienne (jusqu'à l'époque mamelouke). Située dans les locaux du Collège de France, à Cardinal Lemoine, et devant prochainement déménager, elle manque cruellement de place. Il existe aussi une filmothèque avec 4 000 reproductions de manuscrits. Avec la bibliothèque de la Chaire du Collège de France, cette bibliothèque appartiendra à l'Institut des Civilisations du Collège de France, tout en se trouvant concrètement sur le Campus Condorcet : ainsi, chercheurs et livres seront séparés. Il est par ailleurs de plus en plus difficile à la Section arabe de l'IRHT d'acquérir des ouvrages, les libraires parisiens ont peu d'intérêt pour les sources médiévales, et les fournisseurs de livres arabes ne sont pas intéressés à travailler avec une si petite bibliothèque. Quant aux reproductions numérisées de manuscrits, elles sont devenues presque impossibles pour une institution, paradoxalement plus faciles pour un particulier – mais onéreuses. **Une petite bibliothèque très spécialisée (Institut des traditions textuelles)** ira également au Campus Condorcet, dans le Pôle érudition. Elle accueille des fonds de laboratoires CNRS spécialisés dans le néoplatonisme, l'histoire des sciences, la philosophie arabe et l'histoire médiévale. Le budget annuel est de 4 000 euros dont 2 000 euros vont aux revues. Il y a environ 14 000 titres arabes. Le dépouillement des revues est arrêté depuis 2011, faute de personnel.

À Lyon, la **Bibliothèque interuniversitaire Lyon-II, Lyon-III et ENS-Lyon** peine à acquérir de quoi améliorer son fonds (5 à 6 000 ouvrages en arabe en libre-accès, 1 000 ouvrages en magasin, 10 à 20 % du fonds en autres langues que l'arabe, budget de 6 000 euros). Les fonds concernent surtout la littérature, l'histoire et la philosophie. Plus considérable, la **Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM)** compte 15 à 30 000 volumes, mais peu de ces livres sont en langue

arabe, et l'on trouve surtout à la MOM des livres en langues européennes portant sur l'histoire et géographie.

À l'exception notable de l'IDEO situé au Caire, la France ne compte finalement que quatre bibliothèques qui continuent réellement à acquérir des livres en arabe : d'une part la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH Aix-en-Provence), la BULAC, l'Institut du Monde Arabe et – à un moindre degré – la Bibliothèque d'arabe de Paris-III (toutes trois à Paris). La **Bibliothèque d'arabe de Paris-III** est le résultat de la fusion réalisée administrativement dans les années 1960 et physiquement dans les années 1980 de l'Institut d'études islamiques et du Centre d'études de l'Orient contemporain. Le fonds est assez spécialisé : islam, époque contemporaine, beaucoup d'ouvrages en littérature, histoire, langues. La bibliothèque compte 15 000 ouvrages dont 50 % en langue arabe, 1 000 ouvrages dans le fonds hébraïque et 500 titres de périodiques, dont 50 vivants. Les acquisitions, via des fournisseurs, représentent 15 000 euros par an, dont la moitié de monographies, le reste allant aux périodiques. Les ouvrages en arabe acquis chaque année sont au nombre de 300 à 400. C'est peu.

La BnF qui garde une très importante et célèbre collection de manuscrits orientaux (site Richelieu) et qui a joué longtemps un rôle important dans les littératures moyen-orientales sur le site Tolbiac se désengage rapidement de ce dernier pan : ceci a d'abord été le cas pour le persan (arrêt des achats depuis une bonne dizaine d'années), puis l'arabe avec le départ récent du conservateur des imprimés arabes. La proximité géographique de la BULAC a accentué le phénomène. Seule une conservatrice spécialisée dans les manuscrits et imprimés turcs maintient une présence, épaulée par le conservateur des imprimés hébraïques et celui chargé des imprimés arméniens. La question de l'acquisition de livres en langues orientales semble ainsi déléguée à la BULAC, voisine de la BnF. C'est sans doute regrettable, et il faudrait maintenir l'implication de la BnF dans les études orientales, en complémentarité avec la BULAC.

La BULAC a été créée en novembre 2001, par neuf établissements fondateurs du projet de Bibliothèque universitaire des langues et civilisations, sous la tutelle de la direction de l'Enseignement supérieur et de la direction de la Recherche, dans le cadre d'un groupement d'intérêt public dont l'objet est de préparer les collections, les services et l'installation de la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations. Ce dispositif a été renouvelé en 2009. **Le Pôle des Langues et Civilisations orientales (PLC) qui regroupe INALCO et BULAC a ouvert** le 3 octobre 2011 (pour les locaux universitaires) et le 12 décembre 2011 pour la bibliothèque. « La BULAC a pour mission de rassembler des collections documentaires sur les langues et civilisations des aires culturelles couvrant l'Europe balkanique, centrale et orientale, le Moyen-Orient et l'Asie centrale, l'Afrique, l'Asie, l'Océanie jusqu'aux civilisations amérindiennes. Tous les types de documents et de supports concourent à cet objectif : documents imprimés (monographies et périodiques en toutes langues), en feuilles, photographiques, audiovisuels ou électroniques. » L'ouverture en 2011 a été

incontestablement un grand succès : bâtiment réussi, bibliothèque lumineuse et agréable, facilité d'accès, très nombreux ouvrages en libre accès.

Les collections arabes, très riches, viennent essentiellement de l'ancienne bibliothèque de l'INALCO. Officiellement le secteur arabe représente à la BULAC plus de 60 000 ouvrages (dont environ 48 500 en magasin) et plus de 167 revues. Le nombre d'ouvrages est probablement beaucoup plus important pour trois raisons : le passage du catalogue papier au catalogue informatique ne concerne qu'à peine un tiers des ouvrages du secteur arabe acquis avant 2001 ; la constitution du fonds arabe s'est fait en répartissant les ouvrages dans des cotes ARA et des cotes GEN. Enfin, les ouvrages qui ne sont pas exclusivement consacrés au monde arabe ne sont pas comptés comme relevant du secteur arabe. Par exemple, un ouvrage sur la guerre Iran-Irak n'est compté ni dans le secteur arabe ni dans le secteur persan mais dans les « généralités ». De même, tout ce qui concerne le monde arabe à l'époque ottomane est compté dans le secteur turc, quand bien même « ottoman » ne désignerait que la période chronologique, et même si l'ouvrage est écrit exclusivement en arabe sur le monde arabe. Le fonds manuscrit comporte presque 2 000 manuscrits et feuillets, le fonds manuscrit historique (celui catalogué par Abraham Danon au début du XX^e siècle, puis par Georges Vajda, catalogues restés inédits) est d'environ 650 manuscrits mais ne tient pas compte des nombreux feuillets et opuscules isolés. Ce fonds ancien, localisé désormais à la Réserve, est exceptionnel. Le fonds des périodiques (lacunaire) est très important. Les points forts des collections sont la linguistique ; les sciences humaines, la langue arabe, l'islamologie (toutefois négligée depuis quelques années). La bibliothèque ayant été coupée de l'INALCO pendant longtemps, il y avait très peu de libre-accès. Il a fallu rattraper tout cet aspect pédagogique lors de la mise en place de la BULAC : constituer le libre-accès et adapter le système Dewey. Le catalogage est en bi-écriture : caractères originaux et translittération. Le gros chantier de la rétroconversion est en cours (actuellement 30 % a été fait pour l'arabe). Le positionnement de la BULAC par rapport aux autres bibliothèques parisiennes reste à définir : il existait une convention de partage documentaire avec la BnF, qui est à renégocier après le départ du conservateur des imprimés arabes à la BnF. Il existe par ailleurs une convention avec l'IMA ainsi qu'une collaboration avec Paris-III.

Le problème est que la BULAC ne dispose en réalité, malgré un organigramme impressionnant, que de peu **de bibliothécaires orientalistes formés comme tels, faute de postes et parfois faute de candidats *ad hoc***. Exemple : jusqu'en septembre 2013, un doctorant (par ailleurs compétent) s'occupait à temps partiel à la fois de l'hébreu et de l'arabe, et ne disposait, par an, de 3 000 euros pour chacune des deux langues. On comprend que ces moyens humains et financiers consentis, dérisoires, ne permettent pas d'accroître les fonds qui sont aujourd'hui approvisionnés avant tout par des dons ou legs (eux-mêmes tardant à être catalogués, toujours faute de personnel). Les commandes faites par des chercheurs mettent parfois des mois, voire des années à être faites, le catalogage traînant également. La BULAC pose par ailleurs des problèmes d'usage et d'orientation qui ont été déplorés dans une lettre d'un collectif d'usagers orientalistes, transmise aux membres du CS de

la BULAC (juin 2013). Plusieurs des rapports envoyés au GIS le soulignent : la BULAC est ouverte à tous ses membres fondateurs par ses conditions de création mêmes, celles d'un GIP (groupement d'intérêt public). La bibliothèque orientaliste la plus importante de France fait donc office de bibliothèque municipale ou de lieu de révision pour les étudiants voisins de Paris-VII (notamment les étudiants en médecine), on n'y trouve plus de place à certains moments de l'année ; les nouvelles acquisitions traînent ; les numéros récents d'un grand nombre de revues ne sont toujours pas consultables ; les délais pour l'achat d'ouvrages suggérés, leur catalogage et leur mise en rayon ou mise à disposition aux lecteurs sont anormalement longs (plus d'un an), ce qui dissuade les chercheurs de commander des ouvrages. Quoi qu'il en soit des réels efforts fournis, les facilités de travail en bibliothèque orientaliste à Paris pour les étudiants en master et en thèse comme pour les chercheurs sont aujourd'hui très en deçà de la plupart des grands centres européens, comme Londres, Berlin ou Munich.

La Bibliothèque de l'Institut du Monde arabe (BIMA) est une bibliothèque privée, à la fois grand public et destinée aux étudiants et chercheurs, qui compte 85 000 volumes dont la moitié en langues occidentales, et environ 1 500 titres, dont 500 vivants et dont 700 titres en arabe. De nombreux titres de périodiques archivés ont toutefois été détruits à l'occasion de la restructuration. Les fonds portent surtout sur le monde arabe contemporain, mais comprennent aussi les indispensables bases classiques, avec un fonds ancien constitué grâce à des dons (le fonds Sayyid) ou des achats. Actuellement, le Musée vient d'être rénové grâce à des fonds européens et un don du Koweït. Le futur catalogue permet d'entrer dans les réseaux comme le SUDOC. Trois collègues s'occupent des achats (livres en langues occidentales, livres en arabe acquis dans les foires ; périodiques). La BIMA acquiert 3 000 ouvrages en arabe par an, avec quatre axes privilégiés : la littérature contemporaine, le droit, l'art contemporain et la question palestinienne. La bibliothèque deviendra une médiathèque avec 150 places assises, trois salles de 1 000 m², peut-être un espace chercheurs à part. Cela dit, comme dans toutes les bibliothèques, il y a une érosion du public, malgré l'ouverture toute l'année de la bibliothèque, été compris.

À Aix-en-Provence, la bibliothèque de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) s'occupe à la fois des fonds arabes pour étudiants à la Bibliothèque universitaire, et des fonds pour la recherche. La bibliothèque compte 140 000 ouvrages, dont 41 000 en arabe et une centaine de titres vivants de périodiques en langue arabe. En fait, beaucoup des numéros de revues sont acquis lors des Foires du Livre, où on fait des « rattrapages » sur les lacunes. Actuellement la presse étant supposée numérisée, il n'existe plus les revues de presse, documentation très précieuse, autrefois proposée par le CEDEJ ou par le Centre de l'Orient contemporain à Paris-III, et qui alimentait directement des travaux de recherche. Les moteurs de recherche sur Internet ne pallient pas nécessairement cette documentation fine. A la MMSH, la politique d'acquisition en langue arabe (entre 1 500 et 2 000 titres par an) se fait presque uniquement dans les Foires du Livre (Beyrouth, Casablanca, Tunis, Alger, Le Caire, Damas). Il s'agit d'ouvrages en sciences humaines et

sociales, aussi des spécialités fortes en économie et droit, que la MMSH cherche à maintenir malgré l'absence de chercheurs *ad hoc*. De nouveaux créneaux apparaissent : la finance islamique, le droit positif en pays d'islam... Quant au numérique, il porte sur plusieurs volets, surtout sur les documents très anciens non communicables et livres de droits (avant tout les ouvrages publiés en France). La MMSH (dont la médiathèque comprend une iconothèque, une phonothèque et la bibliothèque) compte énormément de **dons dans les acquisitions**, dont les photographies des chercheurs (documents de terrain) ou les archives audio des chercheurs (le fond Roux sur le berbère). Le travail de numérisation lui-même ne serait pas si prenant, s'il n'était précédé d'un énorme travail en amont de classement. Or il y a de moins en moins de personnel, donc de moins en moins de temps consacré à ces tâches. Les horaires d'ouverture sont d'ailleurs assez restreints.

Concluons : à un niveau dramatique, et pour toute la France, on peut considérer qu'il n'y a plus guère d'achat d'ouvrages de langue arabe (même les grandes bibliothèques vivent surtout de dons). **On n'achète plus en arabe ni les très nombreuses sources primaires éditées ou rééditées, ni a fortiori la littérature secondaire en langue arabe (nombreuses thèses éditées dans le monde arabe), et on néglige par définition les sujets qui ne seraient pas actuellement traités par des chercheurs en poste. En ce qui concerne nos régions, ces fonds ne sont pas, aujourd'hui, renouvelés, sauf par des dons.** Les bibliothécaires concernés ne se connaissent pas toujours réciproquement, et aucune structure fédérative d'ensemble n'a été créée (à la différence de ce qui existe pour l'Asie), ce qui permettrait par exemple l'échange de doublons ou d'informations sur les parutions utiles.

L'achat de la littérature secondaire et des ouvrages récemment parus en langues occidentales, de plus en plus nombreux et de plus en plus chers (par exemple, chez l'éditeur orientaliste Brill, un livre de base oscille entre 80 et 150 euros...) devient difficile ; le repli vers le numérique n'est pourtant, manifestement pas non plus la panacée, car les abonnements aux revues sont de plus en plus coûteux, ou passent par des bouquets dont une partie n'intéresse pas, en réalité, les orientalistes. La bibliothèque de Sciences Po, sans doute la mieux dotée en France, a vu en 2013 une réduction de 22 % de ses achats d'imprimés en un an, ainsi qu'une réduction du numérique de 10 % durant la même année : la situation devient préoccupante. La MMSH semble être la seule à avoir les moyens de ses ambitions. La bibliothèque de l'IMA en pleine restructuration doit satisfaire aussi à des exigences de vulgarisation pour un public plus large. La BNF s'est désengagée au profit de la BULAC, qui vit en partie, du point de vue des achats, sur ses acquis. **Pour l'étude de la période la plus contemporaine, on peut légitimement s'inquiéter**, Sciences Po devant se désengager partiellement de certains domaines et l'IMA choisissant de privilégier l'immédiat au détriment du contemporain en général. *Où constitue-t-on aujourd'hui en France des fonds systématiques en arabe sur le droit ou sur la finance islamique ?* Le passage par des intermédiaires lents, coûteux, pas nécessairement informés des nécessités de la recherche ; la méconnaissance de livres dont on ne peut

apprécier l'intérêt qu'en les manipulant, pas en les achetant sur Internet (d'autant que leurs titres, lorsqu'il s'agit d'éditions de textes anciens, sont parfois erronés ou inventés pour les besoins de l'édition) ; la lourde politique d'achat des administrations françaises (politique des marchés publics) : tout ceci freine de toute façon le moindre projet d'achat.

B. REVUES FRANÇAISES SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS (CF. LISTE EN ANNEXE)

En peu d'années, on a assisté à la **disparition de revues** comme l'ancienne et prestigieuse *Revue des Études Islamiques* ou les *CEMOTI (Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien)*, créés en 1985, disparus à la mort de Semih Vaner en 2008. *Maghreb-Machrek* dans son ancienne formule a disparu, pour faire place à une revue de vulgarisation qui tente actuellement de retrouver son niveau passé. On constate le maintien de revues de grande qualité (*Journal asiatique*) qui ne sont pas propres au monde musulman, mais aussi les oscillations de revues classiques comme *Studia islamica* (finalement reprise par Brill) et les mues de revues entièrement passées à l'électronique en même temps qu'à l'anglais (*Arabian Humanities*). Une seule revue sur l'Asie centrale, *Cahiers d'Asie centrale*, semble en déshérence – que le *Central Eurasian Reader*, revue de repérage bibliographique par ailleurs fort utile, n'a pas vocation à remplacer. Il n'existe pas de revue spécialisée sur l'islam balkanique, mais on peut consulter les revues *Études balkaniques*, publiée par le Centre d'études byzantines, post-byzantines et sud-est européennes de l'EHESS, et *Balkanologie* publiée en ligne par l'Association française d'études sur les Balkans.

On constate la vitalité de revues quand elles sont soutenues par un centre ou une école ou encore un éditeur privé (*Annales islamologiques, Bulletin critique des Annales islamologiques, Bulletin d'études orientales, Turcica, Abstracta iranica, Studia iranica, Arabica*) **ou encore une équipe soudée et motivée** (*Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, Cahiers de la Méditerranée, European Journal of Turkish Studies, Yod*). Signalons la reprise et l'actuel développement de l'*Année du Maghreb*. La plus lue de ces revues, au niveau international, *Arabica* est toutefois menacée précisément par son succès international et son maintien d'un profil relativement généraliste, ainsi que par l'explosion des études islamologiques au niveau mondial (mais pas en France !) : la rareté d'articles en français au niveau élevé à la fois philologique et scientifique contraste avec l'avalanche des articles en anglais proposés à la revue (plus de 90 % des textes proposés, venant du monde entier) – ce qui correspond à vrai dire au lectorat, majoritairement américain. Le comité de rédaction, en voie de renouvellement, peine à trouver des spécialistes de littérature, des linguistes, des islamologues pour expertiser les articles.

De façon positive, la plupart des revues généralistes françaises (*Annales, Archives de Sciences Sociales des Religions, Géographie et cultures, Revue d'histoire moderne et contemporaine, Revue d'histoire du XIX^e siècle, Vingtième siècle, Critique internationale*, etc.) acceptent volontiers des

articles sur l'aire culturelle Moyen-Orient et sur les mondes musulmans, et s'appliquent à recruter dans leur comité de lecture des spécialistes du Moyen-Orient et des mondes musulmans. Mais souvent, on ne leur propose pas beaucoup d'articles ayant trait à cette aire, ou bien les articles proposés ne sont pas écrits par de véritables chercheurs... Il faudrait sans doute encourager les chercheurs spécialisés sur l'islam à publier dans ces revues thématiques, pour améliorer la visibilité de notre champ d'études. Quelques projets récents ou en cours de numéros thématiques (*Vingtième siècle, Histoire de l'éducation*) tentent d'améliorer le panorama.

Problèmes communs des revues françaises

1. **La question du passage à l'anglais et de la nécessité d'avoir un « éditeur » anglophone :** déjà évoquée.
2. **Le passage du papier à la version électronique :** le problème est d'abord celui des bibliothèques qui n'ont plus assez d'argent, de place, ou de postes de bibliothécaires pour stocker les revues papier. Elles se tournent alors vers les abonnements électroniques, en abandonnant le papier, mais ceux-ci peuvent être soit plus ou moins forcés (on a vu la question avec *Arabica*, produit d'appel dans un bouquet de revues qui n'intéressent pas toutes l'acheteur), soit – et surtout – de plus en plus chers, ce qui peut laisser craindre, dans l'avenir, un désengagement des bibliothèques. **On remarque que les éditeurs français ne sont pas preneurs (exemple d'Édisud qui a laissé partir la REMMM), contrairement aux éditeurs étrangers qui éditent les revues françaises et continuent pour le moment à fournir des versions papiers : Peeters (*Turcica, Studia iranica*), Brill (*Arabica, Studia islamica*), Klaus Schwarz Verlag (*Central Eurasian Reader*).**

Remarque générale : Revues.org qui concerne beaucoup des revues précitées regroupe aujourd'hui 400 revues. Il est responsable de Freemium qui doit permettre la diffusion la plus large possible auprès des bibliothèques et des bibliothécaires (y compris au Canada, en Algérie, au Mexique, en Italie...) Il s'agit de développer un modèle pour rendre optimale la diffusion. L'Open Access permet, depuis trois ans, l'accès à 100 revues, gratuitement. Notons bien que c'est l'accès qui est gratuit, mais que pour télécharger en PDF ou en e-book, il faut être inscrit dans une institution qui a souscrit l'abonnement. Si on n'est pas inscrit, on peut toujours lire ou imprimer tel texte, mais pas le télécharger. Actuellement, il y a 90 abonnés (surtout francophones), essentiellement des bibliothécaires universitaires : sur le revenu des abonnements, 66 % sont reversés aux abonnés ; 34 % servent à développer les services aux bibliothèques, par exemple sur les statistiques ou sur la fréquentation des revues électroniques, etc. Freemium, dès la première année, reverse de l'argent. Cet argent peut permettre de financer le travail éditorial et d'éventuelles traductions.

Notons que, sur Cairn, il y a 50 revues commercialisées qui ont gardé une barrière mobile. Elles sont liées à Revues.org, mais pas à Freemium, lui-même lié à Openaccess. L'ambition d'Open édition : devenir la plus grande plate-forme de revues en Europe.

Un article récent (2013) dans Le Monde « Qui a peur d'Openaccess ? » évoque toutefois les craintes liées à un monopole. Si le papier disparaît, et surtout si l'éditeur disparaît, peut-on recourir à un système d'archivage des textes ? Réponse : l'archivage existe (sur 15, 20, 30 ans) en version électronique ; le dépôt légal existe en principe à la BNF pour les versions électroniques comme pour le papier. Mais que se passe-t-il si une Université, par exemple, cesse de payer son abonnement ? Continue-t-elle à avoir accès aux anciens numéros ? Peut-on ou doit-on racheter des archives... Un autre problème, évoqué par certaines revues : cette diffusion risque d'empiéter sur les fonctions proprement éditoriales de la revue.

3. *Davantage de visibilité et de coordination :*

Les revues portant sur le Moyen-Orient devraient être regroupées pour plus de visibilité lors de salons par exemple. La *REMMM* et l'*Année du Maghreb* ont ainsi été associées pour le Salon de la Revue. Et que dire de la représentation des revues comme des éditeurs à la MESA, au WOCMES ? À la Foire du Livre au Caire, la France a décidé, voici plusieurs années, de ne plus avoir de pavillon ou même de stand pour présenter ses éditions scientifiques : cette décision du Conseiller culturel de l'époque est une erreur majeure – que n'ont pas commise nos partenaires des autres pays européens, *a fortiori* les États-Unis. Il faudrait pouvoir réinstaurer un stand français à cette Foire, la plus importante du monde arabe.

Si le GIS bénéficiait d'un soutien *ad hoc*, il pourrait créer une **revue de valorisation (traduction en anglais d'une sélection d'articles ou même republication d'articles anciens et importants) ou publier chaque année une série d'articles de nos différentes revues**. On pourrait éventuellement imaginer un espace de mutualisation des appels à contribution, voire une mutualisation de la fabrication (par exemple, traduction, relecture en français et en anglais, translittération, etc.). On pourrait structurer un pôle de traduction/correction/relecture. On pourrait enfin « se cotiser » pour avoir un « editor » (idéalement plusieurs) en anglais, en le proposant à des *graduate students* (= doctorants) des universités américaines pour lesquels ce travail est valorisé en termes de CV, contrairement à la France. Pour *Arabian Humanities*, le CEFAS paie un anglophone pour vérifier les textes tous publiés en anglais, grâce à un budget du ministère des Affaires étrangères. Il en est de même à l'IFRI (*Studia iranica*).

4. **Plusieurs rapports et notamment celui du CERI pointent l'actuelle absence d'une revue du type Maghreb-Machrek ancienne manière, pour traiter du monde arabe à la période contemporaine** : le monde arabe contemporain au centre de tant d'attentions médiatiques souffre de l'absence de revues de recherche spécialisées, alors que prolifèrent des revues grand public consacrées à l'actualité la plus immédiate. La *REMMM* dissocie souvent, un peu bizarrement, la série « Monde contemporain » de la série « Histoire », ce qui illustre sans doute la crise actuelle de l'histoire contemporaine, déjà signalée, en même temps que l'idée

trop répandue que le contemporain appartient désormais, de fait, aux politologues et aux sociologues, pourtant sans trop d'économie ni d'histoire politique.

C. NUMERISATION ET POLITIQUE DOCUMENTAIRE, BASES DE DONNEES

Cette section du *Livre blanc* est peu alimentée, malgré son importance, chaque équipe renvoyant à son site. On fera largement de même ici, en insistant toutefois sur certaines entreprises modèles.

Section arabe de l'IRHT :

Filmothèque : environ 3 000 documents ; microfilms, microfiches et CD-ROM de manuscrits conservés dans les bibliothèques du Proche-Orient, du Maghreb, d'Europe et des États-Unis ; reproduction des manuscrits arabes conservés dans les bibliothèques municipales françaises ; collection d'actes légaux arabes (ILM)

Photothèque : reproduction de plus de 200 papyrus datant des sept premiers siècles de l'hégire.

Fichiers sur papier : dépouillement de sources sunnites ; notices de description des manuscrits arabes musulmans de la BnF (fonds Vajda). Fichier des incipit et des copistes de manuscrits arabes musulmans de la BnF.

Élaboration et alimentation de bases de données :

La base CALD (Comparing Arabic Legal Documents), conçue dans le cadre du projet Islamic Law Materialized 2009-2013 (et accessible, pour le moment, seulement aux membres du projet) : corpus inédit d'actes légaux (actuellement 2 200 actes, 3 000 notarisations du VII^e au XVI^e siècle), qui permet d'étudier les rapports entre pratique notariale et droit musulman, la production des normes et leur application dans l'histoire.

OA-online (Onomasticon Arabicum), base de données onomastiques en arabe, mise en ligne en 2012 : déjà plus de 12 000, bientôt 30 000 biographies sur cette base.

Codicologia : la section fournit la part arabe du vocabulaire multilingue de ce glossaire établie pour la description des manuscrits. Base élaborée avec le soutien de TIMA (The Islamic Manuscript Association) mise en ligne en 2013.

Islam indien : Il n'existe pas à ce jour d'entreprise d'ensemble concernant les fonds sur l'islam indien, à part ceux que constitue Perso-Indica, mais plusieurs initiatives sont à souligner : photothèque en ligne du Collège de France sur le Pakistan et l'Afghanistan, numérisation des cartes et plans de villes du Sindh et de diapositives de Sehwan Sharif par la MIFS (Mission interdisciplinaire française du Sindh), Système d'information géographique (SIG) sur Chanderi.

Islam médiéval : sur la numérisation, très active, l'information se trouve sur le site Menestrel. Il existe de nombreuses bases documentaires, dont la seule liste, pour l'islam médiéval, représente un dossier de plusieurs pages.

D. TRADUCTION

On peut se réjouir de l'actif mouvement de traduction littéraire de l'arabe, du persan ou du turc vers le français, mettant à disposition du grand public toute une littérature orientale. Ces traductions sont toutefois généralement menées sans but scientifique et pour un grand public. Il s'agit essentiellement de littérature.

Il n'existe plus guère d'équivalents de ces traductions au fil de l'actualité qui caractérisèrent la revue *Orient* dans les années 1950 – et en font aujourd'hui un outil extraordinaire pour le chercheur – ou les Bonnes feuilles de la Revue du CEDEJ *Égypte/Monde arabe* voici quelques années. La traduction de et vers les langues parlées dans les pays du Moyen-Orient et du Maghreb pâtit d'un manque de ressources des deux côtés de la Méditerranée. La production scientifique en langue arabe n'est quasiment pas accessible aux non-arabisants. La production en langue française (et langues européennes en général) bénéficie parfois de traductions piratées de qualité variable. Quelques thèses importantes sont traduites, au Maroc, au Liban, tandis que la traduction en Égypte est affectée par la révolution et ses conséquences. Ce sont généralement les moyens financiers qui manquent.

Du côté français, il existe par ailleurs une **demande croissante de chrestomathies – en langues originales ou, idéalement, bilingues –, d'anthologies ou de recueils de textes traduits sur des zones ou des thèmes**, à l'instar de ce qui se fait couramment dans les universités anglo-saxonnes et qui est fort utile à la formation des étudiants. Il n'existe actuellement qu'un recueil de textes traduits pour l'histoire médiévale (en poche), un chez SEDES, et un autre chez Armand Colin, disponible en Kindle, pour le Moyen-Orient aux XIX^e-XXI^e siècles. Aucun équivalent sur le Maghreb, par exemple, sur le monde ottoman ou sur le monde turc. Des recueils thématiques ou régionaux (islam vécu, réformisme musulman, islamismes, islam indien, etc.) seraient fort utiles. Saluons toutefois la parution du deuxième volume de *l'Histoire de la littérature arabe moderne* (Boutros Hallaq et Heidi Toelle), une anthologie bilingue de textes du XVIII^e siècle à 1950, unique au monde. Outre le temps considérable nécessaire à la réalisation de ce type de recueils, il faut souligner que les éditeurs sont très réticents à les accepter.

E. L'ÉDITION GÉNÉRALE ET ÉDITION SCIENTIFIQUE

En ce qui concerne la production éditoriale, on constate avec satisfaction que le déficit de manuels universitaires, longtemps un souci pour les enseignants, est en train d'être partiellement et peu à peu comblé, mais que ces manuels nécessitent toujours un renouvellement. Il manque en revanche de lieux où éditer des thèses et ouvrages ultra-spécialisés (éditions de textes, traductions commentées de haut niveau, ouvrages collectifs), surtout dès qu'un certain niveau d'érudition est requis (transcription, translittération, alphabets non latins, bibliographie, index complexes). On signale que les Publications de la Sorbonne pour Paris-I et leur bibliothèque spécialisée « Bibliothèque historique des pays d'Islam », ainsi que les Presses universitaires de Paris-Sorbonne remplissent ce rôle pour certaines thèses.

Manuels et outils : on peut regretter un déficit, sensible dès que l'on veut faire des cours de synthèse, mais des efforts récents considérables, les projets en cours et la grande qualité des ouvrages parus (islam médiéval à la Nouvelle Clio – et les manuels déjà anciens de Henry Laurens sur le Moyen-Orient) encouragent pour la suite. Il est des manuels excellents mais dont certains sont désormais datés (le grand volume paru chez Fayard en 1989 sur l'Empire Ottoman ; ainsi que d'autres sur l'histoire de l'Inde, sur l'Iran, sur la Palestine...). Les excellentes petites synthèses de Téraèdre (sur les débuts de l'islam, sur la question de l'image en islam, sur le réformisme musulman ou sur l'islam indien) vont être reprises par L'Harmattan. En histoire religieuse, le livre de Sabrina Mervin sur les fondements de l'islam reste sans équivalent. De petits volumes récents sur la Turquie et l'Iran sont à portée d'un lectorat. Plusieurs éditeurs manifestent la volonté de s'intéresser au Moyen-Orient et à l'islam, mais restent souvent pusillanimes, craignant la désaffection du grand public et le manque de ventes : le considérable *Dictionnaire de l'Empire ottoman*, chez Fayard, est enfin en voie d'achèvement, grâce à un important financement privé (turc) ; tandis que des historiens du monde arabe contemporain préparent un manuel chez Armand Colin. Les Belles-Lettres préparent une *Histoire de l'Empire ottoman* et une série d'importantes traductions (de l'anglais vers le français) d'ouvrages de référence sur l'Empire ottoman. Régulièrement, des manuels de géographes, en fonction des concours d'écoles de commerce, paraissent, mettant à jour les données chiffrées. Là encore, le déficit criant de bons manuels récents sur le Maghreb (autre que médiéval) est pire qu'ailleurs – à part sur la guerre d'Algérie ou la période coloniale ou encore la belle synthèse de Daniel Rivet : cette quasi-absence de manuels solides contribue à grever ou à orienter l'enseignement sur le Maghreb.

Édition scientifique

Dans un contexte éditorial évidemment difficile, le paysage est sombre et continue à s'assombrir. Signalons la disparition d'éditeurs orientalistes un peu généralistes, comme Maisonneuve

et Larose ; quand ils ont survécu, la restriction de leur champ à la réédition de classiques et à certains thèmes (archéologie et méthodes de langues orientales anciennes chez Geuthner) ; ou encore le primat du contemporain et des sciences sociales (Karthala, souvent en coédition avec l'IFPO ou le CJB). L'IISMM a une collection chez Karthala, une autre chez l'éditeur Téraèdre – qui vient cependant de vendre son fonds à l'Harmattan. Pour le plus contemporain et le plus politique, la vitalité de la collection des PUF, avec une belle collection de thèses de sciences politiques, est à signaler, avec le maintien éditorial des Éditions du CNRS.

Sindbad-Actes Sud qui a publié, dans le passé, des ouvrages en sciences sociales, se consacre aujourd'hui essentiellement à la littérature et à la traduction : notamment le volume 1 de *Histoire de la littérature arabe moderne (1800-1950)*. Toutefois, deux ouvrages collectifs récents de référence sur la Syrie et l'Égypte – deux volumes publiés au moment de la révolution – vont être suivis par deux ouvrages de référence sur le Maroc et l'Algérie, en projet au Centre Jacques Berque.

La lenteur et l'encombrement du processus éditorial à l'IFPO ou à l'IFAO (absence de calendrier, engorgement des commandes) nuisent à la qualité, remarquable, du travail éditorial qui y est fourni sur des textes souvent difficiles et d'une grande qualité – unanimement saluée.

Les publications de l'IFPO constituent pour celui-ci une ressource : les ventes se sont stabilisées, en 2012, au niveau de 2011 – année marquée par une baisse du marché du livre et aggravée, dans le cas de l'IFPO, par la suppression des points de vente en Syrie. Pour faire face aux exigences d'un travail éditorial d'excellence, les Presses de l'IFPO ont besoin d'un secrétaire de rédaction à plein temps. Un recours plus systématique aux possibilités offertes par la filière de l'impression à la demande devrait permettre d'adapter de façon réaliste l'offre papier à la demande réelle du lectorat, générant de substantielles économies en investissement et en gestion des stocks. La possibilité de vendre directement en ligne les publications de l'IFPO sans passer par des intermédiaires comme Amazon sera bientôt enfin accessible. À l'IFAO, la nomination récente d'un directeur du Pôle éditorial correspond au lancement de quatre collections d'essais : « Religions », « Histoire des sciences et des techniques », « Guerre et paix », « Transitions chronologiques et croisements culturels ».

Au CJB, les publications se sont orientées résolument vers l'édition électronique et la mise à disposition rapide des études portant sur la société marocaine. *Études et essais* publient des ouvrages, y compris de chercheurs extérieurs au CJB, tandis que *L'Année marocaine* publie de courtes études ou analyses portant sur les événements marquants de l'année précédente. Deux autres collections publient les communications présentées dans les colloques et séminaires du Centre, en version courte ; soit (à réaliser) des textes liés aux programmes de recherche du centre, notamment aux deux ANR. Le CJB participe également à Open Edition (Revue.org) afin de développer la publication d'ouvrages électroniques avec impression à la demande : édition de thèses sur le Maroc, et réédition d'ouvrages classiques venant du fond de la bibliothèque, lui-même héritier de celui de la Résidence générale.

L'islamologie, là encore, est le parent pauvre, avec quelques titres aux Éditions du Cerf, chez Vrin (plutôt dans le domaine de la philosophie), à la Bibliothèque de l'EPHE, éventuellement à l'IFAO ou à l'IFPO, ou encore chez des éditeurs spécialisés qui ne sont pas tous très scientifiques, mais s'adressent à un large public musulman francophone, sur un ton plutôt apologétique (notamment al-Bouraq, très actif).

Le Maghreb a comme éditeur privilégié Bouchène qui ne publie guère que des chercheurs confirmés, et surtout sur l'Algérie.

L'édition de livres collectifs est un problème, qu'on ne peut résoudre uniquement par la numérisation et l'impression à la demande – des voies déjà fort pratiquées et appelées à se développer – ou par le format de numéros de revues qui ne peuvent publier que des dossiers restreints, du format journée d'études. Que faire des colloques internationaux les plus ambitieux ou des résultats de programmes de recherche ? De plus en plus de collègues, pour une meilleure diffusion et visibilité internationale, publient les livres collectifs qu'ils dirigent en français et/ou en anglais et à l'étranger (notamment des éditeurs allemands : Harrassowitz, Ergon Verlag, Klaus Schwarz, ou néerlandais ou belges : Peeters, Brill, Brepols). Cette solution ne peut dispenser du maintien d'une édition en langue française et en France, ne serait-ce que pour des raisons de formation des étudiants et d'information d'un public plus large. La différence de prix donne aussi à penser : le prix des ouvrages de Brill est particulièrement exorbitant. Mais les éditeurs français s'intéressant à nos champs se font rares, surtout si l'ouvrage est long, ardu, scientifique. On privilégie le petit essai court et rapide, de préférence sur un sujet d'actualité.

CONCLUSIONS ET PRECONISATIONS

1. FORMATION : L'ACCENT SUR LA FORMATION EN LANGUES, LES CONTRATS DOCTORAUX ET POST-DOCTORAUX

– **Enseignement secondaire (au moins pour l'arabe et l'hébreu) et enseignement supérieur : mettre l'accent sur l'apprentissage des langues dans le cadre de cursus intégrés avec une formation disciplinaire (histoire, anthropologie, littérature comparée, etc.).** Tout faire pour privilégier la formation : donc, là aussi, créer des postes, doter les bilicences et les bimasters, et surtout aménager des maquettes qui permettent des bilicences et des cours de langues spécifiques aux chercheurs pour aller plus vite dans la formation. Continuer cette formation pour les doctorants et les chercheurs en poste par des stages, ateliers, *summer schools* (philologie, paléographie).

– **Créer davantage de contrats doctoraux et post-doctoraux**, y compris pour des étudiants étrangers qui auraient un meilleur niveau dans les langues orientales et apporteraient avec eux d'autres apports méthodologiques. Là aussi, cela redonnerait à la France une place dans la concurrence internationale et permettrait de renforcer, sur la durée, la francophonie et la place du français comme langue des sciences humaines et sociales dans le monde. On ne peut compter uniquement sur les Labex pour cela – sinon les angles morts continueront à le rester.

– **Financement et mise en avant de la recherche** : de la part du CNRS comme des institutions de tutelle, afficher plus largement le prix Seurat et le prix de thèse de l'IISMM ; inciter aussi les doctorants et docteurs travaillant sur les mondes musulmans à être candidats aux bourses générales (Bourses du Musée du Quai Branly, Fernand Braudel, CTHS, etc.).

– **Pallier la pénurie de cadres, former les formateurs** : la formation en master doit être partout très soignée (langues, stages, voyages sur le terrain), comme c'est souvent déjà le cas, puisque le master est devenu en réalité l'échelon décisif de la formation. Il faut décourager l'inscription immédiate en doctorat dès la sortie du M2, si l'étudiant a encore besoin d'une ou plusieurs années complémentaires de formation (langues, séjours dans le pays) et ne pas compter sur le doctorat pour que l'étudiant y achève sa formation sur le tas. Ensuite, après le doctorat, il faut faire davantage confiance à de jeunes docteurs pour prendre des responsabilités : soit être directeurs d'UMIFRE (du moins celles qui sont de petite taille), soit pour diriger une opération scientifique (ANR) comme c'est déjà parfois le cas, soit pour diriger des masters – ce qui n'est pas actuellement possible dans toutes les universités... Désacraliser à la fois l'agrégation et l'HDR – un concours et une procédure dont l'intérêt et la qualité ne sont évidemment pas en cause – pour mettre en évidence les savoirs linguistiques, la connaissance du terrain, les qualités proprement scientifiques, l'innovation, le rayonnement international. L'édition et la traduction de textes dans des langues rares doivent être valorisées comme étant des tâches scientifiques nécessaires à la recherche, et non des tâches ancillaires accessoires.

2. POSTES : UNIVERSITE ET CNRS

– D’abord et avant tout, **création de postes d’enseignants-chercheurs à l’Université**, en fonction du vivier, mais aussi en élargissant le recrutement à l’Europe. Dans un climat d’intense concurrence européenne, la France pourrait ainsi retrouver une place de leader dans l’analyse de ces sociétés pour faire entendre une voix méthodologique et analytique spécifique, différentes de celles des institutions européennes comme de la grande majorité des publications américaines. C’est précisément cette qualité d’analyse fine, spécifique, novatrice, synthétique que les collègues étrangers attendent de la France.

– **Réduire la fracture CNRS-Université** en encourageant systématiquement les chercheurs CNRS – surtout quand leurs spécialités sont « rares » – à enseigner à l’Université non seulement en donnant des séminaires (c’est déjà souvent le cas à l’EHESS ou dans les IEP) mais aussi en donnant des cours, y compris de niveau licence. L’éveil de vocations est à ce prix. Réciproquement, les universitaires qui doivent se rendre sur le terrain devraient bénéficier plus systématiquement de délégations CNRS, de détachements dans les UMIFRE ou tout simplement de congés sabbatiques, ceux-ci étant rarissimes dans l’Université française pour toute une carrière d’enseignant-chercheur, un semestre sabbatique au mieux. Autant dire rien par rapport au reste de l’Europe, sans parler des États-Unis. Il faut rappeler que ces années sabbatiques doivent être des années d’écriture d’articles et de livres – des années de recherche à plein temps.

3. DOCUMENTATION : BIBLIOTHEQUES, REVUES, EDITION.

– **Bibliothèques : arrêter le silencieux naufrage actuel.** L’avenir scientifique de la France est lié à celui de ses bibliothèques : celles-ci ne doivent pas souffrir constamment des réductions de crédits et, pire encore, des réductions de personnel, ou être contraintes à recourir à des CDD dont le caractère provisoire ne permet pas une politique d’achat sérieuse. Il faut créer et financer des postes de bibliothécaires orientalistes – sans le filtre systématique du concours de l’ENSSIB (École nationale supérieure de l’information et des bibliothèques), quelle que soit sa qualité, mais en valorisant des compétences linguistiques et scientifiques. Réciproquement, encourager des spécialisations linguistiques au concours de l’ENSSIB. Alléger les lourdeurs entraînées par l’attribution de marchés publics pour l’achat de livres arabes. Envoyer systématiquement les bibliothécaires spécialisés dans des séjours au Moyen-Orient (contacts avec d’autres bibliothèques, foires du Livre). Faire acquérir par la BULAC des livres portant sur l’islam. Enfin favoriser par tous les moyens les contacts réciproques entre chercheurs, étudiants et bibliothécaires (ces derniers faisant déjà de gros efforts en ce sens), mais aussi entre les différentes bibliothèques du champ, en créant une sorte de fédération de bibliothèques

françaises spécialisées sur le Moyen-Orient (notamment les bibliothèques ayant un fonds en arabe et sur le monde arabe). Le modèle pourrait être le réseau national DocAsie, créé en 2007 à Marseille, qui regroupe sur la base du volontariat les documentalistes et bibliothécaires travaillant sur l'Asie. Cela permettrait d'offrir aux publics des bibliothèques une véritable plate-forme commune d'accompagnement de la recherche.

– **Aider à la fois le passage à l'anglais et le maintien du français** (soutien aux éditeurs scientifiques spécialisés, création de postes d'ingénieurs de recherche anglophones pour aider à l'*editing* et à la traduction). Ceci doit être fait pour les publications de thèses, pour les revues existantes.

4. INSTITUTIONS ET PARTENARIATS

– **Réfléchir sur le rôle que pourraient jouer les Comue (Communautés d'universités et d'établissements)** – malgré leur caractère très discuté – **dans le développement des aires culturelles.** Dans plusieurs d'entre ces Comue (Sorbonne Paris-Cité) comme sur le Campus Condorcet prévu à Aubervilliers (avec EHESS, EPHE, Paris-I, etc.), les aires culturelles doivent être un des axes privilégiés, à la fois en termes de formation et de recherche. Partenariats, cohabilitations, envoi de boursiers ou doctorants dans les pays étudiés pourraient ainsi être financés. Quand des coopérations fructueuses et nécessaires existent hors Comue (séminaires, associations de chercheurs, etc.), il faut trouver moyen de les encourager également sans sectarisme. **À l'inverse, il serait sans doute inutile de créer une énième structure de coordination, mais il convient de s'appuyer sur celles qui existent en augmentant leurs moyens non seulement financiers, mais humains, notamment l'IISM dont la mission doit être renforcée.**

– **UMIFRE : favoriser à la fois la communication et la concertation** (peut-être grâce à un Conseil Scientifique commun), en encourageant des efforts communs autour de projets partagés, à condition bien sûr que l'ancrage local ne soit pas perdu, (il reste donc entendu que l'IFPO travaille sur le Proche-Orient, le CJB travaille sur le Maroc, etc.). Recherche et université en France même doivent être beaucoup plus solidement impliquées dans les projets, notamment par des missions de recrutement de la part des UMIFRE (mails et sites internet ne peuvent suffire), et de la part des universités par l'envoi plus systématique d'étudiants, dès le niveau master. Sur place, les UMIFRE doivent pouvoir accueillir aussi linguistes, littéraires, islamologues, médiévistes (au Maghreb), et pas uniquement historiens, sociologues, politologues et anthropologues. Il s'agit également de favoriser une politique permettant transversalités et complémentarités entre UMIFRE d'une part, entre UMIFRE et ÉFÉ d'autre part, à tous les niveaux (politique d'acquisition des bibliothèques, voire politique immobilière commune ; programmes de recherche sur la longue durée sur un objet commun, comme cela commence à se faire...). Assouplir la multi-tutelle administrative qui disperse les moyens,

favoriser rencontres et échanges pour un travail sinon commun (il ne peut toujours l'être), du moins concerté.

– **Penser dans le cadre européen** : il faut encourager systématiquement les candidatures de chercheurs de notre champ aux European Institutes for Advanced Studies (dont certains sont d'ailleurs en France), les demandes d'ERC, la participation à des Congrès européens et leur organisation, à l'occasion, en France (sur le modèle des études juives ou des études africaines), la création de chaires pour des collègues européens, sur le modèle de ce qui se fait à l'EHESS et à l'IISMM – mais sur un an plutôt que sur un mois.

Au-delà de l'Europe, une participation plus systématique des chercheurs français au WOCMES et à la MESA, et une meilleure présence des chercheurs français dans les revues internationales doivent assurer la visibilité de la recherche française.

REDACTION DU LIVRE BLANC

Ce *Livre blanc* a été rédigé de juin 2013 à juillet 2014 par Catherine Mayeur-Jaouen, directrice du Groupement d'intérêt scientifique « Moyen-Orient et mondes musulmans » créé par l'INSHS-CNRS le 1^{er} janvier 2013, en concertation avec les représentants des équipes de recherche membres du GIS et à l'aide des contributions suivantes :

- Laboratoire « Islam médiéval » (composante de l'UMR 8167 Orient et Méditerranée), rédigée par Françoise Micheau et Éric Vallet.
- CASE, rédigée par Rémy Madinier.
- CEIAS, note collective sur « un état des lieux des études sur l'Asie du sud musulmane en France ».
- CEIFR, rédigée par Sabrina Mervin.
- CEAO, rédigée par Zaynab Ben Lagha.
- CERI, rédigée par Laurence Louër sur consultation collective.
- CERMOM (notamment pour l'état des lieux sur les études sur le Maghreb), par M'hamed Oualdi.
- CETOBAC, rédigée par différents membres de l'équipe selon leurs spécialités.
- IDEMEC et LESC, note conjointe rédigée par Katia Boissevain et Sylvaine Camelin sur « Ethnologie et anthropologie du Moyen-Orient et des mondes musulmans ».
- L'IEP de Grenoble, « Science politique » ou « sciences du politique », par Eberhard Kienle.
- L'IFPO, « L'IFPO en 2013. Document de synthèse pour le *Livre blanc* du GIS », par Bruno Paoli.
- In Visu, « Note sur le domaine de l'histoire des arts », rédigée par Mercedes Volait.
- L'IISMM, rédigée par Rémy Madinier, alors directeur adjoint de l'IISMM.
- L'IREMAM – François Siino et Richard Jacquemond.
- LARHA, note rédigée par Philippe Bourmaud.
- LEM, rédigée par Daniel de Smet.
- L'UMR Monde iranien et indien, rédigée par Denis Hermann : « Quelques notes sur l'état des études sur l'Iran musulman et les cultures musulmanes du monde irano-indien en France »
- Une note sur les études kurdes, par Boris James, alors ATER à l'INALCO, et une note complémentaire sur les études turques, rédigée par Olivier Bouquet, alors ATER au Collège de France.
- Une note sur la géographie par Éric Verdeil, Environnement Ville Société (CNRS/Université de Lyon).
- Une note sur les enseignements à l'ENS-Ulm, à Paris-I et sur la recherche dans la péninsule Arabique, rédigée par Philippe Pétriat (IMAF-Paris-I).

- Une note sur l'archéologie par Sylvie Denoix (CNRS) et Jean-Pierre Van Staëvel (Paris-Sorbonne).
- Une note sur les études juives par Dominique Bourel, professeur à l'Université Paris-Sorbonne.
- Une note sur les Écoles françaises à l'étranger et notamment l'IFAO par Sylvie Denoix.
- Sur les UMIFRE : note IFPO rédigée par Bruno Paoli, sites Internet des unités, deux réunions (22 mars 2013 et 22 mai 2013) organisées par le GIS avec les directeurs d'UMIFRE, enfin une note générale de Franck Mermier pour une proposition de réforme.
- Les passages sur les bibliothèques sont le résultat d'une réunion organisée conjointement par le GIS et par l'IISMM le 3 septembre 2014.
- Les passages sur les revues sont le résultat d'une réunion organisée par le GIS et par l'IISMM le 17 novembre 2014, avec une note de Rémy Madinier sur la revue *Archipel*.
- Virginie Symaniec, « Le Livre blanc de l'orientalisme », *Carnet RESAP-Livre blanc des recherches sur l'Asie et le Pacifique*, 18 juillet 2012, en ligne
<http://resap.hypotheses.org/52/print>
- « Les enseignements sur le monde arabe à Sciences Po », note à l'attention de M. Frédéric Mion, par Gilles Kepel, juin 2013.

N'ont pu être représentées, faute de rapports, trois équipes du GIS : le CEMAF (désormais IMAF-Institut des mondes africains), le GREMMO, le GSRL.

Relecture générale par Marc Aymes, Sylvie Denoix, Anne-Laure Dupont, Rémy Madinier, Nicolas Michel, M'hamed Oualdi. Qu'ils trouvent ici l'expression de mon amicale reconnaissance. La mise en page a été assurée par Christophe Sabouret (CNRS-Réseau Asie et Pacifique), avec l'aimable autorisation de Sébastien Lechevalier, directeur du GIS Asie, et le concours de Cyrielle Michineau, gestionnaire du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans.

ANNEXE 1 :
REVUES FRANÇAISES SUR LE MOYEN-ORIENT
ET LES MONDES MUSULMANS – FICHES SIGNALÉTIQUES
PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

Abstracta iranica, revue bibliographique critique existant depuis 1978 (un volume annuel), avec comité de rédaction, est coéditée par l'IFRI et l'UMR Monde iranien et indien. Fabriquée en Iran jusqu'à voici cinq ans, elle a été rapatriée en France pour la fabrication. Il en existait une version persane qui se faisait avec l'IFRI, ce qui n'est plus possible depuis cinq ans. De 60 à 80 personnes participent à chaque volume, en français et en anglais. La revue est à la fois en papier et en ligne (sur Revues.org) depuis 2005. La numérisation des 19 volumes antérieurs à 2005 a été faite en 2011, est actuellement traitée.

L'Année du Maghreb existe depuis 1962, née du rapatriement de l'Université d'Alger vers la France. Elle était intitulée *Annuaire de l'Afrique du nord* jusqu'en 2006. C'était alors une revue de laboratoire, publiée à CNRS Éditions, animée en grande partie par des ingénieurs d'études et ingénieurs de recherches, chargés d'une veille sur place dans les différents pays du Maghreb. L'injonction des tutelles de la transformer en revue autonome a conduit Éric Gobe à l'intituler « L'Année du Maghreb ». Éric Gobe a conçu la revue par un numéro centré autour d'un dossier thématique, avec des chroniques politiques et des gros plans. On aboutissait à un énorme numéro annuel. Le changement en cours, opéré par F. Abécassis, consiste à aller vers deux numéros annuels – donc une semestrialisation – en se posant la question de la dissociation entre varia et chroniques. Le but est de faire émerger des thématiques, de susciter des envies de recherche en proposant des dossiers thématiques. La revue publie en français, est ouverte à des textes en anglais et en arabe.

La revue est en ligne depuis peu, sans barrière mobile, bénéficiant de l'offre Freemium. L'éditeur ne fait donc plus qu'un travail d'imprimeur, les textes sont mis en ligne tout de suite.

Depuis un an, le comité de rédaction s'est lancé dans une enquête sur le lectorat de la revue.

Arabica : Fondée en 1954 par Lévi-Provençal comme la revue des arabisants français, la revue est indépendante de toute institution, Université ou laboratoire, tout en ayant eu longtemps son adresse à Paris-III (où enseignait Mohammed Arkoun, longtemps rédacteur en chef de la revue), puis à Paris-IV (où enseigne Abdallah Cheikh-Moussa, successeur d'Arkoun). La revue a une option généraliste : après une longue orientation vers la littérature et la linguistique, la revue est de plus en plus sollicitée pour publier des articles islamologiques – ce qui correspond à un boom mondial. Le comité de direction, essentiellement français, compte une vingtaine de personnes, avec un secrétaire de rédaction

payé (à mi-temps) par Brill. Les articles soumis à double évaluation anonyme viennent du monde entier. La revue publie des articles en arabe, en français, en anglais ou en allemand, mais les articles proposés et, de fait, publiés sont très majoritairement en anglais (souvent en mauvais anglais). La grande majorité du lectorat est américain. Il est donc difficile de maintenir des articles en français, ceux-ci étant peu nombreux à être proposés. La qualité très discutable de l'anglais des articles soumis pose le problème des relectures et de la nécessité d'un éventuel secrétaire de rédaction anglophone. Une autre question posée est de savoir jusqu'à quand une revue, devenue tout à fait internationale, est-elle française ? Est-ce parce que son comité de rédaction est essentiellement français ou francophone ce qui permet à *Arabica* de maintenir un visage « français », comme *Die Welt des Islams*, autre grande revue de Brill, qui publie surtout en anglais, maintient un visage « allemand » ?

La revue appartient *de facto* à Brill qui possède le titre et vend les numéros. Elle sort 4 fascicules par an, pour un total annuel de 800 pages environ, qui sortent à la fois en version papier et électronique. Brill se sert d'*Arabica* comme produit d'appel pour des packages de revues auxquels des bibliothèques ou institutions doivent s'abonner. Brill fournit au comité de rédaction une quantité impressionnante de renseignements (lectorat de la revue, articles les plus lus ou téléchargés, fréquentation du site, etc.).

Arabian Humanities : Revue internationale d'archéologie et de sciences sociales sur la péninsule Arabique / International Journal of Archaeology and Social Sciences in the Arabian Peninsula.

En mars 2013 est sorti le premier numéro de cette nouvelle revue, qui doit avoir deux numéros par an. Il s'agit d'une re-création à partir de l'ancienne revue *Chroniques yéménites*, revue du CEFAS depuis 1993, qui était un peu en perte de vitesse parce que le comité de rédaction, composé par des gens de passage au CEFAS, manquait de stabilité. Elle en élargit le champ de compétence à l'ensemble de la péninsule Arabique, et se tourne résolument vers l'international. *Arabian Humanities* est une revue à comité de lecture international, multilingue (articles publiés en français, anglais ou arabe, avec des résumés dans chacune des deux autres langues), et totalement en accès libre sur internet, via Revues.org. *Arabian Humanities* entend couvrir, à un rythme biannuel, l'ensemble des domaines des sciences humaines allant de la préhistoire jusqu'aux sociétés actuelles. Construit autour d'un dossier thématique de 6 à 8 articles, chaque numéro comprend également des varia et des comptes rendus de lecture sur les publications les plus récentes portant sur la péninsule Arabique et paraissant en langues européennes et arabe.

Le Directeur de la revue est le directeur du CEFAS (Michel Mouton depuis septembre 2013), assisté d'une secrétaire d'édition, d'un comité de rédaction et d'un comité de lecture.

Pour l'instant, la revue n'a pas d'article en arabe.

La revue n'a pas de version papier, ne paraît donc qu'en version électronique, se trouve sur Revues.org.

Archipel est une revue semestrielle d'études interdisciplinaires sur le monde insulindien (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Brunei Darussalam, Timor-Leste) avec une attention particulière accordée aux sciences humaines et sociales. Fondée en 1971 (n° 87 à paraître en octobre 2014), la revue est hébergée au Centre Asie du Sud-Est, sous le patronage de l'EHESS, et soutenue par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS, l'Institut français d'Indonésie et l'INALCO. Sur le plan mondial, elle compte parmi les plus importantes revues dans son domaine et figure désormais dans trois index internationaux de citation (*Art & Humanities Citation Index*, *Current Contents/Arts & Humanities*, *Index to the Study of Religions Online*), grâce à l'ISI Web of Knowledge. Depuis son premier numéro, *Archipel* a consacré plus d'une centaine d'articles à l'Islam sud-est asiatique, y compris dans ses rapports avec les autres régions musulmanes du globe. Tirant à 400 exemplaires, *Archipel* possède son site propre de vente en ligne et est également accessible via le portail Persée.

Bulletin critique des Annales islamologiques (BCAI)

Autrefois annexe des *Annales islamologiques*, la revue de l'IFAO, le BCAI est une revue de comptes rendus. Elle a pris progressivement son autonomie, d'abord en volume papier et sur CD-Rom glissé dans les *Annales*, puis en devenant tout à fait indépendant, à la fois en support papier et en ligne, sans barrière mobile. Il est désormais seulement en ligne, sur le site de l'IFAO.

La revue publie essentiellement en français. Elle est soutenue par l'IFAO et l'UMR Orient-Méditerranée.

Bulletin d'études orientales (BEO)

Créée en 1931 à l'initiative des chercheurs français travaillant au Proche-Orient dans le cadre de l'institut de recherche fondé initialement à Damas en 1922 pour étudier l'archéologie islamique et l'art proche-oriental ; la création du *BEO* a correspondu à un élargissement des champs d'intérêt et des disciplines à bien d'autres sciences humaines. La revue aborde : archéologie et histoire de l'art du Proche-Orient à l'époque islamique (à partir du VII^e siècle) ; histoire du Proche-Orient depuis la conquête arabe (VII^e siècle) jusqu'à la fin de l'empire ottoman (1918) ; littérature de langue arabe, classique et contemporaine ; linguistique arabe ; histoire de la pensée religieuse musulmane (« islamologie »), mais aussi chrétienne ou juive de langue arabe ; philosophie médiévale de langue arabe ; histoire des sciences et des techniques dans le Proche-Orient d'époque islamique.

Elle publie un numéro annuel (61 numéros parus à ce jour, novembre 2013) en alternant un numéro thématique et un numéro de varia. Chaque volume est tiré à 400 exemplaires, diffusé à 70 abonnés, auxquels il faut ajouter 60 échanges avec des bibliothèques partenaires, pour un total de 200 ventes en moyenne.

Les articles, surtout en français, peuvent aussi être en arabe et en anglais. Jadis diffusée par l'Institut français des études arabes de Damas, elle dépend maintenant du directeur du département d'études

arabes à l'IFPO. Elle est diffusée par les presses de l'Institut français du Proche-Orient et Maisonneuve, lequel éditeur gère une partie des abonnements. La collection est numérisée depuis 2013 sur Jstor.

La revue est présente sur Internet depuis 2009 à travers trois portails :

– Revues.org (depuis 2009 avec une barrière mobile de 2 ans. Des « variés électroniques » ont vu le jour fin 2013 : des dossiers uniquement consultables sur Internet. Le premier dossier mettra en ligne des archives sonores de conférences en langue arabe et des biographies d'auteurs syriens, invités en 2009-2011 dans le cycle des Lundis littéraires de l'IFPO (Damas).

– Cairn.info

– et Jstor.org. La récente mise en ligne sur Jstor permet de mieux atteindre le public anglo-saxon.

Depuis avril 2013. Numérisation de la collection de 1931 à 2010. Les numéros sont accessibles sur abonnement. Possibilité de lire gratuitement avec un compte personnel (mais sans possibilité de téléchargement). 1 000 visites par mois (dont 3 300 PDF téléchargés).

Central Eurasian Reader

Existe depuis 2008. La revue est soutenue par le CETOBAC et le CERCEC (Études sur le monde russe et ex-soviétique), ainsi que la MSH et l'IFEAC. La revue, rédigée en anglais, est éditée par Klaus Schwarz Verlag, à Berlin, en volumes reliés.

Égypte/Monde arabe

La revue est celle du CEDEJ, au Caire. Elle existe depuis 1990, et porte pour l'essentiel sur l'Égypte. Dans les années 1990, elle faisait paraître quatre numéros par an, puis a vacillé en fonction des aléas qu'a connus le CEDEJ, et sort actuellement un à deux numéros par an. La revue est en ligne depuis 2006, entièrement accessible sur Revues.org, et entre dans Freemium. On compte entre 6 et 8 000 visites par mois sur le site de cette revue. La version papier va disparaître en 2014.

European Journal of Turkish Studies

La revue a été fondée en 2004 par des jeunes chercheurs, alors doctorants et post-doctorants, travaillant alors en Turquie autour de l'Institut français d'études anatoliennes. Aujourd'hui, les membres du comité de rédaction enseignent dans différentes universités, à Istanbul, à Mersin, en Grande-Bretagne. Le travail éditorial : la question est posée de ce que signifie le label Turkish Studies, sachant qu'il arrive que des articles ne portent en rien sur la Turquie, pourtant base de travail des chercheurs collaborant à la revue, mais qui cherchent aussi à participer au débat scientifique général. L'idée est de s'ouvrir au-delà des études turques.

Profession de foi : « L'EJTS est une revue en ligne dont le propos est d'offrir un outil de travail aux chercheurs en sciences humaines et sociales dans le domaine des études turques. Notre hypothèse est

que les *area studies* (ou « aires culturelles ») peuvent servir de « laboratoire », où tester des outils analytiques valables pour les sciences humaines et sociales dans leur ensemble. Il s'ensuit que cadrage théorique recherché et enquête empirique approfondie doivent nécessairement être combinés. De la sorte, un espace est également ménagé à des études comparatives transversales aux *area studies*. En matière d'approche, nous mettons l'accent sur la diversité méthodologique et sur la variation des échelles d'analyse. Les orientations de la revue sont, en pratique, le reflet de l'expérience scientifique des membres de la rédaction, qui est celle d'anthropologues, de géographes, d'historiens, de politistes et de sociologues. Le caractère international de la revue vise à développer des échanges le plus largement possible. »

La revue est soutenue par l'IFEA et le CETOBAC. Elle sort deux numéros par an, uniquement des dossiers thématiques ; comprend exceptionnellement des recensions. La revue publie des articles en allemand, anglais, français et turc. Un travail de traduction est parfois fourni. Cette revue, uniquement en ligne, est sur Revue.org.

Encyclopédie berbère, est plutôt un ouvrage à suite qu'une revue.

Maghreb-Machrek

La revue qui compte 217 numéros publie 4 numéros par an. À affichage pluridisciplinaire, elle porte sur le monde arabe contemporain. Une évaluation anonyme des articles est actuellement mise en place. La revue était une revue de la Documentation française. Après un divorce douloureux qui a correspondu à une rupture avec la communauté scientifique de base, elle a été reprise par l'Institut Choiseul, puis actuellement par un éditeur privé. Elle ne bénéficie pas du soutien d'une institution particulière. Elle publie uniquement en français. Il y avait des résumés en arabe, en anglais, en français. Les résumés en arabe ont été supprimés. La revue est mise en ligne sur Cairn.

Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée

La *REMMM* existe depuis 1966 et son histoire est celle d'une publication au départ érudite et locale (aixoise) s'intéressant principalement à « l'Occident musulman » (la *ROMM*) et qui s'est progressivement transformée en une revue de sciences sociales ouverte sur l'ensemble de l'aire arabe et musulmane dans une perspective pluridisciplinaire. Deux séries « Histoire » et « Monde contemporain » sont aujourd'hui éditées en parallèle sous la responsabilité d'instances éditoriales et scientifiques communes. Afin de contrôler autant que possible le risque épistémologique d'une approche essentialiste du « monde musulman », l'équipe de la revue a développé une ligne éditoriale propre notamment basée sur la construction de dossiers pluridisciplinaires permettant un « comparatisme interne ».

Par choix éditorial, l'équipe de la REMMM considère qu'il n'est pas dans ses missions d'éditer des actes de colloques ou de rencontres, et préfère donner la priorité à la construction commune d'un numéro sur la base de discussions entre un responsable scientifique et les instances de la revue.

La REMMM est aujourd'hui hébergée par l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) qui met à la disposition de la revue un personnel ITA qui en assure le secrétariat de rédaction. La revue reçoit un soutien financier de l'INSHS (1 000 euros en 2012 et en 2013). Ce soutien a été suspendu en 2010 et 2011 au motif que les revues bénéficiant d'une aide en personnel ne pouvaient prétendre à un soutien financier. Heureusement, cette aide a été rétablie en 2012-2013, ce qui a permis de relancer la dynamique avec un nouveau Comité scientifique et de nouveaux projets.

Après avoir été publiée par un éditeur privé, Édisud, la REMMM est à présent éditée par les Presses universitaires de Provence (PUP, Aix Marseille Université). La revue est diffusée par abonnements (actuellement 164 abonnés institutionnels dont 48 en France, 35 aux États-Unis, 60 en Europe, 21 dans le reste du monde) ainsi qu'en vente au numéro en librairie. La version numérique de la revue est accessible en intégralité par l'un ou l'autre des deux portails Revues.org ou Persée. Depuis janvier 2012, la REMMM adhère au programme OpenEdition Freemium : la version au format HTML des articles est disponible en libre accès en même temps que la publication papier, en revanche les formats détachables (PDF et ePub) sont uniquement téléchargeables (sans DRM ni quota) par le biais des bibliothèques et institutions abonnées à OpenEdition Freemium.

Studia iranica

Fondée en 1972, la revue est pluridisciplinaire, va jusqu'à l'époque contemporaine, mais les articles proposés ne portent guère sur l'époque contemporaine. La revue est liée à l'Association pour l'avancement des études iraniennes. Elle bénéficie d'une subvention du CNRS. La revue publie deux fascicules par an. Elle est éditée par Peeters qui assure la vente et la mise en ligne de la revue. *Studia iranica* rencontre le même problème qu'*Arabica* pour le niveau de l'anglais des articles publiés dans cette langue.

Turcica

Créée en 1969, la revue consacrée aux études turques était davantage tournée à ses débuts vers l'ethnographie et la linguistique. Actuellement, elle est de plus en plus tournée vers l'histoire ottomane. Elle couvre tout l'espace ottoman, y compris pays héritiers, comme les pays arabes. Elle contient de nombreux comptes rendus, assez développés. On y publie aussi de la documentation publiée (documents inédits, transcrits et traduits). La revue peut proposer des dossiers, mais jamais de numéros thématiques. Le comité de lecture se réunit à Paris. Le comité de rédaction se tient une fois par an. Un numéro annuel paraît, en allemand, anglais, français, italien (en fait, surtout en anglais et en

français). La revue est éditée par Peeters à Louvain, avec l'aide financière du CNRS (*aide suspendue en 2014*, malgré l'avis très favorable des commissions du CNRS) et de l'IREMAM. C'est Peeters qui assure également la diffusion et la mise en ligne. Une collection d'ouvrages Turcica accompagne la revue. Les tirés-à-part sont électroniques depuis plusieurs années. La revue est également soutenue par l'Association pour le développement des études turques (ADET) dont l'Assemblée générale coïncide avec la réunion du comité annuel de la revue.

Yod

Yod est une revue de l'INALCO, centrée sur la littérature, l'histoire, la philosophie et la sociologie du peuple juif en Israël et dans la diaspora, ainsi qu'à l'hébreu et aux langues juives. La revue qui paraît en numéros thématiques a trouvé son public. Le n° 19 vient de paraître en 2014.

ANNEXE 2 : SIGLES

TERMES GÉNÉRAUX

CR = Chargé(e) de Recherches

DR = Directeur (directrice) de recherches

HDR = Habilité(e) à Diriger des Recherches

MCF = Maître de Conférences

PU = Professeur d'Université

AMI = Aides à la Mobilité Internationale

ANR = Agence Nationale de la Recherche

CNU = Conseil National des Universités

EA = Équipe d'Accueil

ÉFÉ = École française à l'étranger

ERC = European Research Council

GIS = Groupement d'Intérêt Scientifique

UMIFRE = Unités Mixtes des Instituts Français de Recherches à l'Étranger

UMR = Unité Mixte de Recherche

URA = Unité de Recherche Associée

Universités, INSTITUTIONS

AMU = Aix-Marseille Université

CNRS = Centre National de la Recherche Scientifique

EHESS = École des Hautes Études en Sciences Sociales

ENS = École Normale Supérieure

EPHE = École Pratique des Hautes Études

HEC = Hautes Études Commerciales

IMA = Institut du Monde Arabe

INALCO = Institut National des Langues et Civilisations Orientales

MAE = Ministère des Affaires Étrangères

MMSH = Maison méditerranéenne des sciences de l'homme

PLC = Pôle des Langues et Civilisations

LABORATOIRES ET CENTRES DE RECHERCHES EN FRANCE

CASE = Centre d'Asie du Sud-Est

CEAO = Centre des Études arabes et orientales

CEIAS = Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud

CEIFR = Centre d'Études Interdisciplinaires des Faits Religieux

CEMAF = Centre d'Études des Mondes Africains

CENA = Centre d'Études Nord-Américaines

CERI = Centre d'Études et de Recherches Internationales

CERMOC = Centre d'Études et de Recherche sur le Moyen-Orient Contemporain

CERMOM = Centre de Recherche Moyen-Orient et Méditerranée

CESSMA = Centre d'Études en Sciences Sociales sur les Mondes Africains, Américains et Asiatiques

CETOBAC = Centre d'Études Turques, Ottomanes, Balkaniques et Centrasiatiques

CHEAM = Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie Modernes

CHIC = Centre d'Histoire de l'Islam Contemporain

CHSIM = Centre d'Histoire Sociale de l'Islam Méditerranéen

CIHAM = Centre Interuniversitaire d'Histoire et Archéologie Médiévale

CRAM = Centre de Recherches sur l'Afrique Méditerranéenne

EMAM = Études sur le Monde arabe et la Méditerranée

GSRL = Groupe Sociétés, Religions, Laïcités

GREMAMO = Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient

GREMMO = Groupe de recherche sur la Méditerranée et le Moyen Orient

ICP = Institut Catholique de Paris

IDEMEC = Institut d'Ethnologie Méditerranéenne, Européenne et Comparative

IEP = Institut d'Études Politiques

IHTP = Institut d'Histoire du Temps Présent

IISMM = Institut d'Études de l'Islam et des Sociétés du Monde Musulman

IMAF = Institut des mondes africains

IRD=Institut de recherche pour le développement

IREMAM = Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman

IRHT = Institut de Recherche et d'Histoire des Textes

LEM = Laboratoire d'Études sur les Monothéismes

LESC = Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative

MMSH = Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

MOM = Maison de l'Orient Méditerranée (Lyon)

URBAMA = Centre d'Études et de Recherche sur l'Urbanisation du Monde Arabe

LABORATOIRES ET CENTRES DE RECHERCHES À L'ÉTRANGER

Et IFRE (Instituts Français de recherche à l'Étranger)

CEDEJ = Centre d'Études et de Documentation économiques, juridiques et sociales

CEFAS = Centre Français d'Études Yéménites (Sanaa)

CERMOC = Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (Beyrouth)

CJB = Centre Jacques Berque (Rabat)

CRFJ = Centre de Recherche Français de Jérusalem (Israël)

DEAC = Département d'Enseignement de l'Arabe Contemporain (Égypte)

EFR = École Française de Rome (Italie)

IDEO = Institut Dominicain d'Études Orientales (Égypte)

IFEA = Institut Français d'Études Anatoliennes (Istanbul)

IFE = Institut Français d'Égypte (Égypte)

IFAO = Institut Français d'Archéologie Orientale (Égypte)

IFAPO = Institut Français d'Archéologie du Proche Orient (Amman)

IFPO = Institut Français du Proche-Orient (Damas)

IFEAC = Institut Français d'Études sur l'Asie Centrale (Asie)

IFEAD = Institut Français d'Études arabes de Damas

IFRI = Institut Français de Recherches en Iran (Téhéran)

IRBIMMA = Institut de Recherche sur Byzance, l'Islam et la Méditerranée

IRMC = Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (Tunis)

MIFS = Mission Interdisciplinaire Française du Sindh (Pakistan)

BIBLIOTHÈQUES

BDIC = Bibliothèque et Documentation Internationale Contemporaine

BNF = Bibliothèque Nationale de France

BULAC = Bibliothèque Universitaire des Langues et Civilisations

BU = Bibliothèque Universitaire

CADIST = Centre d'Acquisition et de Diffusion de l'Information Scientifique

GED = Grand Équipement Documentaire

EDITION et REVUES

EO = Édition Originale

PUF = Presses Universitaires de France

SIG = Système d'information Géographique

ASSR = Archives de Sciences Sociales des Religions

CEMOTI = Cahier d'Études sur La Méditerranée Orientale et la Monde Turco-Iranien

EJTS = European Journal of Turkish Studies

REMMM = Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée

RHMC = Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine

TIMA = The Islamic Manuscript Association

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION : QUELQUES CONSTATS	7
I. FORMATION DES ETUDIANTS SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS	17
A. Le déficit philologique et linguistique.....	17
B. Les conséquences scientifiques du déficit philologique et linguistique.....	25
C. Formation : un paysage universitaire français fragmenté et fragilisé.....	29
II. RECHERCHE : HERITAGES, CONTEXTE, POINTS FORTS, LACUNES	37
A. Quelques héritages.....	37
B. Éléments de contexte.....	38
C. Points forts : l’histoire médiévale, la montée des études turques, l’islam « périphérique », droit musulman, genre.....	40
D. Lacunes et faiblesse : islamologie, sciences sociales de l’Iran, histoire du Maghreb à partir de sources arabes, littérature classique (toutes langues et régions confondues).....	42
III. LA RECHERCHE FRANÇAISE SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS : TABLEAU PAR REGIONS ET CENTRES.....	51
A. Monde arabe	52
1. Maghreb	53
2. Proche-Orient arabe et Israël.....	56
3. Péninsule Arabique	61
B. Mondes turcs, balkaniques et ottomans, Asie centrale.....	62
C. Monde iranien et irano-indien	64
D. Asie du Sud musulmane (Inde, Pakistan).....	65
E. Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines).....	66
IV. LA DOCUMENTATION : DES HERITAGES TRES RICHES, DES MOYENS DERISOIRES.....	69
A. Bibliothèques et ressources	69
B. Revues françaises sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans (<i>cf.</i> liste en annexe)	76
C. Numérisation et politique documentaire, bases de données.....	79
D. Traduction.....	80
E. L’édition générale et édition scientifique	81

CONCLUSIONS ET PRECONISATIONS	85
1. Formation : l'accent sur la formation en langues, les contrats doctoraux et post- doctoraux	85
2. Postes : Université et CNRS.....	86
3. Documentation : bibliothèques, revues, édition.	86
4. Institutions et partenariats.....	87
REDACTION DU LIVRE BLANC.....	89
ANNEXE 1 : REVUES FRANÇAISES SUR LE MOYEN-ORIENT ET LES MONDES MUSULMANS – FICHES SIGNALÉTIQUES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE	91
ANNEXE 2 : SIGLES	99
TABLE DES MATIÈRES	103

